

AFRIQUE

EUROPE

Mozambique

CONTINUANT SON « OPÉRATION DE POURSUITE » L'armée rhodésienne aurait détruit trois bases de guérilleros

Salisbury. — L'incursion de l'armée rhodésienne au Mozambique s'est poursuivie lundi 30 mai à proximité de la frontière sud-orientale (le Monde du 31 mai). Les Rhodésiens affirment avoir détruit trois bases arrière de la guérilla, dont un commandement opérationnel, et tué vingt-huit de leurs adversaires depuis dimanche matin.

Un communiqué publié par le commandement de Salisbury fait état de la destruction d'un « quartier général et de ravitaillement » de la guérilla dans le secteur de Maputo, soit à 95 kilomètres au sud de la ville-frontière de Vila-Salazar. Il affirme également que « de grandes quantités d'armes, de munitions, d'équipement et d'équipements » ont été saisis. Les troupes rhodésiennes n'auraient subi aucune perte.

Salisbury a démenti les informations en provenance de Maputo selon lesquelles une bataille rangée aurait opposé lundi les forces rhodésiennes aux troupes dépeçées sur place par le gouvernement mozambicain. « Nous sommes à la poursuite de terroristes rhodésiens et de personnes d'autres », a affirmé un porte-parole rhodésien. Il a également nié que trois avions rhodésiens — deux chasseurs et un hélicoptère — aient été abattus dans la province de Tete, au nord-est de la frontière rhodésienne, comme l'a annoncé Maputo.

L'offensive rhodésienne a été lancée officiellement dimanche matin, au moment où deux avions anglais-anglais s'élevaient à quitter la Rhodésie après trois jours de consultations avec le gouvernement de Salisbury. Elle intervient au début de la saison sèche (mai-novembre), pendant laquelle, traditionnellement, la guérilla africaine redouble ses attaques. Le secteur choisi — la région de Vila-Salazar — est une zone importante d'infiltrations de guérilleros vers le sud-est de la Rhodésie, où la présence de la guérilla s'est nettement renforcée depuis l'an dernier.

M. Ian Smith semble de nouveau soumis depuis quelque temps à de sévères pressions de son état-major pour monter une opération de ce type contre les « sanctuaires » de la Zania (armée de libération nationale

De notre envoyé spécial

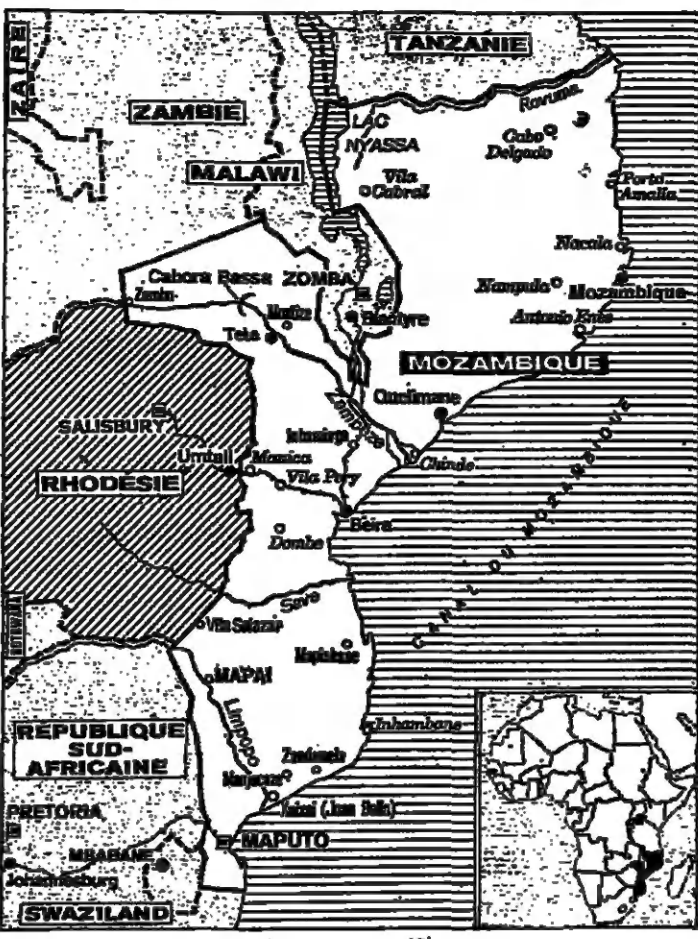
africain du Zimbabwe) sur la frontière du Mozambique. Cette incursion, la plus importante depuis celle qui avait eu lieu pendant le déroulement de la conférence de Genève, a eu lieu pendant le week-end de la Fête de la Rhodésie, au moment où les Européens de Rhodésie s'étaient dispersés dans des stations touristiques.

Il s'agit d'une opération appuyée par l'aviation et dont l'objectif serait de faire gagner quelques mois de répit à l'armée rhodésienne. L'annonce de l'envoi

d'appareils rhodésiens dans le ciel de la province de Tete laisse penser qu'elle a été précédée par une opération de diversion dans un secteur assez éloigné. Les Rhodésiens n'avaient pas encore annoncé, mardi en début de matinée, quand l'incursion prendrait fin. Elle pourrait donc être d'une plus grande envergure que Salisbury ne l'indique.

En réponse à une critique britannique, la Rhodésie a fait savoir lundi ne pas entendre renoncer à une politique de « poursuite à l'échelle » (dit Parnell) au-delà des frontières.

JEAN-CLAUDE POMONTI



Namibie

L'exécution d'un nationaliste complique les discussions des « cinq » Occidentaux sur l'avenir du territoire

Johannesburg. — Malgré les demandes de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) et des cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité de l'ONU (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Grande-Bretagne et Allemagne fédérale), Pieter Nangolo, vingt-six ans, a été pendu à l'aube du lundi 30 mai à Windhoek.

Le jeune nationaliste a été condamné à mort en septembre dernier par la Cour suprême de Windhoek, pour avoir tué, au début de 1976, quatre Blancs, une mère et son fils de douze ans, près de Grootfontein et un couple à Okavango, dans le nord de la Namibie.

Pendant son procès Nangolo avait déclaré avoir reçu un entraînement à la guérilla en Angola. Il s'était infiltré en Namibie avec un autre nationaliste, tué au cours d'un affrontement avec la police près de Windhoek. Les deux avaient été grièvement blessés, et définitivement paralysés des jambes et du bassin. C'est sur une chaise roulante qu'il avait comparu à son procès.

A l'annonce de sa prochaine

De notre correspondant

exécution, le SWAPO avait envoyé un télégramme à M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, dont une copie avait été aussitôt transmise par représentants des cinq pays occidentaux du Conseil de sécurité. Ceux-ci ont individuellement effectué une démarche auprès du gouvernement sud-africain pour obtenir un sursis à l'exécution. Leur requête n'a donc pas été entendue.

Sir David Scott, ambassadeur britannique, a fait connaître sa désapprobation. Le SWAPO a envoyé un télégramme de protestation daté de Londres, dénonçant la « brutale exécution de Nangolo », qui a été jugé comme un « assassin de droit commun. A quel mouvement nationaliste noir réplique : « Nous rejetons l'idée que l'affaire ne soit pas politique. L'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud est fondée sur la violence et la répression. Les actes de Nangolo, bien que non recommandés par le SWAPO, doivent être compris dans ce contexte. L'occupation

sud-africaine est illégale et l'exécution de Nangolo doit donc être regardée comme un meurtre. »

Ce geste du gouvernement de Pretoria ne facilitera pas la tâche des « cinq » Occidentaux, qui tentent une série de discussions pour un règlement en Namibie acceptable aux yeux de l'ONU. Ce même lundi, ils ont déposé une note demandant de leur gouvernement, demandant de nouveaux entretiens avec Pretoria et, selon des sources diplomatiques, « précisant les conditions dans lesquelles ceux-ci pourront reprendre leurs discussions ».

Le gouvernement intermédiaire des élections générales seront certainement au centre des débats. Pour la première fois, vendredi dernier, John Vorster a laissé entendre clairement qu'il abandonnerait le projet de gouvernement intermédiaire prévu par la Conférence constitutionnelle. Il a annoncé l'introduction au Parlement, avant la fin de la session, d'une loi permettant la création d'une « autorité administrative centrale ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Angola

LE PRÉSIDENT NETO ANNONCE L'ARRESTATION DE « CENTAINES DE FRACTIONNISTES »

Après l'échec de la tentative de coup d'État menée vendredi dernier par MM. Nito Alves et José Van Dunem, les militaires multiplient les contrôles à Luanda où la tension reste vive. Les autorités angolaises ont fait savoir que les informations « officielles » peuvent désormais être transmises par les journalistes étrangers. Ces informations sont celles diffusées par la radio nationale, la télévision ou le journal de l'Angola et elles doivent être transmises sous « leur forme précise » sans commentaire ni interprétation.

Le président Neto a révélé lundi soir 30 mai, que certains dirigeants du parti unique, dont deux militaires de haut rang, sont impliqués dans la tentative de coup d'État de vendredi. L'un d'entre eux, le commandant Babaloni, l'un des deux responsables, est commissaire politique des forces armées populaires de libération de l'Angola (FAPLA). De source privée, nous apprenons que c'est la tentative de la 1^{re} brigade blindée, considérée comme un régiment d'élite, qui serait à l'origine du putsch.

Le président Neto a également déclaré que des « centaines de fractionnistes » avaient été arrêtés à Luanda et dans les provinces du pays. Il a précisé que « quelques éléments de la commission politique des FAPLA étaient également détenus à Luanda ». « Nous pouvons dire, a-t-il ajouté, que dans les prochains jours, d'autres éléments seront arrêtés pour avoir participé à la tentative de coup d'État. Ces éléments avaient constitué une direction politique et un commandement opérationnel. Ils avaient également des liens avec les fractions militaires de provinces (préfets). »

M. Agostinho Neto a conclu : « Un combat sérieux contre le fractionnisme est nécessaire. Dans chaque quartier, dans chaque ville, nous allons lutter contre les fractionnistes et nous ferons justice. »

Maroc

L'AFFAIRE DES COOPÉRANTS EST TERMINÉE affirme Rabat

Les autorités marocaines ont affirmé, lundi 30 mai, qu'aucun coopérant français n'était plus actuellement détenu par la police. Elles considèrent que l'expulsion, samedi 28 mai, de deux coopérants français mis en cause dans le cadre d'une enquête touchant à la sûreté intérieure de l'État, a mis un point final à cette affaire. Elles ont confirmé en revanche que la police marocaine avait effectivement convoqué au commissariat de Tass une enseignante française, Mme Colette Mollet (le Monde du 31 mai). Celle-ci a été interrogée pendant deux heures, le samedi dans les locaux de la police, avant d'être relâchée. — (A.F.P.)

L'ASSOCIATION FRANCE-ALGERIE ÉLARGIT SA REPRÉSENTATIVITÉ POLITIQUE

Trois communistes, MM. Etienne Fajon, Jacques Denis et René Boyer, trois socialistes, MM. Lionel Jospin, Pierre Chevènement et Michel Rocard, et deux membres du R.P.R., MM. Louis Joxe et Alain Juppé, viennent de faire leur entrée, à titre individuel, dans le conseil d'administration de l'Association France-Algérie que préside M. Georges Gorse, ancien ministre. Celle-ci voit ainsi sa représentativité politique élargie.

Dans un communiqué publié à Alger, l'association indique que son nouveau conseil, réuni le 28 mai, a estimé qu'il ne pouvait rester indifférent à la dégradation continue des relations franco-algériennes. Il a donc mandaté son bureau pour demander audience au premier ministre français afin de lui faire part de ses graves préoccupations et lui demander de mettre en œuvre une politique capable de surmonter les obstacles de toutes sortes qui freinent actuellement la coopération alors que celle-ci reste inscrite dans la nature des choses et le destin des deux peuples.

M. Jean-Pierre Gouon, secrétaire général, nous écrit par ailleurs pour nous préciser que France-Algérie « s'associe pleinement à l'analyse de la détérioration des relations franco-algériennes faite par la commission française Justice et Paix et par la commission sociale, économique et internationale de la Fédération protestante de France (le Monde du 27 mai) ». Il nous signale que ce n'est que par suite de difficultés de dernière heure que son association n'a pu assurer, comme cela avait été prévu, l'édition de ce document, qui a été finalement publié par la revue Parole et Société.

Association France-Algérie, 235, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Grande-Bretagne

La présence du président Amin à la conférence du Commonwealth est jugée « indésirable »

De notre correspondant

Londres. — Une semaine avant l'ouverture de la conférence des dirigeants du Commonwealth, qui aura lieu du 8 au 15 juin, le gouvernement de Londres s'efforce de prévenir l'arrivée en Grande-Bretagne du président Amin. Sur le plan diplomatique, l'affaire est certes délicate, mais la présence du dictateur ougandais en Grande-Bretagne risque de provoquer dans le public des réactions si vives que l'on craint pour la sécurité du visiteur.

Le problème posé au gouvernement travailliste n'est pas simple. La plupart des membres de la conférence n'ont aucun désir de se retrouver à Londres en compagnie d'un chef d'État qui a mauvaise réputation, même parmi ses collègues du tiers-monde. Le secrétaire général de l'organisation du Commonwealth, M. Ramphal, vient de donner une indication à ce sujet dans le rapport qu'il doit soumettre à la conférence. Dans ce texte, publié lundi 30 mai à Londres, il précise que si le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des États membres doit être maintenu, il y a des occasions où la conduite de l'un d'eux provoque chez les autres une indignation qui ne saurait être ignorée. Pour l'instant, il est impossible de savoir si le régime ougandais sera discuté à la conférence dans le cadre d'un débat sur les droits de l'homme.

Il est très difficile pour les Britanniques d'annoncer à l'avance qu'ils refuseraient le président Amin si ce dernier décidait, comme il ne cesse de l'affirmer, de venir à Londres, non seulement pour prendre part à la conférence du Commonwealth, mais aussi, a-t-il précisé, pour rendre hommage à la reine qui célèbre le vingt-cinquième anniversaire de son accession au trône. La stratégie du gouvernement Callaghan consiste à laisser planer l'incertitude sur les mesures qui pourraient être prises pour interdire le territoire du Royaume-Uni au président ougandais. La semaine dernière, les Communes ont unanimement approuvé une

résolution au terme de laquelle la présence du président Amin était déclarée « indésirable ». Le secrétaire au Foreign Office, M. Owen, a cependant pris soin de préciser qu'il n'était pas question d'exclure l'Ouganda du Commonwealth. Il suffirait, selon lui, que le gouvernement de Kampala soit représenté par quelqu'un d'autre que son président pour que ce « problème délicat » soit résolu. A Whitehall, l'opinion semble toujours prévaloir que le président Amin « bluffe » lorsqu'il réaffirme son intention d'aller à Londres. On est convaincu qu'un dernier moment il renoncera à une expédition qui pourrait se révéler désastreuse pour lui.

Des émissaires du président ougandais continuent de préparer l'arrivée à Londres d'une délégation de quelque deux cent cinquante personnes. De leur côté, les autorités britanniques multiplient les mesures de sécurité, notamment à l'aéroport de Stansted, dans l'Essex. C'est là, en effet, qu'atterrissent toutes les semaines un Boeing ougandais qui ravitaille, dit-on, Kampala en whisky, en champagne, et peut-être aussi en équipement militaire.

Les spéculations vont bon train. Le président Amin ayant annoncé l'intention de se présenter dans une garde composée de citoyens ougandais, certains vont jusqu'à se demander si les citoyens en question ne sont pas destinés à servir d'otages au cas où les autorités tenteraient de refouler le visiteur indésirable.

JEAN WETZ.

République d'Irlande

LES ÉLECTIONS DU 16 JUIN Des travaillistes dissidents se présenteront contre les partisans de la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Dublin. — La coalition gouvernementale, qui regroupe les partis Fine Gael (centriste) et travailliste, déclare dans son manifeste électoral que si elle est réélue au scrutin du 16 juin, elle lancera un plan de développement économique qui aura pour objectif principal la création d'entreprises nouvelles qui n'entreraient pas en concurrence déloyale avec le secteur privé.

C'est un parti travailliste qui a réclamé la mise sur pied de ce projet pour lequel ses partenaires du Fine Gael n'ont pas, jusqu'à présent, manifesté beaucoup d'enthousiasme. Les travaillistes, qui n'ont pas pu appliquer leur politique dans d'autres secteurs, particulièrement dans le domaine social, ont imposé ce projet comme condition au renouvellement de leur accord électoral avec le Fine Gael. Reste à savoir si leurs partisans, particulièrement dans la capitale, où le parti compte la majorité de ses électeurs et où le sentiment hostile à la coalition s'intensifie, considèrent que ce plan de développement permettra réellement d'élargir l'influence du secteur public et de contribuer à la création d'emplois.

Dans la capitale, le parti traverse une crise. Plusieurs membres de son aile gauche, qui se

regroupent sous le nom de Liaison de la gauche, ont, le week-end dernier, annoncé leur intention de se présenter dans des circonscriptions où il y a déjà des candidats travaillistes officiels.

La Liaison de la gauche, qui s'est toujours déclarée hostile à la participation travailliste à une coalition avec le Fine Gael, accuse les leaders du parti d'avoir choisi des candidats de façon à exclure des listes. Parmi les candidats de la Liaison, figure son chef spirituel, le docteur Noel Browne, un psychiatre qui jouit d'un grand prestige dans l'électorat de Dublin, et à des chances d'enlever son siège au candidat travailliste officiel dans la circonscription populaire d'Artane. En 1961, le docteur Browne avait contribué à la chute du gouvernement de coalition dans lequel il détenait le portefeuille de la Santé. Cette crise éclatée survenue à la suite d'un conflit avec la hiérarchie catholique, sur un projet de réformes sociales. Le docteur Browne est surtout connu comme l'auteur du plan de lutte contre la tuberculose qui ravageait le pays dans les années 50.

JOE MULHOLLAND.

A TRAVERS LE MONDE

Australie

• L'ANCIEN PREMIER MINISTRE, M. Gough Whitlam, a été réélu mardi 31 mai à la présidence du parti travailliste. Il a obtenu 52 voix contre 30 à M. R. Eayden, qui fut ministre des finances dans le gouvernement Whitlam. — (A.F.P.)

Canada

• M. DONALD MACDONALD, ministre fédéral des finances, a déclaré lundi 30 mai à Montréal, au cours d'une réunion avec des hommes d'affaires, que les Québécois auraient droit de compter sur le maintien d'une aide économique de la part du Canada au cas où ils opteraient pour l'indépendance lors du référendum que le parti québécois de M. René Lévesque compte organiser au plus tard à l'automne 1978 (le Monde du 31 mai). — (Reuters.)

Espagne

• M. JAVIER DE YBARRA, président du conseil d'adminis-

tration de plusieurs entreprises au Pays basque espagnol, qui a été enlevé le 20 mai dans un faubourg résidentiel de Bilbao par un commando de l'ETA, a fait parvenir, lundi 30 mai, une lettre à sa famille, dans laquelle il affirme être en bonne santé, annonce l'agence Europa Press. — (A.F.P.)

Inde

• M. SANJAY GANDHI, fils de l'ancien premier ministre Mohan Indira Gandhi, qui s'était engagé à être arrêté, après avoir été soupçonné de malversations, a sollicité et obtenu, lundi 30 mai, de la Haute Cour de New-Delhi, sa liberté sous caution. — (U.P.I.)

Irlande du Nord

• UN OUVRIER A ÉTÉ TUÉ et un autre grièvement blessé lundi au cours d'une fusillade dans le centre de Belfast. Selon les chiffres publiés par la police, 57 personnes, dont 24 civils, ont été tuées en Ulster au cours des quatre premiers mois de l'année

contre 111 pendant la même période en 1976. Les services de sécurité ont enregistré dans l'ensemble de la province 163 attentats à la bombe en quatre mois, alors que 239 attentats avaient été commis de janvier à avril 1976. — (A.F.P.)

Tunisie

• LES ÉTATS-UNIS vont prêter 10 millions de dollars (environ 50 millions de francs français) à la Tunisie pour la construction de logements de diverses catégories. Ce prêt résulte d'un accord signé à Tunis le 27 mai. Il sera suivi en 1978 d'un second prêt de même importance. — (U.P.I.)

Zaire

• UN MÉDECIN AMÉRICAIN, le docteur Glen Schibura, directeur de l'hôpital de la mission méthodiste de Kampanga, a trouvé la mort au cours des derniers engagements de la guerre du Shaba, a annoncé lundi 30 mai à Kinshasa la mission méthodiste de la capitale zaïroise. — (A.F.P.)

détruire l'asile

FRANCO BASAGLIA
QU'EST-CE QUE
LA
PSYCHIATRIE?

320 p. 59 F Perspectives Critiques puf

EUROPE

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 15 JUIN EN ESPAGNE

Le nouveau Mouvement de M. Adolfo Suarez

La campagne électorale pour le scrutin du 15 juin prochain se poursuit dans le calme, puisque le seul incident à signaler depuis quelques jours a été l'incendie d'une voiture de police par des inconnus, lundi 30 mai, à Bilbao. En revanche, la droite espagnole semble vouloir mettre en cause personnellement M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, en lan-

çant des accusations contre Mlle Carmen Diaz de Rivera, originaire d'une grande famille, qui était jusqu'au 13 mai dernier chef de cabinet de M. Suarez et qui a été mutée à un poste inférieur. Le gouvernement a publié mardi un communiqué « démentant catégoriquement » les rumeurs selon lesquelles l'ancienne col-

laboratrice de M. Suarez aurait été assignée à résidence. La branche politico-militaire de l'organisation basque ETA a d'autre part annoncé lundi son intention de « suspendre » la lutte armée, si le gouvernement décide au cours du prochain conseil des ministres, le 2 juin, de libérer tous les prisonniers politiques.

De notre envoyé spécial

Le compte à rebours a commencé en Espagne. La campagne électorale pour les élections générales du 15 juin s'est ouverte officiellement le 31 mai. Cent vingt-sept formations politiques légalisées disposent de trois semaines seulement pour convaincre et séduire vingt millions d'électeurs, dont l'immense majorité ont toujours affiché une attitude apparemment contradictoire à l'égard des consultations organisées par le régime franquiste : scepticisme et respect.

L'Espagnol, le plus individualiste des Européens, le plus tatillon des citoyens, peut être aussi, à l'occasion, le plus discipliné des hommes du Sud. Le référendum, habilement exploité par les vainqueurs de la guerre civile, a constamment pris l'allure triomphale d'un plebiscite de 1940 à 1975. Les lois fondamentales du franquisme ont effectivement été ratifiées par une immense majorité d'Espagnols. Voter pour le gouvernement est devenu, en quarante ans, une habitude dans la conscience collective de la nation. C'est aussi qu'à chaque fois le régime offrait l'espoir d'une ouverture, d'une amélioration, d'une libéralisation. Dix ans avant la disparition du Caudillo, la lettre, sinon l'esprit, de la Loi organique de l'Etat permettait déjà de transformer les institutions franquistes en un régime plus réellement représentatif. Une application prudente, et même franchement restrictive, de ces textes de loi ratifiés par le peuple a naturellement détruit cet espoir, ou cette illusion.

Mais la possibilité d'une évolution vers un système plus proche de celui des autres nations européennes occidentales existait. Pour libérer vraiment la vie politique, nous disais avec bon sens Juan Carlos

deux ans avant son accession au trône, il suffit tout simplement d'appliquer la loi. Tout y est... Ce point de vue était partagé par les dirigeants franquistes les plus réalistes, soucieux d'adapter la nouvelle Espagne aux temps modernes et par les juristes se réclamant d'une opposition démocratique réduite au silence.

Après la mort de Franco, le premier gouvernement de la monarchie, présidé par M. Arias Navarro, a proposé, et appliqué avec beaucoup de réticence, un programme de transition libéral dont l'essentiel figurait déjà dans le plan offert, en février 1974, par ce même Arias Navarro, déjà à la tête des affaires. Le second gouvernement de la monarchie, dirigé depuis juillet 1975 par M. Adolfo Suarez, a simplement repris les grandes lignes du programme de son prédécesseur. Moins lié aux « dinosaures » de la droite franquiste, plus proche d'un roi jeune et ouvert, convaincu qu'il n'était plus possible de temporiser et que la meilleure façon de sauvegarder ce qui pouvait être sauvegardé était de jouer aussi franchement que possible la carte de la démocratie, M. Suarez a donné un coup d'accélérateur et il est passé aux actes. Il a bouleversé le style du gouvernement. Il n'a pas innové quant au fond, il n'a d'ailleurs pas complètement renoncé aux ambiguïtés, aux subtilités, aux chaussetrappes juridiques et aux pièges de procédure mis en place par l'appareil d'Etat pendant quatre décennies de pouvoir franquiste. Il les utilise et les adapte à cette délicate période de transition de l'autoritarisme à une « monarchie limitée » (1).

32 % des intentions de vote

Une analyse même rapide de la loi électorale — fruit, il est vrai, d'un compromis entre le gouvernement Suarez et la droite franquiste souvenue par certains secteurs de l'armée — met en évidence la minutie et la prudence avec lesquelles des milliers de protection ont été établies. Plus de six mille candidats vont briguer, le 15 juin prochain, les trois cent cinquante sièges du Congrès des députés et les deux cent sept fauteuils de sénateurs. La « représentation » du peuple espagnol sera donc relativement restreinte en nombre et ce point a été critiqué à droite comme à gauche, où l'on souhaitait de nouvelles Cortes. Et en particulier un Congrès de quelque cinq cents députés, plus proche de la composition de la dernière Chambre de la Seconde République.

En outre, le roi aura la faculté de désigner, pour chaque législature, des sénateurs supplémentaires n'excédant pas le cinquième des élus. Ce « privilège » royal, discutable, est un « héritage » direct du Caudillo, qui nommait « à vie » quarante des membres du conseil national du Mouvement, appelée les *ayes*, du nom du palais de Saint-Sebastien où Franco passait une partie de l'été et où ces nominations ont eu lieu pour la première fois.

Le Congrès des députés est élu à la proportionnelle et le Sénat au scrutin majoritaire. Ce système est assorti de modalités qui favorisent les provinces rurales, plus conservatrices, et accordent un avantage de départ certain aux formations les

plus importantes. Ce « détail » prend toute sa valeur aujourd'hui : M. Adolfo Suarez s'est mis à la tête d'une Union du centre démocratique qui bénéficie déjà de 32 % des intentions de votes, et qui doit logiquement obtenir ses meilleurs résultats dans les zones rurales et les villes de moyenne importance. Notables et responsables d'un appareil du Mouvement resté en place malgré sa dissolution officielle rallient en masse le « parti du gouvernement » depuis que M. Suarez s'est résolu à se lancer officiellement dans l'arène. Le chef du gouvernement, dit-on à Madrid, a fait monter en flèche les actions du centre. Il va disposer du tiers de la nouvelle Chambre. Avec cet atout, il pourra obtenir des prochaines Cortes une Constitution faite sur mesure pour la couronne... (2).

Les dés sont-ils pipés ? Des experts étrangers le disent (3). Après une étude attentive de la loi électorale, le professeur allemand Dieter Nohlen estime que le texte ne garantit pas « la plus grande objectivité du processus électoral » et ne fait pas du vote « un instrument de libre choix entre les options en concurrence sur un pied d'égalité ». Selon lui, les « mécanismes correcteurs » prévus pour l'élection des députés transforment de fait le système proportionnel en scrutin majoritaire.

Le parti communiste a été finalement légalisé. M. Suarez a eu le courage, et l'élégance, d'expliquer pourquoi il n'était pas possible de différer cette reconnaissance qui a suscité une forte réaction de colère

dans de nombreux secteurs de l'armée. Mais il a rejeté dans l'illégalité un certain nombre de formations, situées à la gauche du P.C.E., comme l'O.R.T. (Organisation révolutionnaire des travailleurs) et le parti du travail, maoïste, qui ont pourtant donné l'attesté de preuves de « sagesse » que les amis de M. Santiago Carrillo. Les carlistes du prince Carlos Hugo de Bourbon-Parme, qui défendent une « ligne » socialiste autogestionnaire

Séduire les classes moyennes

L'une des conditions posées à la fin de l'année, dernière par la Plate-forme de coordination des formations démocratiques pour participer aux élections était que « tous » les partis, sans exception, devaient être légalisés. La « course » aux sièges de députés et de sénateurs, les féroces empoignades qui ont marqué la formation des listes de candidats dans tous les partis, chez les « néo-franquistes » comme chez les « démocrates », les opérations de séduction et de séduction par M. Suarez, en direction de plusieurs dirigeants de gauche, ont sérieusement ébranlé les vertébrés de « solidarité » et d'« unité » des courants d'une opposition démocratique qui va à la bataille en ordre dispersé.

En fait, cette bataille a déjà commencé. Les formations les plus à droite, « reconnues » en vertu de la loi

LES « PETITES » PROVINCES FAVORISÉES

Exemple de sur-représentation des provinces rurales conservatrices : Forcia, en Castille, aura un député pour trente-trois mille habitants et un sénateur pour 120 000. À Madrid et à Barcelone, chaque député représente cent quarante mille électeurs, et chaque sénateur un million de voix.

sur les « associations politiques » du gouvernement Arias Navarro, ont été les premières à se mettre en campagne. Brûlant un feu rouge tout théorique, l'Alliance populaire, néo-franquiste, de MM. Fraga et Lopez Rodó, a exploité cet avantage initial et rallié dans un premier temps les notables du Mouvement sensible au slogan : « N'ayons pas honte de quarante années de paix franquiste » et au caractère « officiel » de ses principaux dirigeants tous anciens ministres de Franco.

L'intervention personnelle de M. Suarez et son soutien « mouvement » ont renversé cette tendance.

Des listes « bleues »

S'il est aujourd'hui, et de très loin, le politicien le plus populaire d'Espagne, il le doit en grande partie à son « style » et à ses excellentes allocutions. Il a nommé à la tête de la télévision d'Etat M. Anson, un journaliste, journaliste intelligent et compétent. Du 24 mai au 12 juin, les principales formations politiques vont disposer d'une demi-heure d'antenne. C'est bien peu pour rattraper l'énorme avance conquise par le « patron » de l'Union du centre. D'autant plus que M. Suarez restera à la tête du gouvernement jusqu'au 15 juin, le jour d'une interprétation personnelle et « large » des textes de la loi organique de l'Etat sur les incompatibilités et du décret de procédure électorale du 18 mars 1977.

D'autres franquistes repentis, comme MM. Fraga, Iribarne et Pio Cabanillas, avaient compris, dès 1975, l'intérêt d'offrir une option « centriste » aux électeurs. Depuis lors, M. Fraga, irrité par la nomination à la présidence de M. Suarez, l'un de ses adversaires « personnels », a basculé à droite. Mais M. Pio Cabanillas, secondé par M. de Ariza, ancien ambassadeur à Paris, qui fut le premier ministre des affaires étrangères de la monarchie, avait fondé le Centre démocratique. Le nouveau « mouvement » de M. Suarez s'est construit, à la dernière minute, sur les ruines de cette première tentative de regroupement. Le chef du gouvernement a contraint M. de Ariza à se retirer et il a confié à M. Martín Villa, ministre de l'Intérieur, le soin de constituer les listes de l'Union du centre, regroupant une douzaine de petites formations libérales, social-démocrates, indépendantes et démocrates-chrétiens. Les

Marquant des points à droite, où se situe son « ennemi principal », M. Suarez n'a pas pour le moment de raisons sérieuses de redouter une gauche dérivée. Depuis juillet 1976, il a presque constamment conservé l'initiative. Ayant fait toute sa carrière dans le parti unique, ancien directeur de la télévision d'Etat, M. Suarez, dont la nomination à la tête du gouvernement avait suscité des « mouvements divers » dans la classe politique, a prouvé en quelques mois qu'il était d'abord un homme d'appareil, fin manoeuvrier, plaçant des hommes de confiance aux postes-clés. Il a compris, l'un des premiers, l'importance du petit écran dans les luttes politiques d'un Etat moderne.

M. Fraga, qui a recherché l'alliance avec des hommes aussi « brûlés » par le franquisme que MM. Arias Navarro ou Lopez Bravo (4) et pratique, en fait, l'unité d'action avec les secteurs ultra de droite, a déjà effectivement commis beaucoup d'erreurs — qui ont fait chuter une « popularité » réelle à la mort de Franco. Le choix par l'Alliance populaire d'une nouvelle tactique : « Ne plus attaquer Suarez ; rechercher la vote des femmes en défendant la famille » (« nous briguerons, dit un dirigeant de l'Alliance, les suffrages de la démocratie chrétienne de droite ») ne semble pas de nature à renverser la tendance.

Ce que le social-démocrate José Luis Zavala (ex-dirigeant du Centre démocratique) appelle une « manipulation » a provoqué un malaise dans la classe politique, qui qualifie l'Union de M. Suarez de « parti néo-franquiste ». Elle a suscité des démissions — celle du libéral Larroca en particulier — des signaux et des doutes sur l'orientation réelle du « mouvement » d'un « centre » que certains comparent à Madrid au Zentrum de la République de Weimar.

MARCEL NIEDERKAMP.

(1) Voir l'article de Maurice Duverger dans le Monde du 21 novembre 1976.
(2) L'un des projets étudiés actuellement par le gouvernement Suarez s'inspire de la Constitution française de la 4^e République. En France, sur sept représentants élus des futures Cortes n'a encore été prévu. Les relations entre députés et sénateurs devraient être améliorées.
(3) A l'occasion d'un séminaire sur les techniques électorales organisé à Madrid par le Centre d'études politiques (CITEP) auquel participaient de nombreux spécialistes étrangers, dont M. Duverger.
(4) Ancien ministre de l'Industrie et des affaires étrangères de Franco compromis dans le scandale Matos.

Partez.. en vacances
à VENISE - ATHÈNES - ISTANBUL - RHODES - LE CAIRE - SICILE... avec les croisières des amitiés européennes
Croisières Chantiers
votre agent de voyages vous attend

pour vos safaris
Kenya Airways
The International Airline of Kenya
PARIS (Orly) - NAIROBI
tous les jeudis soir
Consultez votre Agent de Voyages ou (1) 260.66.88 +

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. L'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'Entreprise.

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Cinq options professionnelles définissent la finalité de sa formation et ouvrent des débouchés vastes :

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT
Enseignement supérieur privé
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 261.61.14
demandez notre documentation

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

Partez en croisière..
2 semaines à partir de 3 745 F
les croisières des amitiés européennes
Croisières Chantiers
votre agent de voyages vous attend

Pour tous ceux, garçons et filles qui souhaitent :

- préparer les concours d'entrée aux grandes écoles d'Art.
- les arts graphiques et photographiques en public, privé, et le design.

s'orienter vers :

- la sculpture
- la peinture
- l'architecture intérieure
- le design

Adressez votre demande à **académie charpentier**
Etablissement d'Enseignement Technologique privé
Centre de Formation Artistique supérieure
2, rue Jules-Chaplain - 75006 PARIS
Tél. : 033.31.12

Édité par **l'académie charpentier**
un ouvrage d'information de 45 pages abondamment illustré il est envoyé gratuitement

particulièrement intéressé par
☐ les arts graphiques en public, privé, et le design.
☐ l'architecture intérieure
☐ le design.
☐ préparation aux concours

écoles d'art.
desire recevoir gratuitement l'ouvrage d'information "Académie Charpentier" 48 pages, 57 illustrations dont 40 en couleurs.

EPARGNE SOBI
quelques années de patience bien récompensées
Depuis 20 ans la SOBI offre aux prévoyants plusieurs formules d'épargne adaptées à chaque cas.
8,25 à 11,60%
taux actuariel annuel brut
Sur simple demande de votre part - et cela sans engagement - nous vous adresserons une brochure très complète des types de placement mis à votre disposition.

tout sur l'épargne SOBI

SOCIETE DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
25, bd d'Italie 702 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBN7

GRECE

8 jours

1450F



Grèce
8.1.450 F

U.R.S.S.
15.1.2.360 F

Turquie
6.1.1120 F

Afghanistan
23.1.5.280 F

Inde - Népal
Cachemire
24.1.5.250 F

Israël
2.1.2.360 F

Yugoslavie
8.1.1105 F

Tunisie
8.1.875 F

s' Indonésie, Pays de l'Est, Japon, Espagne, Pérou, Bolivie, Bras Gruesques, Thaïlande, Inde, etc...
 prix comprennent: voyage par avion, séjour en hôtel ou camp de vacances, circuits découverte, Voyages plus spécialement réservés aux 17-34 ans.
 Voie à tarifs réduits pour étudiants et jeunes.

payscope international

6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77"

nom: _____

adresse: _____

villes: _____

code postal: _____

studio 26

das . prix
pour
aller
plus
loin
plus
longtemps

(Publi-Net 19)

RENTRÉE 77

***choisir un
cours privé***

Un nouveau centre de documentation
fournit gratuitement aux parents les
renseignements et études de dossier
en vue de la scolarisation efficace de
leurs enfants dans l'enseignement
privé.

Paris-Action-Scolaire

P.A.S., 81, rue de Miromesnil
Paris (8^e) - Tél. 522-94-10

EUROPE

Un Démosthène pessimiste

(Suite de la première page.)

C'est donc toute une série de paradoxes qui nous enivre étrangement, que nous a encore tirés Bourdet dans le récit de la réalté-ble construction d'une Europe atlantique : mythe symétrique de la grande peur des Soviétiques, la peur non moins grande d'une « grande Allemagne » a fait perdre les chances de la reconstruction européenne d'après la guerre. L'Europe d'aujourd'hui n'est qu'une Allemagne non alignée. Alors qu'aujourd'hui la patrie européenne est en danger de par la collusion d'une Allemagne remilitarisée avec les Visas hégémoniques et fascistes des Etats-Unis : « Ces thèses, qui rationalisent et modernisent la stratégie kaiserlienne de domination par la violence, sont destinées à servir pour les Etats-Unis, et plus spécialement pour les maîtres de l'économie américaine, l'avantage majeur d'assurer le pouvoir mondial des Etats-Unis sans mettre en jeu leurs troupes, grâce à l'utilisation de la force économique, policière et militaire des nations tierces : plus jamais, si on peut l'éviter, les Etats-Unis n'envoient de troupes combattre dans le monde, en dehors de l'hémisphère américain. »

Sommeux aux diables des sociétés supranationales américaines, l'Europe intégrée, soumise sur le plan occidental ne peut plus être qu'une Europe du grand capital, en face de laquelle l'aspiration à une Europe des travailleurs prend la tournure dérisoire d'une lutte du pot de terre

ture inoffensif et non expansionniste de l'Union soviétique? Sulvrons-nous les analyses stratégiques, qui le mènent à la critique la plus destructrice de la force de frappe française (arguments qui feront frémir d'aise, soit dit en passant, les ennemis des raisons de se sentir menacés par la surpuissance occidentale, et ce n'est pas le contraire. Tout le reste est bavardage destiné à faire accepter les charges, militaires dans les pays occidentaux comme la faible du missile gap. »

mais que compte Claude Bourdet au Pentagone), et partagerons-nous son optimisme confiant qu'il lui fait voir l'Union soviétique *condamnée* au désastre, à raison de la décadence de l'escalade et de la contagion ? Claude Bourdet, dans son désir de présenter l'Union soviétique, étatsimais compris, comme un parangon de pacifisme, nous invite aux batifolages heureux de la dissidence atlantique, puisque à ses yeux le péché originel de l'Union soviétique est assuré : l'indifférence de l'administration américaine vis-à-vis de l'intervention soviétique-cubaine en Angola, sa satisfaction non déguisée de laisser les autres intervenir au Zaïre, ne sont pas spécialement de bon augure. Pourrons-nous, de même, adhérer sans réserve à une théorie qui a vu le coup d'invasion du Tchecoslovaquie, le déclenchement du pacte de Varsovie en n'y voyant guère plus que la riposte préventive d'une nécessaire *forward strategy* à la menace que font peser les forces d'arrêt de la Bundeswehr sur les événements socialistes. « Il n'est donc pas exagéré de dire que le système atlantique a contribué à la catastrophe, tout en ayant pu cependant protéger les pays non socialistes », déclare-t-il.

Ce livre, comme l'article de Jean-Paul Sartre publié (et même, n'en demeure pas moins un aversement, contre le déséquilibre que ferait courir à l'Europe et sur son monde une hégémonie germano-américaine).

JEAN-MARIE BENOIST.

★ Claude Bourdet, *L'Europe truquée*, Seghers éd., 1977, 235 pages.

couvre le pot de fer : « Le mouvement contraire à bien su se développer sous le mot d'ordre : « *Proletaires de tous les pays, unissez-vous* », ce sont les socialistes, les capitalistes qui ont fait le feu ».

Parallèlement, l'espoir politique d'une grande alliance de la gauche européenne, communistes compris, n'est qu'un rêve; car l'emprise des multinationales sur les centres nerveux, et en particulier sur le Parlement supranational, battra de vitesse toutes les unions de la gauche. Aux yeux de Claude Bourdêt, nous parvenons finalement à la configuration sociale, économique, culturelle qui cherchera à briser, au besoin par la force, les éventuels gouvernements de gauche de Paris et de Rome. Parallèlement, la chasse aux sorcières *made in Bonn*, constituant la mise en forme légale du délit d'opinion, n'est qu'un échamillon de ce qui se passera au niveau supranational lorsque le Parlement européen, élu au suffrage universel direct, sera en mesure rapide de l'exécutif européen, avec, ajoute Claude Bourdêt — la liquidation d'une part importante de la souveraineté française.

Ce langage de résistance et de refus, qui plaide pour une confédération européenne assez souple pour faire signe à l'Europe de l'Est au moment, proche, du dégel, ce langage de lucidité et de refus du matérialisme capitaliste n'est pas pour déplaire par ses accents gaulliens. Le rappel des souverainetés, à une heure où le président de la République vient d'être élu par les Français, l'appel à l'union des Saintes-Alliances européennes, alors que le Bismarck küssingerien prônerait l'Europe en morceaux, cette affirmation des équilibres naturels paraît opportune, ainsi que ce second chapitre fort bien venu sur le non-alignement, très développé en détail et dont les paragraphes sont si intéressants et peut-être les meilleurs de tout le livre.

Mais pourquoi nous suivre Claude Bourdieu lorsqu'il proclame la can-

Claude Bourdet semble oublier un facteur de dissymétrie fondamentale qui devrait lui commander une plus grande prudence dans la dénonciation symétrique des deux hégémonies : ce facteur, c'est l'expansion.

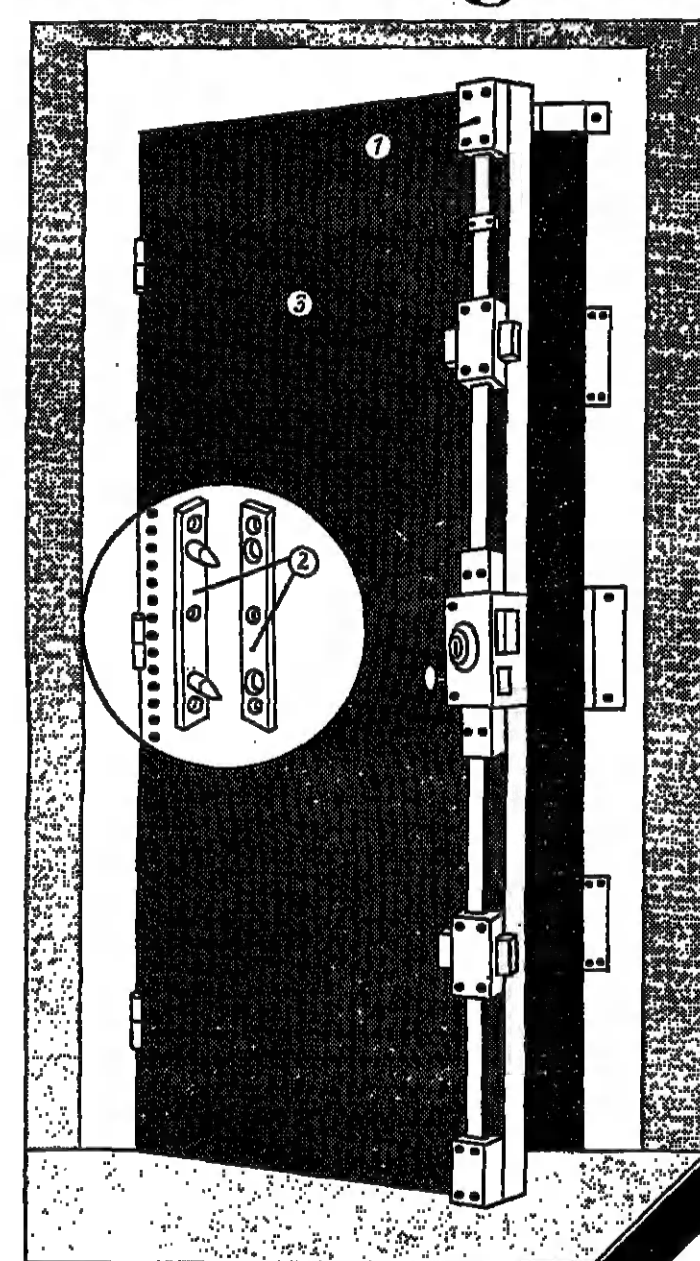
JEAN-MARIE BENOIST.
★ Claude Bourdet, *L'Europe tru-*
quée, Seghers éd., 1971, 205 pages.

de Bagneux, de Rensaut, du Cheret du Var.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

Marie Fossier

**Avec les 8 BHV*
mettez vos biens
sous bonne garde.**



① Ensemble de fermeture Keso, 5 points de condensation cylindre double, haute sécurité, technique suisse,
② avec renforts de bœufelles

③ **Blindage de la porte (tôle d'acier électro-zinguée (15/10^e)).**
Pose de la serrure et du blindage (prix pour une pose simple sur porte plane, huisserie bois - Paris et proche banlieue), **870^F**

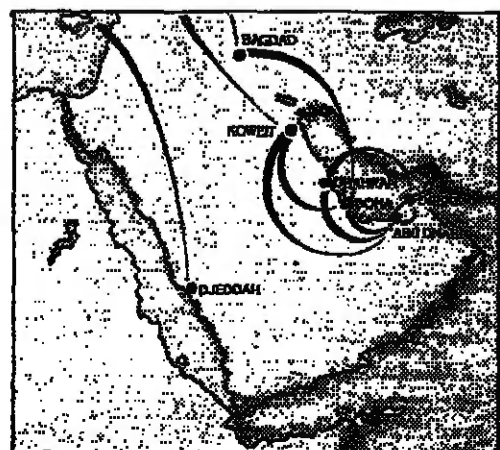
Total 1500^F
* *Incumbent financing des stocks.*

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire poser chez vous fermetures de sûreté, verrous et blindage de portes par des professionnels sélectionnés.

• Egalement aux BHV
LYON - VENISSIEUX ET
GRENOBLE-GRAND'PLACE

Pour être sûr de bien choisir.  **BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE**
LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE ÉPINE • ROSNY 2 • CRETEIL

**Aux pays du pétrole,
vos problèmes sont particuliers.
Tous nos vols sont directs.**



Au départ de Roissy-Charles de Gaulle, Air France vous propose le réseau le plus complet pour les pays du pétrole.
23 vols par semaine pour 7 destinations : Abu Dhabi, Bagdad, Dhahran, Djeddah, Doha, Dubaï, Koweït.
Pour vous faire gagner du temps, tous ces vols sont directs. Et maintenant, sur certains d'entre eux, vous voyagez en Airbus.

Avec Air France, l'Orient est encore plus proche.

AIR FRANCE 
L'Orient plus proche

Faire campagne

1932-1933. — 1934-1935. — 1936-1937. — 1938-1939. — 1940-1941. — 1942-1943. — 1944-1945. — 1946-1947. — 1948-1949. — 1950-1951. — 1952-1953. — 1954-1955. — 1956-1957. — 1958-1959. — 1960-1961. — 1962-1963. — 1964-1965. — 1966-1967. — 1968-1969. — 1970-1971. — 1972-1973. — 1974-1975. — 1976-1977. — 1978-1979. — 1980-1981. — 1982-1983. — 1984-1985. — 1986-1987. — 1988-1989. — 1990-1991. — 1992-1993. — 1994-1995. — 1996-1997. — 1998-1999. — 2000-2001. — 2002-2003. — 2004-2005. — 2006-2007. — 2008-2009. — 2010-2011. — 2012-2013. — 2014-2015. — 2016-2017. — 2018-2019. — 2020-2021. — 2022-2023. — 2024-2025. — 2026-2027. — 2028-2029. — 2030-2031. — 2032-2033. — 2034-2035. — 2036-2037. — 2038-2039. — 2040-2041. — 2042-2043. — 2044-2045. — 2046-2047. — 2048-2049. — 2050-2051. — 2052-2053. — 2054-2055. — 2056-2057. — 2058-2059. — 2060-2061. — 2062-2063. — 2064-2065. — 2066-2067. — 2068-2069. — 2070-2071. — 2072-2073. — 2074-2075. — 2076-2077. — 2078-2079. — 2080-2081. — 2082-2083. — 2084-2085. — 2086-2087. — 2088-2089. — 2090-2091. — 2092-2093. — 2094-2095. — 2096-2097. — 2098-2099. — 2100-2101. — 2102-2103. — 2104-2105. — 2106-2107. — 2108-2109. — 2110-2111. — 2112-2113. — 2114-2115. — 2116-2117. — 2118-2119. — 2120-2121. — 2122-2123. — 2124-2125. — 2126-2127. — 2128-2129. — 2130-2131. — 2132-2133. — 2134-2135. — 2136-2137. — 2138-2139. — 2140-2141. — 2142-2143. — 2144-2145. — 2146-2147. — 2148-2149. — 2150-2151. — 2152-2153. — 2154-2155. — 2156-2157. — 2158-2159. — 2160-2161. — 2162-2163. — 2164-2165. — 2166-2167. — 2168-2169. — 2170-2171. — 2172-2173. — 2174-2175. — 2176-2177. — 2178-2179. — 2180-2181. — 2182-2183. — 2184-2185. — 2186-2187. — 2188-2189. — 2190-2191. — 2192-2193. — 2194-2195. — 2196-2197. — 2198-2199. — 2200-2201. — 2202-2203. — 2204-2205. — 2206-2207. — 2208-2209. — 2210-2211. — 2212-2213. — 2214-2215. — 2216-2217. — 2218-2219. — 2220-2221. — 2222-2223. — 2224-2225. — 2226-2227. — 2228-2229. — 2230-2231. — 2232-2233. — 2234-2235. — 2236-2237. — 2238-2239. — 2240-2241. — 2242-2243. — 2244-2245. — 2246-2247. — 2248-2249. — 2250-2251. — 2252-2253. — 2254-2255. — 2256-2257. — 2258-2259. — 2260-2261. — 2262-2263. — 2264-2265. — 2266-2267. — 2268-2269. — 2270-2271. — 2272-2273. — 2274-2275. — 2276-2277. — 2278-2279. — 2280-2281. — 2282-2283. — 2284-2285. — 2286-2287. — 2288-2289. — 2290-2291. — 2292-2293. — 2294-2295. — 2296-2297. — 2298-2299. — 2300-2301. — 2302-2303. — 2304-2305. — 2306-2307. — 2308-2309. — 2310-2311. — 2312-2313. — 2314-2315. — 2316-2317. — 2318-2319. — 2320-2321. — 2322-2323. — 2324-2325. — 2326-2327. — 2328-2329. — 2330-2331. — 2332-2333. — 2334-2335. — 2336-2337. — 2338-2339. — 2340-2341. — 2342-2343. — 2344-2345. — 2346-2347. — 2348-2349. — 2350-2351. — 2352-2353. — 2354-2355. — 2356-2357. — 2358-2359. — 2360-2361. — 2362-2363. — 2364-2365. — 2366-2367. — 2368-2369. — 2370-2371. — 2372-2373. — 2374-2375. — 2376-2377. — 2378-2379. — 2380-2381. — 2382-2383. — 2384-2385. — 2386-2387. — 2388-2389. — 2390-2391. — 2392-2393. — 2394-2395. — 2396-2397. — 2398-2399. — 2400-2401. — 2402-2403. — 2404-2405. — 2406-2407. — 2408-2409. — 2410-2411. — 2412-2413. — 2414-2415. — 2416-2417. — 2418-2419. — 2420-2421. — 2422-2423. — 2424-2425. — 2426-2427. — 2428-2429. — 2430-2431. — 2432-2433. — 2434-2435. — 2436-2437. — 2438-2439. — 2440-2441. — 2442-2443. — 2444-2445. — 2446-2447. — 2448-2449. — 2450-2451. — 2452-2453. — 2454-2455. — 2456-2457. — 2458-2459. — 2460-2461. — 2462-2463. — 2464-2465. — 2466-2467. — 2468-2469. — 2470-2471. — 2472-2473. — 2474-2475. — 2476-2477. — 2478-2479. — 2480-2481. — 2482-2483. — 2484-2485. — 2486-2487. — 2488-2489. — 2490-2491. — 2492-2493. — 2494-2495. — 2496-2497. — 2498-2499. — 2500-2501. — 2502-2503. — 2504-2505. — 2506-2507. — 2508-2509. — 2510-2511. — 2512-2513. — 2514-2515. — 2516-2517. — 2518-2519. — 2520-2521. — 2522-2523. — 2524-2525. — 2526-2527. — 2528-2529. — 2530-2531. — 2532-2533. — 2534-2535. — 2536-2537. — 2538-2539. — 2540-2541. — 2542-2543. — 2544-2545. — 2546-2547. — 2548-2549. — 2550-2551. — 2552-2553. — 2554-2555. — 2556-2557. — 2558-2559. — 2560-2561. — 2562-2563. — 2564-2565. — 2566-2567. — 2568-2569. — 2570-2571. — 2572-2573. — 2574-2575. — 2576-2577. — 2578-2579. — 2580-2581. — 2582-2583. — 2584-2585. — 2586-2587. — 2588-2589. — 2590-2591. — 2592-2593. — 2594-2595. — 2596-2597. — 2598-2599. — 2600-2601. — 2602-2603. — 2604-2605. — 2606-2607. — 2608-2609. — 2610-2611. — 2612-2613. —

e

ditions sociales

**SUR L'IMPLANTATION
DU PARTI
COMMUNISTE FRANÇAIS
DANS L'ENTRE
DEUX GUERRES**

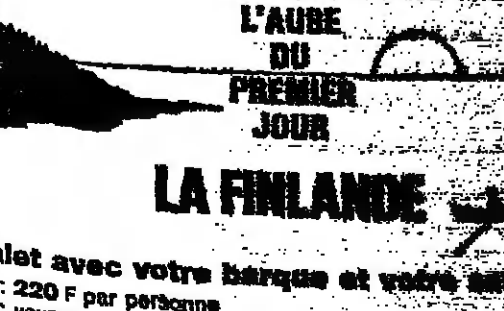
Jacques Girault
**Sur l'implantation
du parti communiste
français dans l'entre
deux guerres**
 1 vol. 56 F
 avec les exemples du 18^e arrondissement, d'Ivry,
 de Bagneux, de Reuilly, du Cher et du Val

nouveautés

**ZONE
INTERDITE**

Jean Marie Fossier
Zone interdite
 Nord - Pas de Calais - préface de Marcel Paul
 1 volume 800 pages avec 32 Hors-texte = 80 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

[illegible]

A
L'AUBE
DU
PREMIER
JOUR

LA FINLANDE

un chalet avec votre barque et votre auberge

semaine : 220 F par personne

tous (avec voyage avion) : 1.380 F par personne

Démosthène pessimiste

Louis Althusser commente les six « initiatives fondamentales » du XXII^e Congrès du P.C.F.

LAIRES
Paris - Tél. : 260.38.84

POLITIQUE

DEUX POINTS DE VUE SUR L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

Réponse d'un «nationalisé» Une petite phrase qui n'a l'air de rien

La campagne électorale des législatives est lancée : le premier ministre attaque les coûts salariaux trop élevés ; il fait feu de tout bois contre les entreprises nationalisées trop dépendantes. On tient là les deux causes de l'inflation : hâris sur les salaires, haro sur les entreprises publiques ! Les uns, comme le premier ministre, s'attaquent à ces dernières du point de vue économique (une ruine pour la France), les autres s'en prennent à elles comme à la racine du mal « collectiviste et bureaucratique ». Que valent ces arguments ?

Vingt-trois milliards de francs de déficit à l'étatage de ce chiffre a de quoi effrayer l'opinion publique. Pourtant, ne serait-il pas plus sérieux de distinguer, dans ce chiffre, ce qui est pure subvention à fonds perdus de ce qui est prêt ou dotation en capital ? Pour ne prendre que l'exemple d'E.D.F., qui, dans l'un des principaux « coupables », est l'un des plus rentables de l'Etat, l'Etat lui verse, comme tout actionnaire, des dividendes en capital rémunérés forfaitairement à 5 % (comme tout dividende privé), quel que soit le résultat d'exploitation (contrairement aux dividendes privés). D'autre part, l'entreprise reçoit des prêts du Fonds de développement économique et social à des conditions identiques à celles des marchés financiers, d'emprunt et des intérêts versés à l'Etat sont, chaque année, supérieurs à ce que l'Etat débourse pour elle. Ces apports de l'Etat constituent en moyenne 15 % des investissements, qui s'ajoutent continuellement au fait du choix décidé par M. Messmer en 1974 d'une politique « tout nucléaire », qui a élevé l'investissement de l'entreprise à 12 milliards de francs en 1976. D'autre part, E.D.F. a subi les aléas de la sécheresse (1 milliard de francs dus à la baisse d'hydroélectricité), sans en être indemnisée comme le sont les agriculteurs.

De plus, les tarifs de l'entreprise sont bloqués depuis le 1^{er} mars 1976 jusqu'au 1^{er} avril prochain au plus tard... de par la volonté du même M. Barre, alors que celui-ci débauche peu à peu tous les prix, y compris ceux de l'automobile, qui ont pourtant déjà crû de 50 % en trois ans.

Enfin, on évoque pour mémoire les cadeaux qu'E.D.F. est obligé de consentir au secteur privé, sous la pression du gouvernement : tarifs préférentiels à quelques gros industriels (Usinor, PUK), études faites à vil prix pour le compte de France-tome, application du principe selon lequel les charges vont au secteur public et les profits au privé.

M. Barre mélange donc sciemment : emprunts et subventions, aides cli-

matiques et vices de structures, blocage des prix et hausse des coûts, cadeaux au secteur privé et charges salariales. De plus, il ne prend pas les moyens de son ambition industrielle et, en limitant ses prêts, il oblige l'entreprise à emprunter, également, sur les marchés étrangers ; en particulier sur le marché américain (2 à 3 milliards de francs par an, à rembourser à partir de 1980 pour ses centrales nucléaires à licence américaine), hypothéquant ainsi l'indépendance nationale. Il est vrai que le gouvernement giscardien ne peut pas prêter autant à E.D.F. qu'aux sidérurgistes privés, à la construction navale privée, à Citroën, en attendant le textile, le papier, etc. Dans un cas (E.D.F.) il « comble la gouffre », dans l'autre (le secteur privé), il « permet le redressement de l'appareil productif ».

A qui la faute ? Comme le déclarait judicieusement François Mitterrand au colloque industriel du P.S. le 13 février : « c'est la société libérale qui a étalé les sociétés nationalisées. Façon comme une autre de récupérer un bien perdu. L'industrialisation, c'est eux, pas nous ».

Dans ces conditions, comment peut-on parler de « responsabilité de gestion dans les entreprises publiques », de « contrats de programme » sur des objectifs précis ? Comme le faisait remarquer récemment le directeur général d'E.D.F. : « Il importe que les grandes orientations soient parfaitement claires, connues de tous, émises par une autorité responsable et qui en assume les conséquences ».

Force est de reconnaître que c'est rarement le cas. D'abord parce que ces orientations, lorsqu'elles existent, sont généralement secrètes. Donc, étiatisation doublée d'une gestion bureaucratique et secrète : M. Guéna et autres pourfendeurs du « collectivisme » devraient faire leur autocritique !

Pour nous, socialistes, et conformément au programme commun de gouvernement, les entreprises publiques doivent répondre à deux impératifs :

- être, quant à leurs grandes orientations, en cohérence avec le Plan ;
- disposer, quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, d'une autonomie de gestion et qui permette aux travailleurs de ces entreprises de participer d'autant plus activement à leur gestion que ces entreprises seront organisées de façon décentralisée.

C'est le sens du projet de démocratisation d'E.D.F.-G.D.F., projet qui

Le programme commun spécifie au chapitre II que « la progression des nationalisations sera liée au développement économique et aux exigences des masses, dont il est déterminant qu'elles prennent les plus larges responsabilités. C'est pourquoi, au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement ».

Les radicaux de gauche s'étaient émus, lors de la signature du programme commun en 1972, du contenu de cette phrase, mais n'ayant pas participé aux débats qui précéderont l'accord sur le programme commun, ils ne pouvaient remettre en question quoi que ce soit.

Aujourd'hui, une des démarches fondamentales du M.R.G. est d'aboutir à la suppression de cette phrase.

Pourquoi ?

Ce n'est ni par fétichisme ni par un jeu politique qui nous permettrait pour la gloire de nous démarquer de nos partenaires sur un point précis, mais tout simplement par un souci de responsabilité.

Le seul de la gauche qui pourrait avoir de faire une bonne gestion économique, selon le vieux dicton « faites-moi une bonne économie, je vous ferai une bonne politique », et la gauche agit d'autant mieux dans ce domaine qu'elle n'aura pas elle-même des le début déposé devant elle quel-

par GUY GENNESSEUX (*)

ques mines à retardement qui ne pourront qu'exploser au plus mauvais moment. Or cette fameuse phrase est une bombe à retardement très dangereuse.

En effet, il ne s'agit pas simplement de permettre au Parlement de juger en dernier ressort des demandes faites par le personnel des entreprises, il s'agit bien au contraire d'inverser l'ordre des facteurs, et d'être l'initiative du Parlement en matière de nationalisation pour la transférer au personnel des entreprises, donc aux syndicats, voire, pour pas, aux patrons eux-mêmes.

Ce renversement de l'initiative en cette matière est grave, et ne peut qu'entraîner les plus grands désordres dans notre économie, qui aura besoin au contraire de la plus grande sérénité pour parvenir à se redresser, compte tenu de l'état dans lequel elle se trouve.

Cette initiative abandonnée par le Parlement au personnel des entreprises sera comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus de chaque chef d'entreprise, et pourra tous les rapports.

« Si vous ne voulez pas discuter avec nous, si vous ne voulez pas nous accorder ceci, nous demandons la nationalisation de l'entreprise », diront les syndicats.

« Si je vous accorde ceci, je mets mon entreprise en difficulté, et je ne vois pas pourquoi à ce moment-là nous n'irions pas

demande ensemble la nationalisation de notre entreprise, pour- rait répondre le patron.

Châtie !

Que fera le Parlement lorsque mille cinq cents demandes de ce genre lui auront été proposées ? Il sera bien obligé d'en accepter quelques-unes, pour l'exemple, par peur de la surenchère ; ou alors, il faut admettre l'absurdité d'une telle phrase. Ce serait raisonnable.

D'autant que, pour nous démontrer elle-même cette absurdité, la droite pourrait s'amuser à voter avec quelques extrémistes une telle nationalisation que la gauche aurait jugée excessive. Nous aurions bonne mine.

Ainsi, il nous semble que la sagesse commande de supprimer purement et simplement cette phrase sulfureuse. Mettre les garde-fous que certains jugent nécessaires, ce serait à notre avis encore plus dangereux ; ce serait sacrifier l'idée contenue en germe dans cette phrase : que tout peut être nationalisé. Il faut donc, sur ce point, dépasser les raisons parfois obscures de politique interne de chacun de nos partis, et voir la réalité en face.

Nous savons que chacun des trois partis a fait les efforts nécessaires à la compréhension de l'autre pour parvenir au compromis le meilleur possible, mais il s'agit cette fois d'aller bien au-delà, puisque est en jeu d'une certaine manière la paix sociale indispensable à la bonne gestion économique, que dont la gauche doit se doter.

Les radicaux de gauche ne veulent pas la suppression de cette phrase pour se faire plaisir à eux-mêmes, ils la veulent pour que les « canards boiteux » de l'économie française ne se mettent pas à pleurer soudain aux quatre coins de la France, ils la veulent pour sauver la petite et moyenne entreprise, ils la veulent pour éviter la faillite et le laisser-aller, ils la veulent pour l'intérêt de la gauche et de la France.

charters usa

CAMINO vous propose :

des prix

du sérieux

1.490 à 1.790 F.

Paris New York (aller/retour)

les agences de voyages, que la loi rend responsables de ce qu'elles vous vendent, recommandent les vols Camino.

des références le premier vol ouvert au public, le 9 mai 1973, était un vol Camino.

un programme nombreux vols pour séjours de 2 semaines à 2 mois.

les meilleurs prix sans risques c'est Camino

(si vous voulez plus de renseignements sur les nombreux vols, séjours et circuits Camino vers les Etats-Unis, adressez-vous à votre agence de voyages ou à CAMINO, 21, rue Alexandre Charpentier, 75017 Paris - Tél. 755.77.90 ou 380.55.58 - lic. A. 478)

handicaps société libérés

Le droit de vivre différent, libre et heureux

Colloque national à l'initiative du P.C.F. les 17, 18, 19 juin 1977 PARIS - HOTEL SHERATON 10, rue du Commandant-Maurin, 75

Pour aider à l'organisation du colloque on peut soutenir l'association France Handicap en versant au C.C.P. Bureau Général n° 635571 F. Paris

Claude L. Draillard

POUR UNE STRATÉGIE POLITIQUE DE LA FRANCE

Essai

Le refus du laisser-aller pour la France de demain

Éditeur : SUPFRANCE - 171, rue de l'Université, PARIS-7^e

Divorce, adoption et jugements incompatibles

LES ENFANTS DE SAINTE-SAVINE

De notre correspondant

« Les enfants de Sainte-Savine »... c'est le titre d'un livre de M. Jean-Pierre Laroche, paru chez Plon. Il raconte l'histoire d'une famille de Sainte-Savine, dans le département de l'Aube, qui a été marquée par des événements tragiques. Le livre est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. L'auteur a fait de nombreuses recherches et a consulté de nombreuses personnes. Le livre est écrit avec une grande sensibilité et une grande précision. Il est une œuvre importante pour la littérature française de ce moment.

Le hasard et la loi

« Le hasard et la loi »... c'est le titre d'un livre de M. Jean-Pierre Laroche, paru chez Plon. Il raconte l'histoire d'une famille de Sainte-Savine, dans le département de l'Aube, qui a été marquée par des événements tragiques. Le livre est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. L'auteur a fait de nombreuses recherches et a consulté de nombreuses personnes. Le livre est écrit avec une grande sensibilité et une grande précision. Il est une œuvre importante pour la littérature française de ce moment.

FAITS ET JUGEMENTS

Pison ferme pour maquillage

Une importante affaire de fraude, notamment de maquillage de comptes kilométriques de voitures, vient d'être jugée au tribunal de grande instance de Charleville-Mézières (Ardennes). Mme Liliane Lacroix, âgée de quarante-deux ans, gérante du magasin Lucien Dheis, concessionnaire de la marque Volkswagen, située dans la zone industrielle de Monvion, a été condamnée à six mois de prison avec sursis, et à six mois de travail d'intérêt général. Elle a également été condamnée à verser une amende de 100 000 F. Elle a été condamnée pour avoir falsifié des comptes kilométriques de voitures vendues d'occasion et pour avoir falsifié des documents de vente de voitures neuves.

Recherches interrompues à Souillac

Les recherches menées à Souillac (Lot) dans le but de retrouver le corps d'un homme disparu en 1971, ont été interrompues. Les recherches ont été effectuées pendant plusieurs semaines, mais elles n'ont pas permis de retrouver le corps. Les autorités ont décidé d'interrompre les recherches pour l'instant.

A nos lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présentation

Sélection

Les y trouveront une sélection des informations mondiales et culturelles dans leur langue maternelle.

PRINCIPALITE DE MONACO

Residence du Parc Saint Roman

MONTECARLO

7, AVENUE SAINT ROMAN

Tout près du Country-Club, du Beach et du Sporting-Club. Deux immeubles luxueux placés dans un parc de 9.500 m2 avec piscine, vue panoramique sur Monaco et sur la mer.

APPARTEMENTS GRAND-STANDING du studio au 6 pièces. Les plans des appartements sont très variés (plus de 30 types), tous avec moquette de grande qualité, marbre, céramiques décorées, air conditionné, placards et cuisines équipées.

Commercialisation C.I.F.A. - GENEVE - 6, RUE DE LA CORRATERIE Tél. 21.52.45 Telex 22860 GE.

Bureau de vente sur place MONTECARLO 7, AVENUE SAINT ROMAN Tél. 50.84.44 Telex 479223 MC.

Divorce, adoption et jugements incompatibles

LES ENFANTS DE SAINTE-SAVINE

De notre correspondant

Troyes. — Comment peut-on à la fois avoir raison et tort, comment peut-on se voir définitivement priver de ses enfants sans rien avoir eu à se reprocher, comment peut-on avoir les jugements des tribunaux pour soi et cependant ne pouvoir se faire rendre justice ? C'est ce que demande M. Michel Dezan, quarante-trois ans, demeurant à Sainte-Savine (Aube), chauffeur dans une entreprise de travaux d'électricité.

Depuis sept ans, il recherche ses enfants, et lorsqu'il retrouve leur trace, c'est pour s'entendre dire qu'ils ont une autre famille.

Le 1^{er} avril 1970, l'épouse de M. Michel Dezan quitte le domicile conjugal avec les deux enfants du couple, deux garçons : Bruno, né en 1973, et Laurent, né en 1968. M. Dezan introduit une action en divorce. Le divorce est prononcé, le 5 mai 1971, par le tribunal de Troyes au profit de M. Dezan, et la garde des enfants confiée aux grands-parents maternels Mals, l'ex-Mme Dezan a disparu avec les enfants sans laisser d'adresse.

M. Dezan fait, en 1971, une demande de recherche au ser-

vice des recherches dans l'intérêt des familles, à la préfecture de l'Aube. Le temps passe. M. Dezan demande, en octobre 1974, la modification du droit de garde des enfants. Le tribunal de Troyes ordonne une enquête sociale dont les conclusions sont rendues en 1975, et qui permet de retrouver les enfants.

Bruno et Laurent avaient été abandonnés en 1971 par leur mère en Moselle. Ils sont alors placés sous la tutelle du service de l'aide sociale à l'enfance de ce département. En 1972, ils sont déclarés pupille de l'Etat. Laurent est adopté par une nouvelle famille en vertu d'un jugement en date du 30 mai 1974 rendu par le tribunal de Metz.

Le tribunal de Troyes rend alors un jugement, le 15 décembre 1976, déclarant qu'il n'y a plus de problème de droit de garde pour Laurent, qui a fait l'objet d'une adoption. Pour Bruno, il modifie le droit de garde et le confie à M. Dezan, à charge pour ce dernier de confier l'enfant à sa sœur et à son beau-frère, qui donnent toutes garanties pour une bonne éducation et qui peuvent héberger l'enfant.

Le hasard et la loi

L'affaire n'est pas finie, tant s'en faut. Car M. Dezan se demande comment son fils Laurent a pu faire l'objet d'une adoption, car il n'a jamais été avisé que ses enfants avaient été abandonnés. M. Dezan a donc introduit un recours en excès de pouvoir contre l'arrêt du préfet de la Moselle qui a immatriculé Laurent comme pupille de l'Etat. Mais le préfet, le 25 mai 1977, vient de faire opposition à l'exécution du jugement du tribunal de Troyes donnant le droit de garde de Bruno à son père. En effet, Bruno a été placé dans une famille bretonne en vue d'adoption. Or l'article 362 du code civil prévoit que le placement en vue de l'adoption fait obstacle à toute restitution de l'enfant à sa famille d'origine.

Pourquoi M. Dezan et les grands-parents chez qui les enfants auraient dû se trouver n'ont-ils pas été avisés quand la mère les a abandonnés ? Le code de la famille, modifié le 11 juillet 1970, répond peut-être à

la question dans son article 50 : « Doit être immatriculé comme pupille de l'Etat l'enfant dont la filiation est établie et connue qui a été expressément abandonné aux services de l'aide sociale à l'enfance par son père ou sa mère depuis plus d'un an et dont l'autre parent ne s'est jamais manifesté à la connaissance du service pendant ce délai d'un an. »

Il est vrai que M. Dezan ne s'est pas manifesté à la connaissance du service d'aide sociale à l'enfance de la Moselle de 1971 à 1972. Comment l'aurait-il fait ? Il ignorait où se trouvaient son ancienne femme et ses enfants. Il s'était adressé aux services compétents de son département qui n'avaient jamais pu lui fournir de renseignements. Et voilà comment le hasard, le temps, la loi, le manque de moyens d'un homme seul et la puissance de l'administration ont créé un drame qui paraît ne plus pouvoir trouver de solution.

ANDRÉ BRULEY.

FAITS ET JUGEMENTS

Prison ferme pour maquillage de véhicules d'occasion.

Une importante affaire de fraude, notamment de maquillage de compteurs kilométriques de voitures, vient d'être jugée au tribunal de grande instance de Charleville-Mézières (Ardennes). Mme Liliane Lacroix, âgée de quarante-deux ans, gérante du garage Lucien Dhels, concessionnaire de la marque Volkswagen, situé dans la zone industrielle de Mohon, à Charleville-Mézières, et M. Guy Denis, chef des ventes, répondaient de sept affaires de manipulation de compteurs kilométriques (le kilométrage des voitures vendues d'occasion était réduit de moitié ou du tiers) et de vente de voitures en état mécanique défectueux.

Mme Lacroix et M. Denis ont été condamnés à six mois d'emprisonnement et 10 000 F d'amendes. Un plaignant, qui s'était porté partie civile, a obtenu 7 000 F de dommages et intérêts, et l'Union nationale des consommateurs, affiliée à l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.V.), 5 000 F, c'est-à-dire l'intégralité de ses prétentions. Mme Lacroix et M. Denis, actuellement domiciliés en Belgique, à Frasnes-lez-Couvin, ont immédiatement interjeté appel du jugement du 25 mai dernier : l'affaire viendra ainsi devant la cour d'appel de Reims. La brigade de recherche de la gendarmerie de Charleville-Mézières avait eu l'initiative d'une enquête concernant le garage Lucien Dhels, après qu'une rumeur ait désigné celui-ci comme le centre d'une importante organisation de fraude.

Le collectif Arena appelle à tous ceux qui refusent que la justice soit une institution au service d'une classe sociale à maintenir leur indignation en rejoignant la marche régionale contre Arena, le samedi 4 juin 1977. Le collectif Arena, 4, rue Philippe-de-Girard, 13001 Marseille, veut ainsi protester contre « une prison illégale ».

Recherches interrompues à Southgate.

Les recherches menées à Southgate (Berkshire) dans les débris du Boeing-Hill Super-Club, dévasté le 26 mai par un gigantesque incendie, ont été interrompues le 30 mai, après que cent soixante corps eurent été dénombrés. « Nous ne pouvons pas trouver d'autres corps », a déclaré M. Ken Paul, maire de la localité, tandis qu'une grue se préparait à abaisser les derniers pans de murs du Boeing-Hill. Les corps de cinquante-cinq victimes n'avaient pas encore été identifiés le 30 mai.

Les travaux de déblaiement continueront dans les prochains jours, pour notamment permettre aux enquêteurs de déterminer avec exactitude les causes de la catastrophe. Il semble, pour l'instant, que l'incendie a été causé par le mauvais fonctionnement d'un générateur d'électricité (le Monde du 31 mai). — (A.F.P., Reuters)

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection de informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

90 millions de francs de déficit au Crédit agricole de Toulouse

Toulouse. — Au cours de sa séance du vendredi 27 mai, le conseil général de la Haute-Garonne, réuni à Toulouse, s'est inquiété du déficit enregistré par la caisse régionale du Crédit agricole. Le président de l'assemblée, M. Léon Eckhardt, sénateur (soc.), a mis en cause l'attitude de certains membres du conseil d'administration du Crédit agricole, qui, lors d'une assemblée annuelle devant laquelle allait être étudié le bilan, avaient refusé la présence du président de

l'assemblée départementale ainsi que celle du représentant de l'administration. M. Eckhardt a été sévère pour la gestion du Crédit agricole : le déficit est de 90 millions de francs et résulte d'une « mauvaise gestion ». Le Crédit agricole répond que le déficit concerne les réserves statutaires et que les difficultés actuelles viennent de la conjoncture, notamment de l'encadrement du crédit, aggravées par les difficultés d'un important groupe industriel bénéficiaire

d'un gros crédit qu'il n'est pas en mesure de rembourser. Le mécanisme du conseil général de la Haute-Garonne est d'autant plus grand que le Crédit agricole est l'un des principaux financiers des programmes départementaux. Les services régionaux du ministère de l'équipement attendaient, cette année, un prêt de 24 millions de francs pour l'entretien et la réfection des chemins vicinaux : ce programme ne pourra donc pas être exécuté.

De notre correspondant régional

L'histoire récente des caisses régionales du Crédit agricole régional du Midi-Pyrénées a été agitée. Elle a notamment été marquée le 31 octobre 1976 le licenciement de la direction générale de la Caisse de Toulouse, de M. Jean-Claude Gaudibert.

À la fin du mois de juillet 1974, M. Gaudibert, alors directeur de la caisse régionale du Crédit agricole à Auch (Gers), était inculpé d'escroquerie pour une affaire de « prêts-indemnités » destinés aux agriculteurs sinistrés du département. En 1969, il était le département du Gers avait été déclaré sinistré, les récoltes de colza ayant été frappées par la maladie.

Aussitôt, la caisse du Crédit agricole avait envoyé des démarcheurs pour proposer à des non-agriculteurs ou à des agriculteurs non sinistrés de solliciter des prêts-calamités remboursables à 5 % et de les remplacer aussitôt au Crédit agricole, où ils rapporteraient 8,50 % : la banque les prêtait ensuite à des tiers à un taux de 13 %.

De janvier à juin 1970, la caisse du Crédit agricole du Gers accorda 3 892 prêts pour un montant de 42 618 162 francs, et du 1^{er} juin au 31 août 1970, 4 396 prêts pour un montant de 40 222 836 francs. Selon un rap-

port remis à M. Pierre Inchausti, magistrat chargé d'instruire l'affaire, si la plupart de ces prêts étaient motivés, beaucoup ne l'étaient pas. Ils avaient notamment été attribués à des hôteliers, des commerçants, qui en avaient bénéficié pour faire transformer leur commerce ou faire des stocks de bon vin, ainsi qu'à des instituteurs, à des médecins, à un directeur d'hôpital, à un brigadier-chef de la gendarmerie nationale, à l'épouse d'un huissier, pour faire construire des villas et autres résidences secondaires, dont certaines furent ensuite revendues avec de coquets bénéfices.

Le premier inculpé fut un simple chef de bureau, M. Guy Yravy, accusé d'avoir commis des irrégularités dans la gestion de la caisse du Crédit agricole d'Auch. Il lui avait été reproché d'avoir accordé des prêts bonifiés par l'Etat à des personnes n'ayant aucun droit. Il reconnut qu'il s'en était rendu compte, mais qu'il n'avait pas osé le dire. Il fut condamné, en janvier 1974, à dix-huit mois d'emprisonnement.

Le journal régional Sud-Ouest rapportait ces propos de M. Yravy :

LES PRÉCISIONS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE

À la Fédération nationale du crédit agricole, on indiquait mardi 31 mai que le déficit de la caisse régionale de Toulouse, qui a été décelé à la suite d'une inspection de la Caisse nationale de crédit agricole, se montait à 90 millions de francs pour l'exercice 1976. Ce déficit est constitué essentiellement par le provisionnement de créances douteuses. L'une d'elles d'un montant de 40 millions de francs, représentait un prêt à une coopérative de porcs et de salaisonnerie dont l'administrateur est M. Robit, également administrateur de la Caisse régionale de crédit.

ment de provisions sur des prêts personnels et des couples débiteurs qui avaient été accordés « libéralement » pour développer les activités de la Caisse de crédit en Haute-Garonne. On précisait également à la Fédération nationale du crédit agricole que de nouveaux titulaires ont été nommés aux postes de président et de directeur de la Caisse régionale de Toulouse. Le prêt au département aurait été refusé en raison de l'encadrement du crédit. M. Gaudibert a été licencié le 31 octobre 1976 après la découverte des pressions exercées sur lui par le journaliste du « Maitre ».

LÉO PALACIO.

Le quartz était encore un peu sauvage... Nous l'avons apprivoisé.

Vous aimez les beaux briquets. Nous aimons le quartz. Mais aujourd'hui, on demande toujours plus aux choses que l'on aime. Alors, à force de miniaturisation, nous avons domestiqué le quartz. Pour vous offrir un briquet fonctionnant à la demande, sans jamais exiger ni pierre ni pile.

Sur simple effleurement, du pouce, la flamme jaillit, régulièrement, fidèlement, en douceur... Notre briquet, nous l'avons baptisé QUARTZ. Tout simplement.

QUARTZ est un briquet éternel. Comme le quartz. Et c'est un très beau briquet. 12 modèles or, argent, laqué, à partir de 280 F.

Ni pierre, ni pile. Le Quartz en douceur.

SAROME QUARTZ

GITANES INTERNATIONALES

L'ÉVÉNEMENT

Les juridictions communautaires

Sur un livre de M. Robert Lecourt

« L'EUROPE DES JUGES »

Ancien dirigeant du Mouvement républicain populaire (M.R.P.), plusieurs fois garde des sceaux durant la IV^e République, M. Robert Lecourt a toujours été un partisan convaincu de l'intégration européenne. Il participa à la négociation des traités de Paris et de Rome qui fondèrent les Communautés. En 1962, il fut nommé juge à la Cour de justice des Communautés européennes (C.J.C.E.) qu'il présida de 1967 à 1976. Dans « L'Europe

des juges », tel est le thème d'une réunion qui se tiendra jeudi 2 juin, à 18 heures, au Sénat. Deux personnalités connues pour leur action en faveur de l'Europe doivent y prendre la parole : M. Robert Lecourt, ancien ministre, qui

fut président de la Cour de justice des Communautés européennes de 1967 à 1976, et M. Louis Pettiti, bâtonnier désigné du barreau de Paris, secrétaire général des juristes européens. Les juridictions européennes, si elles font moins parler d'elles que d'autres

organismes communautaires, fonctionnent, semble-t-il, de manière satisfaisante. On lira ci-dessous le dossier établi sur ce point par M. Francis Hamon, agrégé des facultés de droit, en partant notamment de l'important ouvrage que vient de publier M. Robert Lecourt.

LE FONCTIONNEMENT DE LA COUR DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

QUI PEUT SAISIR LA COUR	OBJET DU LITIGE
Etats membres des Communautés	Recours en manquement contre un autre Etat membre. Recours en annulation contre les actes du conseil des ministres ou de la Commission.
Commission	Recours en manquement contre Etat membre. Recours en annulation contre les actes du conseil des ministres. Recours en annulation contre le conseil des ministres et celui-ci s'abstient de statuer sur une question relevant de sa compétence.
Conseil des ministres	Recours en annulation contre les actes de la Commission. Recours en annulation contre la Commission et celle-ci s'abstient de statuer sur une question relevant de sa compétence.
Paysan européen	Recours en annulation contre le conseil des ministres ou la Commission lorsqu'ils s'abstiennent de statuer sur une question relevant de leur compétence.
Particuliers	Recours en annulation contre les décisions du conseil ou de la Commission dont ils sont les destinataires et contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne, les concernent directement et individuellement. Action en réparation d'un dommage causé par l'activité des Communautés.
Juridictions nationales des Etats membres	Questions préjudicielles concernant soit l'interprétation des traités, soit l'interprétation ou la validité des actes pris par les institutions de la Communauté.
Agents des Communautés	Litiges entre les Communautés et leurs agents.

L'EUROPE des Neuf s'articule autour de trois communautés distinctes, qui tendent toutes à un même objectif (l'unification du marché, c'est-à-dire la libre circulation des produits, des personnes et des capitaux), mais qui ont chacune leur structure et leurs règles propres : la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.), instituée par le traité de Paris du 18 avril 1951 ; la Communauté économique européenne (C.E.E.), et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), créées toutes deux par le traité de Rome du 25 mars 1957. Mais les organes communautaires (conseil des ministres, commission, Assemblée parlementaire, Cour de justice) ont été unifiés. La C.J.C.E., qui siège à Luxembourg et qui se compose de neuf juges (un par nationalité), est donc chargée de veiller sur l'application des trois traités.

des juges - (1). Il étudie les principaux aspects de la jurisprudence de la Cour, et montre comment elle collabore avec les juridictions nationales des Etats membres pour la poursuite des objectifs communautaires.

Il ne s'agit pas d'un ouvrage de pure théorie juridique. Ce livre est aisément accessible à des non-spécialistes, bien que son style soit parfois alourdi par de

longues, mais nécessaires explications techniques. Robert Lecourt a voulu combler une lacune de l'information des praticiens (avocats, hommes d'affaires, industriels, agriculteurs, militants syndicaux), auxquels une meilleure connaissance du droit communautaire pourrait rendre des services qu'ils ne soupçonnent pas toujours. Car le bouleversement des cadres juridiques a été plus rapide que l'évolution des esprits.

contribution à la connaissance des institutions communautaires. Comparativement aux autres organes de « l'Europe des Neuf », la C.J.C.E. est encore mal connue du public. C'est sur le Parlement européen que sont aujourd'hui braqués les feux de l'actualité. Pourtant, l'Europe parlementaire n'existe pas encore pour de bon. Au contraire, elle dispose d'un pouvoir législatif, et l'élection de ses membres au suffrage universel direct ne modifiera pas fondamentalement cette situation. Au contraire, que son rôle soit renforcé ou qu'il se déplace, force est de constater que l'Europe des juges est depuis longtemps déjà une réalité.

FRANCIS HAMON,
(Agrégé des facultés de droit, directeur de l'I.N.T.A. de Sciences.)

Les techniques

Dans la dernière partie de son livre, Robert Lecourt étudie les techniques juridiques grâce auxquelles la C.J.C.E. a assuré l'efficacité des traités communautaires. Ce sont :

1) L'applicabilité directe : la plupart des règles posées par les traités (prohibition des droits de douane, interdiction de la discrimination en raison de la nationalité, etc.) ont été déclarées directement applicables à tous les ressortissants des Etats membres, qui ont donc la faculté de s'en prévaloir devant les juridictions nationales ;

2) L'application uniforme : grâce au mécanisme des questions préjudicielles, le sens des règles communautaires a été précisé par la C.J.C.E. de qui a été évité les divergences d'interprétation entre les Cours suprêmes des divers Etats membres ;

3) Le principe de l'effet utile : en cas d'obscurité de la règle communautaire, la C.J.C.E. choisit généralement le sens le plus favorable à la réalisation de l'unité du marché ;

4) La primauté de la règle communautaire : en cas de conflit entre le droit interne d'un Etat membre et le droit communautaire, c'est ce dernier qui prévaut.

Un rôle politique

Ces mécanismes juridiques ont certainement contribué à accélérer le processus de l'intégration européenne, et le rôle joué par la C.J.C.E. a été tellement important que certains auteurs n'ont pas hésité à parler de « gouvernement des juges ». Il est certain que les institutions communautaires et même les pouvoirs publics des Etats membres ont parfois été obligés d'innover leur attitude pour tenir compte de la jurisprudence de la Cour. Par exemple, c'est à la suite d'un arrêt qui avait décidé que le principe de non-discrimination fiscale posé par l'article 85 du traité C.E.E. était directement applicable à l'Allemagne que la République fédérale a remplacé son système de taxe en cascade par un système de taxe à la valeur ajoutée.

Ce rôle politique n'est pas propre à la C.J.C.E. Comme le rappelle Robert Lecourt, le juge interne exerce lui-même une influence politique et, si l'on prend son œuvre pour l'ensemble, elle est modeste ou complétée par le législateur national. Mais le rapprochement ne nous paraît pas entièrement justifié. En effet, le juge interne vit en symbiose avec le législateur et la communauté nationale et il bénéficie d'un consensus qui risque de faire défaut à une juridiction supérieure comme la C.J.C.E. Quant au législateur européen, il lui serait difficile d'intervenir pour corriger les effets d'une jurisprudence de la Cour car la révision des traités ou la modification des règlements communautaires nécessitent une procédure particulière.

Il est vrai que l'influence exercée par la C.J.C.E. dépend de la coopération des juridictions nationales des Etats membres. Celles-ci pourraient aisément bloquer le système en s'abstenant de recourir à la procédure des questions préjudicielles ou en refusant de suivre les interprétations dégagées par la Cour. Cette coopération judiciaire a fonctionné jusqu'à présent d'une manière satisfaisante, mais elle ne concernait qu'un secteur limité du droit. En sera-t-il toujours de même si, comme paraît le souhaiter Robert Lecourt, les législations nationales sont harmonisées et si le tissu juridique communautaire continue de se développer jusqu'à recouvrir des pans entiers du droit commercial ou du droit du travail ?

Convenons que tout ce qui peut accélérer le processus de l'intégration européenne est un bien. Mais, Robert Lecourt n'essaie pas de faire passer le risque de susciter l'activité de la Cour. Son livre apporte cependant une utile

Les instances internationales

LES juridictions internationales sont des organes chargés de régler, sur la base du droit, des litiges intéressant les Etats ou les organisations internationales. Le même que les juridictions internes, elles sont constituées, c'est-à-dire que leur composition est déterminée avant l'ouverture du litige, et sans l'intervention des parties. Mais les conditions de leur fonctionnement sont très restrictives car, dans l'ensemble, les Etats demeurent trop attachés à leur souveraineté pour accepter de se laisser juger. Aussi, les juridictions internationales ont-elles été créées par des négociations politiques ou s'en remettent à des arbitres qu'ils ont eux-mêmes désignés.

Il existe actuellement une juridiction à compétence générale (la Cour internationale de justice), des juridictions à compétence régionale et des tribunaux administratifs spécialisés dans le règlement des litiges entre les organisations internationales et leurs agents.

1) La Cour internationale de justice

La Cour internationale de justice (C.I.J.), qui siège à La Haye, est fondée en 1945 et est rattachée à l'Organisation des Nations unies. Elle a succédé à la Cour permanente de justice internationale (C.P.J.I.), qui avait été créée en 1920 sous l'égide de la Société des Nations et qui cessa de fonctionner en 1939 après avoir rendu une trentaine de décisions dont certaines font encore autorité en tant que précédents.

La C.I.J. se compose de quinze juges au scrutin majoritaire par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations unies. Ils doivent être choisis de manière à assurer « la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde ».

Le droit de saisir la Cour est exclusivement réservé aux Etats. En outre, sa compétence est facultative, c'est-à-dire qu'elle ne peut exercer sa juridiction à l'égard

d'un Etat sans le consentement de celui-ci. Mais ce consentement peut être donné une fois pour toutes et l'Etat accepte de ratifier la clause facultative de juridiction obligatoire. Sur plus de cent trente membres des Nations unies, il s'en trouve cinquante qui ont accepté de se lier ainsi. Encore la clause est-elle souvent accompagnée de réserves qui limitent la durée de sa validité ou qui excluent certaines catégories de litiges.

En particulier, les Etats socialistes n'ont jamais accepté la juridiction de la Cour. Quant à la France, qui avait été l'un des premiers pays à ratifier la clause facultative de juridiction obligatoire, elle s'est empressée de la dénoncer en 1974, après que la C.I.J. lui ait donné partiellement tort à propos d'une affaire concernant les essais nucléaires dans le Pacifique.

2) Les juridictions internationales à compétence régionale

Outre la Cour de justice des Communautés européennes, les principales juridictions à compétence régionale sont la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

La Cour européenne des droits de l'homme fonctionne dans le cadre du Conseil de l'Europe, qui groupe actuellement dix-huit Etats. Elle est compétente pour statuer sur la violation des dispositions de la convention européenne des droits de l'homme du 4 novembre 1950 qui a été ratifiée par tous les membres du Conseil de l'Europe.

Cette cour ne peut pas être directement saisie. Les requêtes sont d'abord soumises à un organe non juridictionnel, la Commission européenne des droits de l'homme, qui est chargée d'opérer un filtrage. Si elle considère la requête comme recevable, la commission s'efforce de parvenir à un règlement amiable entre les parties et c'est seulement en cas d'échec de cette tentative que la Cour peut être saisie soit par la commission elle-même, soit par un Etat intéressé.

Les requêtes peuvent être introduites devant la commission par tout Etat partie à la convention, même si la victime n'est pas son ressortissant, mais cette procédure est rarement employée car les Etats répugnent à intervenir dans les affaires internes de leurs partenaies. La commission peut également être saisie par des particuliers mais à condition que l'Etat en cause ait, au moment de la ratification, reconnu la compétence de la commission en matière de requêtes individuelles à son égard. Cette dernière clause a été ratifiée par la plupart des Etats membres du Conseil de l'Europe mais non par la France.

En raison du nombre élevé des requêtes individuelles (on en compte environ sept mille depuis l'origine), l'activité de la commission est pléthorique, mais près de 80 % des requêtes sont déclarées irrecevables par la commission et

bien rares sont les affaires qui parviennent jusqu'à la Cour.

Quant au système interaméricain de protection des droits de l'homme, il a été calqué sur le modèle européen. De même que la convention européenne des droits de l'homme, la convention américaine des droits de l'homme, signée le 22 novembre 1969 à San José de Costa Rica, commence par définir les droits protégés. Pour en garantir l'application, elle institue une Cour interaméricaine des droits de l'homme et une Commission interaméricaine des droits de l'homme, dont les attributions respectives sont à peu près identiques à celles des organes qui viennent d'être étudiés.

3) Les tribunaux administratifs internationaux

Le plus ancien tribunal administratif international est le T.A.O.I.T. (Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail) qui a été créé en 1927. Il siège à Genève, et sa juridiction a été acceptée par un certain nombre d'organisations internationales spécialisées dont le siège est en Europe, comme l'UNESCO ou l'O.M.S. Il a compétence pour statuer sur les différents litiges survenus entre les organisations internationales et leurs fonctionnaires ou agents.

L'Organisation des Nations unies, dont le siège est à New-York, a son propre tribunal administratif, le T.A.N.U.

Dans les communautés européennes, c'est la C.J.C.E. qui remplit le rôle de tribunal administratif. — F. H.

Le Pompadour
SPECIALISTE CÉRÉMONIES
la plus élégante collection parisienne ensembles, manteaux, robes courtes et longues soie naturelle, imprimés, mousseline, etc.
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSMANN
M^{re} Chausse d'Antis

Le Monde
dossiers et documents
NUMÉRO DE JUIN
● LE PARTI SOCIALISTE
● LA DROQUE
Le numéro : 2,30 F

L'HISTOIRE DE LA

l'événement de l'éducation



L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

*l'événement
de l'édition*

Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Ainsi l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique, sociale ou économique, ont ici, pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place.

C'est une œuvre collective

Histoire absolument nouvelle, à laquelle 200 spécialistes, universitaires, écrivains, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche.

Directeur des tomes

Tome I : Des origines à 1453 : Jacques PAYEN (Université de Caen). Tome II : 1453 à 1600 : Henri WEBER (faculté de Montpellier). Tomes III à IV : 1600 à 1715 : Annie ÜBERSFELD (Sorbonne), Roland DESNE (Université de Reims). Tomes V et VI : 1715 à 1794 : Michel DUCHET (Ecole normale supérieure de Fontenay). Tome VII : 1794 à 1848 : Pierre BARBERIS (Ecole normale supérieure de St-Cloud). Tome VIII : 1848 à 1914 : Claude DUCHET (Université de Vincennes). Tomes IX et X : 1914 à 1945 : Claude DUCHET. Tomes XI et XII : 1945 à nos jours : Michel DECAUDIN (Sorbonne), et André DASPRE (Université de Nice).

Tous les genres littéraires

Des classiques au roman policier, des œuvres en langue d'oïl à la bande dessinée, tous les genres littéraires sont traités. Les préjugés politiques ou d'idéologie, les clichés et les courants à la mode des plus connus aux méconnus. L'éclairage nouveau auquel sont présentés les textes dans leur époque avec une parfaite authenticité. Ainsi, par l'analyse critique des auteurs de tous les genres littéraires, comme de toutes les périodes, cette collection constitue la plus vivante et la meilleure guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel.

L'iconographie

L'ouvrage a la double originalité de réunir un nombre d'images encore jamais rassemblé pour accompagner l'histoire des écrivains, et de renouveler l'iconographie tant par la manière de la présenter que par le choix des documents peu connus.

Présentation

- 12 volumes élégamment reliés, gravés à l'encre d'après des fers originaux ;
- Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites ;
- Typographie en Times corps 10, impression en couleurs sur papier infra-rouge.
- EN ANNEXE de chaque volume : bibliographie, index des auteurs et des œuvres et de précieux tableaux chronologiques et synoptiques.

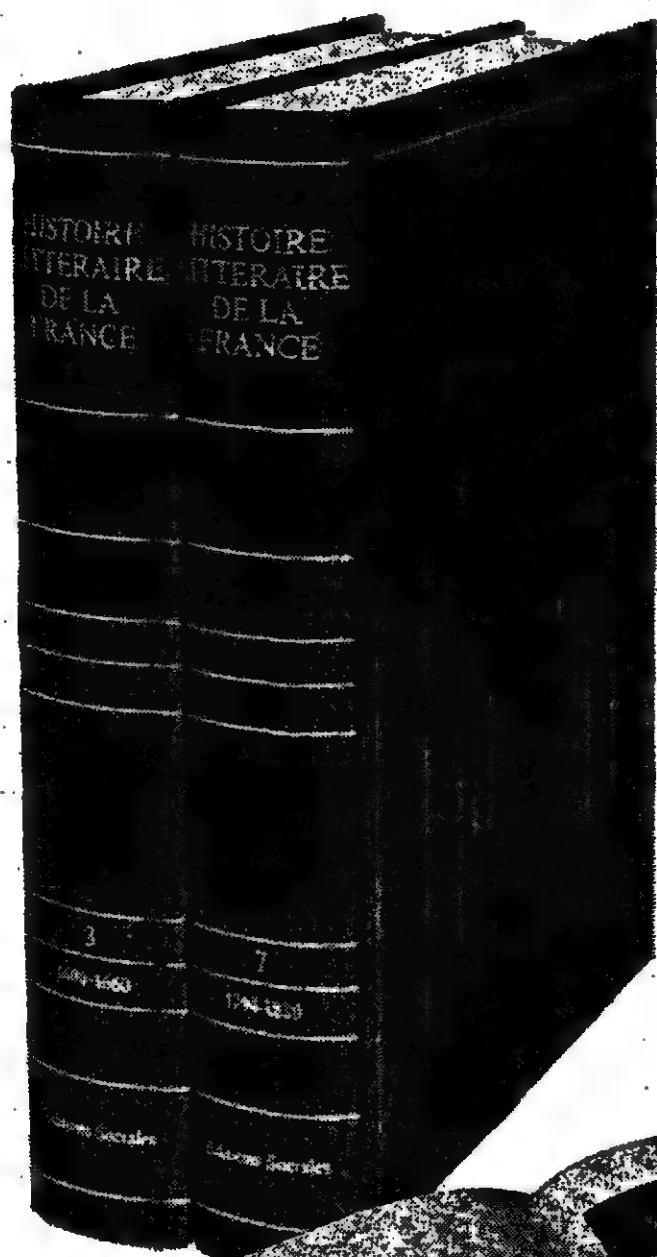
Une critique unanime

"L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE est de ces rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition" (Jacques CELLARD, le Monde)

"Enfin une HISTOIRE LITTÉRAIRE comme les socialistes en révalent !" (Nouvelle Revue socialiste).

"Une entreprise stupéfiante, gigantesque..." (J. PRASTEAU, le Figaro)

"Loin de reprendre de vieilles classifications universitaires, 'L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE' dégage les lignes de continuité et les points de rupture et met en évidence les œuvres qui consonnent avec notre sensibilité comme avec les recherches de l'avant-garde, voilà qui mérite d'être salué !" (Claude BONNEFOY, le Quotidien de Paris).



Plus qu'une encyclopédie
c'est un véritable panorama
des idées et des arts

Bon de
documentation
gratuite à retourner à
CULTURE
ARTS ET LETTRES
24, rue de Rocroy 75010 PARIS

Nom
Prénom
Adresse
Profession

désire être documenté gratuitement sur
l'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE.



CARNET

Naissances

— Albert et Laure Callier, ses arrière-grands-parents, Mag et Raymond (†) Amigues, grande-parents, ont la joie d'annoncer l'arrivée de leur petit-fils, **Maxime-Louis Callier**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

Mariages

— Mme Lucienne Lubelski et M. John Harold Jérôme Kapstein, ont la joie d'annoncer l'union de leur fille, **Marie-Louise**, née le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

Décès

— Le docteur d'administration M. Jean-Louis Collot, ancien ministre, est décédé le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— Le Tronche, Grenoble, M. et Mme Jean-Louis Collot, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean-Louis Collot, ancien ministre, décédé le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— Le docteur et Mme René Asselin, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

— M. et Dominique Dhombres ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Ferdinand**, né le 28 mai 1977, à 10 h 30, au 18, rue de la Chapelle, Paris. M. Grignon, M. Marcellin.

un foie, deux reins, trois raisons de boire

CONTREX

Votre foie et vos reins ont, entre autres fonctions celle de veiller à l'élimination. Aidez-les dans leur travail en buvant de l'eau minérale naturelle de Contrexéville. Élimination et poids étant liés Contrex a un rôle utile à jouer quand le maintien de votre ligne vous pose des problèmes.

Vos PF 1228 376 Langlois & Carf - 77-43

une réalisation QUARIZ

CITIZEN

grandeur nature, épaisseur: 22 mm. seulement, poids: 70 grs

étonnante nouveauté: un silence total pour un réveil certain

comme toutes montres CITIZEN, réveil garanti 2 ans

WATERMAN A L'HEURE ELECTRONIQUE

Dessinée par Alain Carré, cette pendulette à l'heure est traitée par Waterman avec le même soin jaloux que les stylos et le cadran noir anti-reflets cacheant un module électronique à pile.

En vente chez les papeteries libraires. Son prix est de 350 francs

WATERMAN

ENVIRONNEMENT

Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ?

Rhin-Rhône sous son masque

Ne tournons pas autour du pot. Une enquête de grande envergure est en cours de réalisation dans le Rhin-Rhône. Elle vise à établir une véritable photographie de l'état de l'environnement dans cette région. Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ?

Trop polémiques

En avril 1976, des notes préliminaires ont été envoyées aux préfets de la région Rhône-Alpes. Elles ont été l'objet de nombreuses discussions et polémiques. Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ?

Le professeur Linder, directeur de l'Institut de l'Environnement de l'Université de Lyon, a été l'un des acteurs principaux de cette enquête. Ses travaux ont été l'objet de nombreuses publications et conférences. Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ?

Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ? Les résultats de ces enquêtes seront publiés sous forme de rapports et de synthèses. Elles visent à fournir une base scientifique pour l'élaboration de politiques d'aménagement du territoire. Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ?

Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ? Les résultats de ces enquêtes seront publiés sous forme de rapports et de synthèses. Elles visent à fournir une base scientifique pour l'élaboration de politiques d'aménagement du territoire. Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ?

Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ? Les résultats de ces enquêtes seront publiés sous forme de rapports et de synthèses. Elles visent à fournir une base scientifique pour l'élaboration de politiques d'aménagement du territoire. Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ?

Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ? Les résultats de ces enquêtes seront publiés sous forme de rapports et de synthèses. Elles visent à fournir une base scientifique pour l'élaboration de politiques d'aménagement du territoire. Les enquêtes d'unité publique sont-elles conduites ?

L'heure espagnole

du matin, dimanche à 2 h. 30, pour la plus grande ~~des~~ des noctambules impénitents qui sont les Espagnols, le marchand de sable étant depuis longtemps ~~de~~ de la capitale espagnole, le chevalier comprit, en constatant l'hospitalité d'un régimentaire ~~qui~~ qui oublie ces nuits partiellement ~~de~~ de ~~la~~ la capitale. Quant au terrain, situé à cinq minutes en voiture de la grouillante et bruyante piazza della Vittoria, c'est le polo ~~de~~ de ~~la~~ la plus grande en plus spacieux, mieux peigné, encore plus fleuri, un polo qui est ~~de~~ de ~~la~~ la pelouse au bout de l'avenue de la Grande-Armée.

vainqueurs au petit pop les
 mains basses, ayant délégué à
 Barcelone leurs monstres sacrés,
 les frères d'Enzo à tête :
 Britanniques, ayant fait
 Français ayant appelé à la
 coussine Française Pyrah,
 deux fois comme les merluches
 dans l'eau d'énergie
 farouche, de la Harvey Smith,
 des diminues la flamme et
 des poids en l'air de l'Alcazar
 Sirio. Mais plus, sous la monte,
 n'en est qu'un, une idée, près,
 son être n'ayant point de la
 conception pure.

A la présence de jeunes Allemands appartenant à la nouvelle vague et entraînés par le vieux routier Harro Schmidt.

gratteur ■■■■ génie mais ■■■■ tout ■■■■ métier. ■■■■ dernière formation a quitté le terrain cinquième ■■■■ classement d'affichage, résultat assez piteux ■■■■ un pays qui a ■■■■ la gloire sportive avec Hans Gunther, Winkler ■■■■ Alwin Schockemöhle.

Marcel Maupassant, qui Bayard dit
Maupassant, remercia grâce à la
simple alors que la terre était
cet animal regimbait
sur son banc de terre... — Daniel
Daniel Costantini, le meilleur par
dans les Français, avait un total
quatre points, sans une
pénalisation pour les deux man-
ches, les coéquipiers de son équi-
pe, les cavaliers, les Français et l'Alle-
magne Cuyver, lui avait la part
de la victoire, les Français
Tous les finis sur le lauréat
dans les sur physique qu'au
moral, Costantini qui parle en
faveur des Français.

ROLAND MERLIN.

D'un sport à l'autre

AUTOMOBILISME. — René Arnoux a gagné, devant 30 000, le Grand Prix du Pau de formule 3 sur Martini-Renault. Un seul non-partant, Didier Pironi et 11 autres. Patrese sur Caterham-B.M.W.

HIPPISME. — La quatrième course disputée hier 30 mai, à Saint-Cloud, a été réservée aux paris couplés et tiercé, a été gagnée par **Brigand** 1401 devant **Loving Jim** (497) et **Don Abellard** (406). Les pronostics suivants ont été faits 2-7-8.

**DES RECORDS
EN TOUS GENRES**

Des **gens** si nombreux qu'ils
finissent par perdre quelque peu
leur signification : les **gens**
dans la capitale : les **déceptions**
mal **gérées** les **bonheurs** estu-
diants : le **contraint** le **travail**
principale **cause** une bande de gais
durons : il n'a **rien** manqué.
28 et 30 mai, pour **l'occasion**
France **championnats** de
la **coupe** Pas même la rituelle
finale qui **clôt** chaque
physique **et** sportives **et**
sort à **l'issue** pelouse

...récolté, y en eut de
 toute sorte. En
 au point de la perche, l'étu-
 damier algérien, l'indien
 amélorie même d'Afrique
 la spécialité de la garden
 du de Racing, qui l'en-
 de Caxing, Perrin
 pouvait l'écart du
 pied duquel il veille.
 battu
 Houvion, qui s'éleva à 120 m. Un
 sur les gradins en
 une particulière
 lière : c'est Houvion,
 qui, since qu'il
 s'est paré, avait d'un
 national.

Les courses de détente, où les coureurs se poussèrent sur la dernière ligne, le peloton habituel d'espoirs. Les Français se lancèrent dans une course plus intéressante que celle qui leur était imposée. Il faut beaucoup de temps pour les longues distances, un temps que les autres ne comprennent pas. Les Français, cependant, ont vainement essayé de découvrir de jeunes talents de l'envergure de Nallet, Bambuck, Druet et autres. Tracennell, qui a battu les records du monde, a été battu par les coups d'essai de la jeunesse. Les Français ont fait les championnes.

RAYMOND POINTU.

Nastase super-star

Un match qui valait la finale des Internationaux de France — qui a pu s'accomplir — a été l'acte d'ouverture d'une grande jouée dès midi : le lundi 22, Roland-Garros, si bien qu'on dut fermer les portes tout au début de l'après-midi. On y enregistra trois victoires. Nastase se rencontrait Rodas, et le deuxième fois en le Roumain, qui avait une forme superbe, battait le Tchèque dans trois sets. La première exécution ayant eu lieu le 2 mai, Bucarest était le simple théâtre de la Coupe Davis.

La partie régalée
redette qui est la super-
championna
pour le moment
portunément laissez-les
qui restreint, prodige,
électrisant, joule qui
pressait, solet autour
C'en est l'assise
débilement une fond
court, retournant
une couplasse une rü-
locité ture, sans particu-
lièrement commettre l'aste-
de l'indigne la can-
passant tristement
chaque fois que celui-ci mon-
tait au fil, quand il re-
venait lui-même terminer
son point. Ceci qu'un
point de tri assis
bras, raquette touchant
seule la balle.

Preure que les matches en
 « big acts qu'il avait disputés
 au cours de la première se-
 maine (contre les champions
 et contre Mellor) l'avaient
 rendu jamaica. Jan
 Koudes, qui est comme Nas-
 si, est l'autorité en plus aujour-
 d'hui. Les autres qui ont ar-
 rêté les jokers (champion
 de 1970, 1971 et
 1973), les attaques
 toujours profondes, ses
 volées incisives, ses services
 magnifiquement placés, com-
 me le jeu

reste très vir et ■■■■ volonté
■■■■ intacte. ■■■■
luttes épuisantes qu'il ■■■■
soutenir au cours de ■■■■
rière l'ont usé prématurément,
et ■■■■ maintenant un
retard infinitésimal sur ■■■■
■■■■ : ce face d'un Nastase
maître ■■■■ les comparai-
ments du jeu et passant ■■■■ son
gr la surmultiplicie, ce Kodak
n'aurait plus aucune chance.
Salons ce combattant valeu-
reux ■■■■ les armes, comme
les héros d'Homère, sont ri-

j'obtiens aussi.
 ... match a ruse-
 pence de ... journée s'est dé-
 roulé sur ... lit numéro 3.
 ... jeune épouse.
 Huguette vingt quatre
 est parvenu, après deux heures
 de lutte, à terrasser le petit
 champion aux yeux bleus.
 Celui-ci, en
 défendant avec acharnement,
 ... pas la forme qui lut-
 tait d'être vaincue.
 International sur son dernier.
 Ce qui n'empêcha ... ne-
 rite qu' Huguette, un relanceur
 ... à l'attaque.
 centrale, contre lequel il sou-
 ... jouer ... caractère.
 Les derniers espoirs patri-
 ...
 ... désiste sans appel de Fran-
 cisco Dominguez des
 Brian Gotfried. Plus
 ... la deuxième
 ... la
 pluie ... amère...

OLIVIER MERLIN.

Résultats
messieurs. — 1/16
Smith (E.-U.) b. 1.
1. 6-2, 5-7, 7-6.
male : Nantaku (Rou.)
(Th.). 6-4, 7-5, 6-3.
(E.-U.) b. Dominguez
6-1, 7-3; Dent (Aust.)
(N.-Z.). 6-0, 6-2, 6-4.
as (Esp.) b. Solomon
4, 7-5, 2-6, 6-3.
dames. — 1/8 de
Boshoff (Af. Sud) b.
(G.-B.). 5-7, 7-5, 6-2.
(Rou.) b. Mashoff
3-6, 8-6; J. New
(U.) b. L. Dupont
7-8; May (E.-U.)
Murray (Aust.), 6-2.

Gold Tea.
La magie des plantes qui apaisent la soif.

Gold Tea : du thé de la province de Nilgiris en Inde, de la gentiane cueillie dans les Monts Vindhya, du capsicum ou poivre indien, et très peu de sucre. Ce cocktail de thé et de

Il n'y avait rien à ajouter à la magie de cette recette : ni gaz, ni colorants, ni conservateurs.

Garanti par Vittel.



La Fédération Cornec adopte une position modérée sur l'enseignement privé

De notre envoi spécial

nec a fait accepter au congrès une position plus nuancée. — et moins embarrassante pour les partis de gauche, — dont les représentants se rapprochent de ceux employés par le parti communiste et la F.C.P.E. M. Christian Roulette: Il ne peut être question ni de démission, ni de résiliation.

imposer des mesures qui n'ont rien à voir avec le problème de la foi, ceux qui ont cessé de naitres n'ont cessé de opprimer l'homme à l'état d'esclave et d'opprimer la liberté.»

Line confusion regrettable

Aux légunes qui seraient pu
étonner d'une telle différence à
deux jours d'intervalle, M. Jean
Cornet, dans son intervention
finale, a expliqué que le congrès
avait été marqué par une « con-
fusion », l'« explication » de la
position du bureau national de la
fédération était peut-être demeu-
ré imprécise : « Peut-être aussi
parce que nous sommes un peu
pauvres », a déclaré avec malice
M. Cornet. Regrettable aussi est
la confusion survenue à propos
de ce que certains ont pu prendre
pour un vote sur la question des
possibilités de l'enseignement
catholique. « *La Revue catho-
lique* », m'a-t-on précisé le prési-
dent de la F.O.P.E. ce ne sont pas
les ordres de la F.O.P.E. qui sont
pas si certains, au contraire.

Le congrès a donc vécu deux jours durant sur une erreur d'interprétation. Le **PCF** n'est pas rallié et la **F.C.P.E.** se montre plus que le **CNAL** à une nationalisation « démocratique » **seulement** privé. On rendra

la certitude de voir cette réforme abandonnée avec l'arrivée — qu'ils espèrent — de la gauche au pouvoir. Plus prudente, la direction nationale de la F.C.P.E. a toutefois proposé à ses adhérents « de faire du jour de juin une manifestation de détermination à la réforme italique. Ces actions pourront prendre la forme de « journées écolé déserte », comme par exemple le 4 juin à Paris et dans la région parisienne. Mais l'équipe de Mr Jean Comenat a renoncé à demander à ses adhérents « une grève des jours de rentrée ».

Mélanomatoses

Les premiers signes d'un essai manifeste de l'orientation du rôle de la Fédération Oron sont sans doute apparus à Albi. Rabbinat à être tenu éloigné des décisions ministérielles, à être considéré comme des adversaires par l'association rivale (la Fédération des parents de l'enseignement catholique (P.E.C.), animée par M. Antoine Legarde), les adhérents de la P.E.P.E. demeurent parfois réticents à participer à des comités de parents qui seront mis en place dans les écoles à la rentrée. Le congrès a cependant donné naissance à une association P.E.P.E. « participation militante » à ces instances, « refusant » d'être « dé-

Sous le «continent noir» de la condition féminine

Au cours de l'université de Vincennes, dans la torpeur du
 lundi de Pentecôte, les participants de la grande rencontre inter-
 nationale qui vient de se clore ont pu tirer les conclusions de
 trois journées marquées par la fougue, la fièvre et la
 violence des débats. Très droite, rapidement épuisée, l'une des
 organisatrices ne peut dire que cette rencontre, initialement
 prévue comme un groupe de travail destiné réunissant les
 foyers européens de la tendance - lutte - dans l'intérieur
 du mouvement des femmes, en fait devint - le temps d'un
 week-end - le pôle d'attraction vers lequel ont convergé plus
 de cinq mille femmes spontanément, de vingt pays, avec
 une atmosphère festive et un climat d'enthousiasme. Cette
 manifestation viatique un peu de la vision joyeuse de la

[illegible][illegible]

« Des esclaves non payées »

Dans les groupes de femmes or-
 ganisés dans de nombreux
 grands centres, ce sont les fem-
 mes-employées, chômage-travail mé-
 tier, avortement-contraception-
 sexualité-famille, qui ont le plus
 de choses à dire, qui croquent connais-
 sance sur le bout du doigt, le grand
 lexique du féminisme apprennent
 à l'aise. Elles ont sur la sou-
 laine plus la conscience
 du féminisme, du rôle de l'État, du
 mariage, qui n'ont rien à perdre que
 leurs chaînes, sur la répression
 qu'on frappe, dans les an-
 ciennes colonies d'Afrique comme
 en France, le mariage, les
 militantes des organisations
 politiques ont dû d'être fem-
 mes pendant longtemps
 et comme avec le rôle passif de

et souhaitent la création de
 communautés où les femmes
 pourraient vivre entre elles (c'est
 le cas des lesbiennes).
 Dans les journées dans lesquelles
 s'affrontent régulièrement les
 « anciennes » du mouvement, qui
 sont aussi les initiatrices des ten-
 dances, peuvent se trouver
 des jeunes, elles ont parti pris de
 psychodrame et leur goût de
 catharsis, nombreuses sont les
 femmes qui admettent mainte-
 nant qu'il est absurde de faire
 du féminisme, de l'humanité du
 mouvement, ce vernis qui embellit
 si longtemps la grande position
 inévitables, mais qui contribue
 parfois à la figer.
 Les femmes se croisent plus de ne
 pas d'accord entre elles...

MICHELE SOLAT.

MICHELE SOLAT

LE PREMIER CONGRÈS DES CENTRES «PORTES OUVERTES»

« Il est vital d'être écouté »

De notre correspondant

Rennes. — La fédération nationale des associations de Partis
ouvriers de France — qui accueillent des personnes en
difficulté — a réuni son premier congrès à Rennes et à Saint-
Vincent-sur-Oust (Morbihan) au cours duquel le point sur l'activité
de la fédération a été examiné. Cette rencontre a permis de faire le point sur l'état
de fonctionnement des Partis français. Il en existe neuf depuis
la création du premier, contre six à Lyon, deux à Paris, un à Cler-
mont-Ferrand, à Rouen, deux à Dijon, à Rennes et à Bor-
deaux. Deux Partis accueillants exercent dix professions
différentes. Les permanences à raison de quatre heures en moyenne
par semaine. La formule existe en Europe depuis quarante
ans, spécialement en Angleterre, aux Pays-Bas et en Allemagne.

« Tout homme possède en lui-même la solution à ses problèmes. Tel est le principe de base de ces centres d'aide morale et psychologique qui offrent aux visiteurs la garantie de l'anonymat et la satisfaction de s'exprimer. Ce sont ceux qui ont le courage de venir pour trouver un interlocuteur. « Il est vital pour l'homme d'être écouté, c'est une nécessité

Au cours du congrès, diverses propositions ont été examinées.

Les **gens** **de** **la** **ville** **doivent** **être** **disposés** **à** **recevoir** **les** **visiteurs** **qui** **se** **présentent** **à** **leur** **centre** **où** **ils** **se** **tiennent** **prêts** **à** **pour** **le** **cas** **où** **ils** **seront** **confrontés** **avec** **des** **gens** **qui** **ont** **l'agressivité** **de** **certaines** **visiteurs** **». «** **Laisser** **l'œuvre** **s'exprimer** **, c'est** **avoir** **assumer** **son** **autorité** **, être** **capable** **de** **se** **faire** **respecter** **et** **de** **se** **faire** **entendre** **»,** **explique** **l'un** **des** **directeurs** **des** **visiteurs** **ne** **sont** **pas** **tous** **des** **«** **paumés** **»,** **mais** **plus** **généralement** **des** **gens** **qui** **souffrent** **de** **la** **notion** **de** **la** **spécificité** **de** **la** **géographie** **ou** **politique** **de** **leur** **ville** **et** **à** **qui** **un** **insupportable** **». «** **Ainsi** **, l'image** **du** **casque** **de** **police** **est** **de** **venue** **un** **symbole** **de** **rencontre** **où** **chacun** **vient** **franchir** **le** **seuil** **d'un** **monde** **ouvert** **à** **des** **volontés** **de** **volonté** **». Des** **visiteurs** **pourraient** **être** **accueillis** **par** **des** **hommes** **qui** **ont** **l'habitude** **de** **pendant** **des** **années** **de** **travailler** **avec** **prudence** **et** **de** **se** **faire** **respecter** **et** **de** **se** **faire** **entendre** **»,** **explique** **l'un** **des** **directeurs** **des** **visiteurs** **ne** **sont** **pas** **tous** **des** **«** **paumés** **»,** **mais** **plus** **généralement** **des** **gens** **qui** **souffrent** **de** **la** **notion** **de** **la** **spécificité** **de** **la** **géographie** **ou** **politique** **de** **leur** **ville** **et** **à** **qui** **un** **insupportable** **». «** **Ainsi** **, l'image** **du** **casque** **de** **police** **est** **de** **venue** **un** **symbole** **de** **rencontre** **où** **chacun** **vient** **franchir** **le** **seuil** **d'un** **monde** **ouvert** **à** **des** **volontés** **de** **volonté** **». Des** **visiteurs** **pourraient** **être** **accueillis** **par** **des** **hommes** **qui** **ont** **l'habitude** **de** **pendant** **des** **années** **de** **travailler** **avec** **prudence** **et** **de** **se** **faire** **respecter** **et** **de** **se** **faire** **entendre** **»,** **explique** **l'un** **des** **directeurs** **des** **visiteurs** **ne** **sont** **pas** **tous** **des** **«** **paumés** **»,** **mais** **plus** **généralement** **des** **gens** **qui** **souffrent** **de** **la** **notion** **de** **la** **spécificité** **de** **la** **géographie** **ou** **politique** **de** **leur** **ville** **et** **à** **qui** **un** **insupportable** **». «** **Ainsi** **, l'image** **du** **casque** **de** **police** **est** **de** **venue** **un** **symbole** **de** **rencontre** **où** **chacun** **vient** **franchir** **le** **seuil** **d'un** **monde** **ouvert** **à** **des** **volontés** **de** **volonté** **». Des** **visiteurs** **pourraient** **être** **accueillis** **par** **des** **hommes** **qui** **ont** **l'habitude** **de** **pendant** **des** **années** **de** **travailler** **avec** **prudence** **et** **de** **se** **faire** **respecter** **et** **de** **se** **faire** **entendre** **»,** **explique** **l'un** **des** **directeurs** **des** **visiteurs** **ne** **sont** **pas** **tous** **des** **«** **paumés** **»,** **mais** **plus** **généralement** **des** **gens** **qui** **souffrent** **de** **la** **notion** **de** **la** **spécificité** **de** **la** **géographie** **ou** **politique** **de** **leur** **ville** **et** **à** **qui** **un** **insupportable** **». «** **Ainsi** **, l'image** **du** **casque** **de** **police** **est** **de** **venue** **un** **symbole** **de** **rencontre** **où** **chacun** **vient** **franchir** **le** **seuil** **d'un** **monde** **ouvert** **à** **des** **volontés** **de** **volonté** **». Des** **visiteurs** **pourraient** **être** **accueillis** **par** **des** **hommes** **qui** **ont** **l'habitude** **de** **pendant** **des** **années** **de** **travailler** **avec** **prudence** **et** **de** **se** **faire** **respecter** **et** **de** **se** **faire** **entendre** **»,** **explique** **l'un** **des** **directeurs** **des** **visiteurs** **ne** **sont** **pas** **tous** **des** **«** **paumés** **»,** **mais** **plus** **généralement** **des** **gens** **qui** **souffrent** **de** **la** **notion** **de** **la** **spécificité** **de** **la** **géographie** **ou** **politique** **de** **leur** **ville** **et** **à** **qui** **un** **insupportable** **». «** **Ainsi** **, l'image** **du** **casque** **de** **police** **est** **de** **venue** **un** **symbole** **de** **rencontre** **où** **chacun** **vient** **franchir** **le** **seuil** **d'un** **monde** **ouvert** **à** **des** **volontés** **de** **volonté** **». Des** **visiteurs** **pourraient** **être** **accueillis** **par** **des** **hommes** **qui** **ont** **l'habitude** **de** **pendant** **des** **années** **de** **travailler** **avec** **prudence** **et** **de** **se** **faire** **respecter** **et** **de**

Une formation permanente

Trente-huit et demi pour cent des visiteurs peuvent être classés dans la catégorie « ouvriers-»

DANIEL MORNET.

moyenne », 14 % appartiennent à la bourgeoisie, 4 % sont prolétaires, 4 % sont des étrangers. Pour un vizirant, le risque d'être identifié peut être un obstacle dans les villes de petite taille.

Les « associations » sont généralement dirigées par des spécialistes. Certaines « vocations » sont motivées par le besoin de « combler un vide ». D'autres participent d'un besoin de « donner du soi » à une communauté névrosée exigeant une compétence qui n'est pas à la portée de « n'importe qui ». Les membres de « Portes ouvertes » doivent s'entraider à une formation de volontaires.

MALIN, une importante association

L'Association des Français libres a réuni son conseil à Lyon en présence d'un quart-vingt membres venus de Paris, Londres, New-York, Beyrouth, Saint-Pierre-et-Miquelon, etc. L'association, qui compte vingt-cinq mille membres (contre dix-huit mille en 1940), a trente-quatre sections. Les Français libres, a déclaré son apollinaire absolu et a voté une motion attitant l'Assemblée nationale publique sur la renouveau nationale d'organisation nationale.

1977: LE TRAVAIL MANUEL ENTRE A L'ECOLE. VOS QUESTIONS ET LEURS REPONSES

Traditionnellement, le système éducatif et culturel français accorde une priorité excessive à la parole sur le geste, à l'abstraction sur l'expérience. Il tend à rejeter le travail manuel comme valeur éducative.

Aussi la France est-elle un des rares pays modernes où survive un antagonisme entre le travail manuel et l'école. La structure du système éducatif, telle que l'a définie la loi d'orientation de 1975, qui sera appliquée à la rentrée 1977, et la revalorisation du travail manuel, ont en commun ce souci majeur : réconcilier le travail manuel et l'école.

Cette réforme, qui implique un profond changement des mentalités et des habitudes, concerne tous les enseignants, tous les parents.

C'est à leur intention que M. René HABY, Ministre de l'Éducation et M. Lionel STOLERU, Secrétaire d'Etat à la Condition des Travailleurs Manuels, organisent UNE GRANDE SOIRÉE D'INFORMATION ET DE DIALOGUE, le mercredi 1^{er} juin, de 17 h 50 à 21 h 30, dans le grand auditorium du Palais des Congrès, Porte Maillot à Paris.

**une soirée d'information
et de dialogue
mercredi 1^{er} Juin C.L.P. Porte Maillot.**

Des invitations à cette soirée peuvent être obtenues en écrivant au Secrétariat d'Etat au Travail Mannel, 127 rue de Grenelle, 75007 Paris ou téléphonant au 567.55.44 P. 59.68.58.86.59.67.

le Ministre de l'Éducation et le Secrétaire d'État à la condition des travailleurs manuels communiquent.

Les lois Marie, Barangé et Debré

L'enseignement catholique (qui représente 93,17 % de l'enseignement privé) scolaire compte 992 000 élèves (dont 100 000 pré-scolaires et 100 000 dans l'enseignement secondaire). Les relations de l'enseignement privé avec l'Etat sont régies par plusieurs lois.

● LES LOIS MARIE ET
BARANGE.

En 1951, la loi Marie a ouvert aux élèves des établissements privés le droit de bénéficier des bourses. La même année, la loi Barangé a attribué une allocation scolaire aux familles, que leur enfant soit dans une école publique ou privée. Depuis 1964, cette allocation est versée directement aux établissements (38 F par an et par élève de l'enseignement primaire et du premier cycle).

● **LA LOI DEBRÉ**
C'est la loi Debré du 31 décembre 1959 qui a véritablement établi de nouvelles rup-

ports entre l'Etat et l'enseignement privé. Depuis cette date, les écoles privées peuvent bénéficier de deux types de subventions avec l'Etat.

Dans le contrat simple, qui concerne essentiellement les écoles primaires, l'Etat prend uniquement en charge le traitement des

Dans le contrat d'association, les maîtres sont payés par l'Etat, qui participe en plus aux frais de fonctionnement en versant une somme appelée « forfait d'entretien » aux établissements. En contrepartie, ceux-ci doivent se conformer aux règles en vigueur dans l'enseignement public et notamment aux horaires. Au total, 98 % des écoles catholiques ont conclu l'un des deux contrats avec l'Etat.

● LA LOI HADY
La réforme Hadry établit des « passerelles » pour les élèves entre l'enseignement privé et l'enseignement public, et cela dans les deux sens.

LA NATIONALISATION
DE L'ENSEIGNEMENT
ET LE PROGRAMME COMMUN

Dans le chapitre consacré à l'éducation nationale, le programme expose les succès exposés, notamment, sous le titre : « Un public unique et varié » : « Tous les secteurs de l'enseignement initial et une partie importante de l'éducation permanente seront réunis dans un public unique et varié dépendant du ministère de l'éducation nationale. La collation de grades et la délivrance de diplômes sont l'élément antio-

2) Dès la première législature, les établissements privés — qu'ils soient patronaux, à but lucratif ou confessionnel — et les établissements publics seront, en règle générale, nationalisés. L'éducation nationale progressive de leurs personnels, les procédures garantissant le droit d'option, le respect des qualifications, le bénéfice des avantages du service public. Les transferts nécessaires de locaux, d'équipement, d'outillage, de matériel, de droits de propriété, de situation des locaux ou des personnels des établissements privés ne recevant pas de fonds publics, seront réglés par un examen de la situation de chaque établissement.

Les fidèles se prononceront sur l'opportunité de scinder le diocèse en deux

Besançon. — Le diocèse de Besançon sera-t-il donné en deux ? Y a-t-il lieu de placer les zones pastorales de Belfort et de Montbéliard dans un seul et même diocèse ? C'est tout simplement l'autorité d'un nouvel évêque qui est en jeu. Les membres des conseils pastoraux de Belfort et de Montbéliard de la constitution, possible d'un nouveau diocèse, ont été réunis à l'évêché de Lausanne, sous la présidence de M. Lallier, archevêque de Besançon, a notamment relevé que « la population, en majorité ouvrière, est de plus en plus étrangère, les cadres de l'industrie, sollicités que l'évêque ne peut que chercher à combler, sont de plus en plus étrangers, les cadres de la culture, de plus en plus étrangers, les autres, prêts une grande attention à la vie de tous, se demandent avec les prêtres et les pasteurs, comment servir le Seigneur et accomplir la parole de Dieu » tout un peuple qui le cherche souvent et son Vierge ».

[illegible]

Cette région, au total, cent vingt mille habitants, l'évêque de Besançon peut-il y conduire une action missionnaire profonde et efficace ? Il ne le croit pas. Il propose, comme elle se pose pour la région parisienne, Le Maître un séminaire de formation.

Mais, contrairement à ce qui s'est passé pour la création de ces nouveaux séminaires, la réponse est négative. L'absence de concentration de la population. A cet effet, un diocèse dans lequel se trouvent des paroisses aussi éloignées que Belfort-Montbéliard. Ce questionnaire, qui doit donner l'occasion d'engager une réflexion sur les problèmes qui se posent dans la région, est donc, à l'heure actuelle, à propos de son évangelisation.

Le schéma proposé s'aborde tout d'abord les questions de la formation des prêtres, des religieux, des missionnaires, des laïcs.

nomène la présence des mil-
lions de travailleurs qui, par leur
travail, assurent le bien-être de
tous. Ce sera imposé par la
saine doctrine de mieux cerner « la
réalité humaine de cette région »
et de définir « la mission
des chrétiens dans la
économie au milieu d'eux ».

L'enquête, qui a été menée
du 8 juillet, a permis de constater
le mouvement des ACC, les paroisses
et les autorités civiles, les
syndicats et les associations.
Le compte rendu a été présenté
à la Conférence épiscopale et la Confé-
rence épiscopale a donné leur
accord et leur approbation.

CLAUDE PARROT.

Les catholiques traditionnels ont quitté le 20 mai à l'après-midi l'église Notre-Dame de Besançon qu'ils occupaient depuis dimanche matin de la messe à 11 h 30. Mme A. Sutafoce, animatrice du mouvement traditionneliste, a déclaré qu'elle et M. Mourau, du diocèse de Nancy, ont à l'origine de cette occupation, à l'édifice religieux où elle est responsable de la paroisse Notre-Dame.

Le renouveau charismatique cherche à définir son statut à l'intérieur de l'Eglise

Lyon. — De huit mille à dix mille chrétiens se sont réunis à Lyon du 28 au 30 mai pour le rassemblement national des groupes et communautés du nouveau charismatique, sur le thème « Pentecôte pour l'unité ». La dernière grande manifestation de ce genre a eu lieu à Rome en 1975.

Apparu dans l'Eglise catholique aux

[illegible]

La Pentecôte est la fête du Saint-Esprit. Pendant ce huitième jour de la Pentecôte, la messe est dite à 10 heures. Les pèlerins de la ville ont rendez-vous à 11 heures à leur lieu de pèlerinage. Les pèlerins de la ville ont rendez-vous à 11 heures à leur lieu de pèlerinage. Les pèlerins de la ville ont rendez-vous à 11 heures à leur lieu de pèlerinage.

Etats-Unis il y a dix ans et en France il y a cinq ans, ce mouvement, né en milieu protestant au début du siècle, ne cesse de croître et de s'affirmer. Cette spectaculaire qu'est son origine, il voudrait définir son statut à l'intérieur de l'Eglise et cher-

— et plus s'appro-
che de l'espérance
— et ainsi se réalise
— un grand
des groupes de prière,
le fruit de l'a

Après la communie
min-Neut, née à Li-
quatre ans sur les pen-
siers, il y eut celle de
la fraternité de Jésus-
celle de la Théophan-
peller. Chez les pro-
moyens d'âge, on a
guar, depuis années 30,
gnaler la communauté
mes, celle de Gagnier,
de la Focte ouverte

[illegible]

nouvelle étape

... se développe
... rapidement qu'à
... plutôt à
... aborde la nou-
... de ... où
... mis moins les
... glo-
... don de guérison.

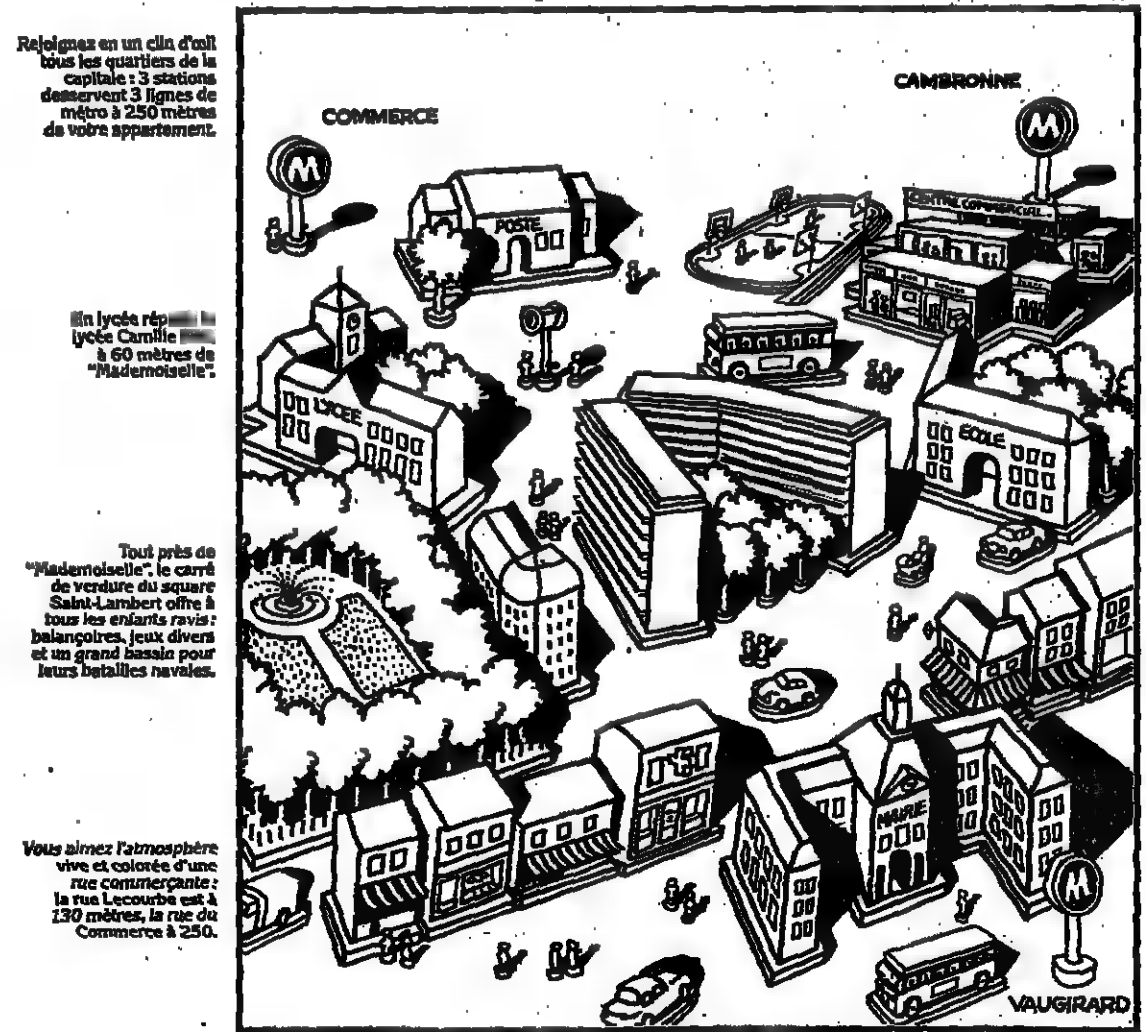
chant, d'une part, à dissiper les
d'une hiérarchie jalouse de son autorité
sur la spiritualité des chrétiens, de
l'autre, à répondre aux objections de ceux
qui voient dans le renouveau un mouve-
ment réactionnaire qui favorise la fuite
du monde : l'évasion et l'engagement
politique.

C'est le dernier point, toutefois, qui revient le plus souvent dans la conversation : le caractère de la monnaie est caractéristique : comment peut-on mener une lutte politique s'il n'y a pas tout le monde ? A ce point, peut-être délégué C.G.T. et chrétien, répond Jacques Marin, prêtre ouvrier depuis neuf ans : « C'est un baptême l'atelier, ayant reçu il y a trois ans, qui donnait son témoignage lors de l'atelier sur Prière et politique. »

[illegible]

AÉRONAUTIQUE

Succombez aux charmes de "Mademoiselle"



Du studio au 5 pièces
et quelques armoires
d'artistes (2 pièces
en duplex avec jardin).
Tous les appartements,
sauf quelques studios,
possèdent balcon
jardin privatif.



"Mademoiselle", un bel
immeuble classique et
de qualité, un petit enclos
potable dans un quartier
vivant: quand on aime
l'animation on exigeant
de vivre au calme.



BUREAU DE VENTE SUR PLACE

CIME 538.52.52

52 rue Mademoiselle. 15^e

ous d'aller au bois
 ur être sportif avec les
 uveaux équipements du
 rtier de la Sablonnière:
 orte de poneys, terrasses
 sports, salles d'édu-
 tion physique, crèche,
 ale, etc.

Les enfants n'ont qu'une
seule école. Juste en face
"Mademoiselle".

collis urgent.
La fiche d'état civil, des
enseignements sur les
sports du quartier
poste et la mairie sont
50 mètres.





« Écartelé
entre toi et politique »

Mais, à force de chercher l'aveu des autorités ecclésiastiques sur la question, on a fini par découvrir l'Église, ce que l'on pas juste le moment d'éclairer l'esprit, de trouver les chemins battus sur de nouvelles terres. Bien des fois, on se demande si l'Église est une réaction ou une révolution. L'Église postcoloniale.

Redécouverte de la prière et du silence, l'action de grâce, les cantiques pleins, sermons fondamentaux, sensibilité qui frappe l'hygiène ou au parité de la prière et de la doctrine. L'Église de la Forçanne collectif, le communisme systématique de l'engagement politique et du nom de la charité chrétienne. Dans le monde, qui s'agit dans les critiques qui nous pressent.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Jacques Favet, directeur de la publication
Société Savoyat.

 L'imprimerie
du « Monde »
8, r. des Minimes
PARIS-IX

 1975

Reproduction interdite de tous articles,
sans accord avec l'Administration.

Concession de droits de reproduction

Dans un monde
d'espérance
une revue pour
la foi aujour
Fidélité l'expérience e
BON D'ABONNE
A l'Agence A. P. A.

**LA ROUMANIE
CONSTRUIRA SOUS LICENCE
UN MOYEN-COURRIER
DE CONCEPTION BRITANNIQUE**

Londres (A.F.P.) — La Grande-Bretagne a cédé à la Roumanie les droits de transit aérien sous licence de son avion de transport à réaction SAC I-11. Un protocole d'accord signé par le roi et le prince régent a été signé samedi 28 mai à Londres.

Cela signifie lundi 29 mai à Londres.

Il prévoit le développement progressif de la production des pièces de cet appareil et éventuellement sa construction industrielle par le Grupal Aeronautica Bucuresti. Les ateliers roumains fabriquent depuis deux ans quelques centaines de pièces pour la contrepartie de commandes de cet appareil (SAC total) par la compagnie aérienne roumaine Tarom.

Le SAC I-11 est un bi-moteur à hélice transporter jusqu'à vingt-deux personnes avec une vitesse de croisière sur moyenne de 300 km/h.

Le SAC I-11 sera utilisé par la force armée de l'aviation de la Roumanie à partir du début de l'année prochaine.

Le SAC I-11 sera utilisé par la force armée de l'aviation de la Roumanie à partir du début de l'année prochaine.

La Roumanie a déjà concédé sous licence l'utilisation

Alouette-III.]

de en quête
et de paix
clairer votre vie

ourd'hui

souscrivant à cette

MENT D'ACCUEIL

Dans un monde en quête
d'espérance et de paix
une revue pour éclairer votre vie

la foi aujourd'hui

BON D'ABONNEMENT D'ACCUEIL
 Adresser à « LA FOI AUJOURD'HUI »,
 5, rue Bayard, 75380 Paris CEDEX 08

3 Numéros pour le prix de 2, soit 10 F seulement.

Adresse

.....

s'abonne 3 mois à LA FOI AU MONDOPOLY -

vous règle, ci-joint, 10 F par chèque bancaire ou chèque postal (3 volets), à l'ordre Bayard-Presses. CCP 1668 Paris.

21

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

Le petit monde des «scanners»

Une compétition internationale farouche en radiologie

La **RAYON** 1^{er} Ritr, un **axial** couplé **ordi-**
 çais un **va** **présenté** **la** **par** la **Compagnie**
 générale de radiologie. Ce nouvel appareil, **la**
 encore améliorer les performances **l'explo-**
 ration radiologique du cerveau.

Il s'agit de venir **l'avant-garde** française
 la compétition **scanners**. Car compétition **Inter-**
 nationale **il y a** pour **de** **placer** **le** **marché**
 appareils qui coûtent de **à** **millions** **francs**,
 qui exploitent **ou** **le** **rayon**, qui
la **radiologie** une nouvelle dimension et

L'invitation faite aux journalistes est significative.

« Aux Etats-Unis, ils avaient
 scanners, et l'on
 supermarchés des
 des consommateurs américains
 pour que ceux-ci puissent
 moyennant finances — sentir
 les produits, les goûter, les
 grammes à répétition n'étaient pas
 à cereale,
 ou que leur soignée élégance
 leur permettait de faire un
 cancan du jape ou du parricide,
 dans ce... le la libre entreprise
 par excellence, ils se sont sentis
 cette expansion... from a
 Ainsi s'exprime un
 de la santé qui tente de faire
 la France ».
 la production de matériel de
 qualité et grande consommation de
 l'achat de cette
 à la brique avant même
 l'achet du premier appareil l'in-
 vasion d'appareils étrangers
 à l'égard des appareils français
 des directions
 premier lourd et coûteux, comme
 le prévoit la carte sanitaire.

Fonctionnement ou sur le point d'être mis en service cette année. Trois autres types apparaissent : **EMT**, charpentier, notre connaissance, au moment de la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.). Deux, l'un à Marseille, l'autre à Lyon, proviennent de la firme EMI britannique, à laquelle nous devons les mots « bob » et « fixation ». Le troisième, un **Orwell Siemens**, fonctionne à Marseille. Tous les autres sont des scanners fabriqués soit par la C.G.R., soit par des firmes américaines, Acta et Varian, avec lesquelles la C.G.R. a passé un

leur scientifique et économique de cet examen en épidémiologie. L'appareil (qui lui a été offert par un mécène) a permis de révéler des infections, y compris osseuses, par des procédés classiques, mais pas décelées et, partant, d'éviter à certains malades des hospitalisations abusives et des traitements douloureux, coûteux et inutiles.

Le ministère de la santé et de la sécurité sociale, très réticent sur l'utilité de l'appareil « corps entier », semble quelque peu convaincu cependant de cet intérêt-là puisque les autorisations de paiement du nombre limité visant en priorité des centres ou des services de cancérologie.

Des normes ~~ont~~ ont été établies ~~par~~ par le ~~ministre~~ de discussions et de négociations entre les radiologues, qui se plaignaient du retard pris par la médecine française, la sécurité sociale, qui craignait (et craint toujours) la facture, les fabricants et les pouvoirs publics qui, à l'aide d'arguments techniques parfois justifiés, ont mis un frein à l'usage du matériel étranger pour laisser à l'industrie française de la radiologie, ~~la~~ la ~~main~~ est excellente, le temps de démar-

[illegible]

Enfin, sur le plan international, il reste quelques questions sans réponse. Les États-Unis ont officiellement l'attention : pourquoi les firmes du monde entier ne se précipitent-elles pas vers la Sarouche (GMI, l'inventeur), la plus grande difficulté à écouler sa production étant la plupart des fois le manque de clients ? Le marché est déjà saturé ou sur le point de l'être, et limité par des normes plus ou moins strictes ? Les autres firmes du monde d'un scanner, on voit mal comment remobiliser les efforts de la Sarouche, qui a déjà été récemment entravé par les différends industriels lorsqu'il ne reste en Europe, aux États-Unis et en Japon, que des clients potentiels à convaincre. Alors, on peut imaginer deux hypothèses : ou bien un nouveau marché va se créer, ou bien la Sarouche sera détruite sous la pression des médias et du public, qui l'accablent plus les autres procédés, ou bien elle sera achetée par une firme japonaise, dans l'attente d'une

Notre pays a droit à un appareil par million d'habitants ; aujourd'hui, quarante-sept autorisations d'installations sur cinquante prévues ont déjà été accordées dans la proportion de deux tiers pour l'exploration du cerveau et un tiers pour le corps entier. Quarante ont été accordées à des personnes publiques et non lucratives, deux cliniques à profit incertain. L'une à Nennily qui, pour la circonstance, s'est groupée avec d'autres cliniques, l'autre à Saint-Etienne, après avoir passé convention avec l'hôpital, celle-ci en a obtenu l'autorisation.

Le troisième type relève de l'association.

Pour le corps entier, ces appareils offrent la possibilité d'avoir des images superbes dont beaucoup peuvent être obtenues, *main* belles mais aussi significatives pour les médecins, par des appareils plus classiques et moins coûteux.

En oncologie toutefois, ces appareils « corps entier » paraissent d'une certaine utilité. Le docteur Jan de Winter, cancérologue et radiologue, a procédé en Grande-Bretagne à l'aide d'un appareil EMI à la brulure cancéreuse dans une certaine tumeur cancéreuse de Brighton, *ill* une brillante démonstration de la va-

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

(1) *Le Monde*, à plusieurs reprises, a mentionné les performances techniques des Scanners, notamment le 28 février, 17 novembre 1978.

L'interdiction en Suisse des « pilules à bronzer » est exclusivement d'ordre administratif

Pourquoi une caution médicale ?

l'utilisation en France de
brouzais — importés de
France et consommés dans
deux centimes valons de la
France — Vaud et Genève
— a soulevé une certaine
attention dans les milieux
français et les anglais — mi-
nistré. Pourquoi cette mes-
sure ? Pourquoi dans des
dangers que les autorités mi-
nistérielles françaises seraient
méconnues ? et que les Suis-
ses, pour leur part, seraient
désolés ?

qu'ils n'ont dénoncé ici des risques toxicologiques, surtout tant des doses nécessaires à la cure. Ces doses, disent-ils, sont plus élevées que celles indiquées aux maxima journaliers par un protocole mixte FAO-OMS (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et Organisation mondiale de la santé), qui insiste sur la nécessité d'administrer de petites doses répétées au lieu de la médication.

[illegible]

Un substitut

[illegible]

Il s'agit donc, cependant, de deux points : d'une part, l'une des deux parties du « beta-carotène » préserveur de la vitamine A, dont l'excessif, dans l'écoulement, entraîne, en conséquence, pourrait nuire à la croissance du fœtus ; d'autre part, le produit en question, en cas de grossesse — ce que mentionne d'ailleurs sa notice.

Un autre bien, son produit, est la vitamine qu'il contient, et qui, en cas de grossesse, est susceptible de provoquer, par conséquent, une protection contre les risques de la grossesse. Le docteur Aaron-Brunette, qui a fait procéder, à la fin de l'année 1967, à une expertise clinique pour l'une des deux spécialités en cause, insiste sur la nécessité d'en avertir les utilisateurs, car les effets nocifs d'une translocation

Reste une autre interrogation. A quel correspond cette consommation — par nature — de 100 francs ? Le bourgeois ou ce qui en tient lieu, apparemment un impératif catégorique du printemps, et l'exhibition d'un « *bon goût* » ? Sans l'avoir pu conclure, nous en avons néanmoins dit assez pour que le lecteur qui souprait, ait dit : « C'est une consommation imbecile » ?

CLAIRE BRISET.

Les deux pays se proposent de faire que les médicaments consommables sanitaires suisses disent d'abord leur affaire en France, avant d'être distribués en France, à toute diffusion. Par conséquent, elles n'ont pu autoriser aucune vente, et la distribution, ces produits, les mêmes deux cantons téléphoniques, était ce fait — et de ce fait ne se — illegals. Mais on ne — porte, à Bern, au moment où les deux produits — il ne s'agit là d'une mesure administrative, mais d'une mesure nécessaire. En ce qui concerne les ventes, en France, de ces pilules, elles atteignent des chiffres étonnants. Elles sont vendues en France, par exemple, 500 000 boîtes ! (Dans son pays, elles sont nécessaires — traitement.)

Les experts s'accordent à dire

ROBERT & RENÉ
 -13, Rue du Fbg du Temple
 PARIS (10^e) - REPUBLIQUE
 boucherie
 "Grande Surface"
 service des consommateurs
PRIX DISCOUNT
 ouvert tout l'été

**TOUT CE QUI
SE TRANSFORME EN LIT
S'ACHÈTE CHEZ
CAPÉLOU**



**GRAND CHOIX DE MEUBLES LITS
1 ou 2 places • Toutes espèces de bois.**

CAPÉLOU

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS. XI^e • Métro Parmentier
Tél. 357.44.35

ES ET DES TECHNIQUES

Extraire le pétrole du « Bohlen »
EAU DE MER DE 60° A 80°

[illegible][illegible][illegible]

1. *Chlorophyll* and *carotenoids*
 are the pigments that give
 plants their green color.
 They are responsible for
 photosynthesis, the process
 by which plants convert
 light energy into chemical
 energy. Chlorophyll is the
 primary pigment, while
 carotenoids are accessory
 pigments that help capture
 light energy and transfer
 it to chlorophyll.

En toute logique

La barre magique et le nombre premier

3	4	6
5	5	7
7	9	2

12. These marks for "V" and "W" are made by the same person as the marks for "U" and "X" in the previous page. The marks for "V" and "W" are made by the same person as the marks for "U" and "X" in the previous page.

Les batailles d'aujourd'hui se gagnent à l'énergie.

Energie mot-clé de notre temps. Parce qu'il est
de l'économiser. Parce que nous
ons à une époque où le plus puissant gagne ;
puissance consomme de l'énergie.
pour Bertel, il n'y a pas de contradiction.
Par leur conception, les "Turbos"

Berliet allie puissance et économie.
C'est pourquoi Berliet a misé sur le Turbo et, seul
des constructeurs européens, offrira cette
année 24 modèles sur le marché.
Voici, dans la foulée du TR 280, des allés qui
permettront de gagner bien des batailles...

"turbos" berliet

GROUPE RENAULT



LA REDINGOTE DE KANDINSKY

• FRONT OFFICE
 MANAGER
 • NIGHT MANAGER
 • HEAD COOK
 • HEAD BAKER
 • FOOD & BEVERAGE
 MANAGER
 • EXECUTIVE CHEF
 • HEAD BARTENDER
 • LAUNDRY
 SUPERVISOR
 • TELEPHONE
 OPERATOR
 • PERSONNEL

source, le hifan proviendrait des
endocanes et des possibilités ac-
tuelles. S'agissant de la réunion
de deux artistes seulement — le
clarinetiste Harry Spornay et le
pianiste Polo — on pouvait paraître
suspect, mais, dans la mesure où
Harry Spornay se met également
au piano pour réaliser des « *com-
positions* », on peut lui apporter un
vaste *plaisir* nargués, de Karel Goey-
vaerts, où Polo de Haas joue un
peu de saxophones (*Morning after*
et *Afternoon*) et où Harry Spornay
incarne le musicien en retraite
dans une version à deux person-
nages d'*Alem*, de Mauricio Kagel,
et où Polo de Haas, qui d'ailleurs
possède assez de présence et d'*imagination* pour animer tout
un concert, se pose la question ne se
posant pas à lui-même, mais à son
auditoire, et qui, dans sa « *com-
position*, intense, presque religieuse,
d'*Un gusit incarnatus est*, de Kagel,
tandis que *Morricatius*, — le pianiste
Berberian, procurait un de ces
moments de détente dont on peut
prolonger sans honte. Ce deuxième
concert, qui se déroula à la salle
s'acheva le 5 juin avec un très bon
spectacle du guitariste Michel
Amicuz; d'ici là, à Poitiers et
à Angoulême, deux autres créations
d'*A'l'muro*, de Métrou, et de
Tambu, de *l'Introu*, de Michel Puig,
et des *Métamorphes*, d'Etienne Ber-
trand Weill.

ES	LA	LE	LE
28,00	28,00	28,00	28,00
34,00	34,00	34,00	34,00
40,00	40,00	40,00	40,00
46,00	46,00	46,00	46,00
52,00	52,00	52,00	52,00

OFFRES D'EMPLOI	LA	LE	LE
"Placards mensuels" 2 col. et +	40,00	40,00	40,00
(la ligne colonne)	42,00	42,00	42,00
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	9,00	9,00
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	70,00	70,00

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	LA	LE	LE
"encadrés"	28,00	28,00	28,00
"encadrés"	34,00	34,00	34,00
"encadrés"	40,00	40,00	40,00
L'AGENDA DU MONDE	28,00	28,00	28,00

offres d'emploi

Femme ? Femme
caractère
Femme réellement autonome
 Vous pouvez être celle que nous recherchons si vous savez mettre en phase les revendications de votre sexe et votre comportement quotidien réel dans la vie sociale et personnelle.
 Si vous avez 21 ans ou moins et une formation scolaire ou post-scolaire, notre structure d'accueil est faite à votre mesure.
 Nous sommes l'industrie la plus puissante du secteur tertiaire, l'entreprise la plus importante de tout le secteur privé, le département pilote de l'entreprise dans tous les domaines.
 Le niveau moyen de nos rémunérations n'a pas d'équivalent sur le marché du travail actuel.
 1^{re} lettre transmise à A.D. PUBLICITE, 11, rue de la République, 75001 PARIS, qui transmettra votre dossier à nos responsables.

COMPTABLE
diplômé
 pour une entreprise de 25 personnes, secteur tertiaire, Paris - Montparnasse.
 Adresser C.V. sous réf. 12565M à :
 P.S. CONSEIL, 8 rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

Le Monde
INFORMATION-EMPLOI
 Pour les lecteurs de ce journal, nous avons mis à disposition un service d'information-emploi. Ce service est accessible à tous les lecteurs de ce journal. Pour en bénéficier, il suffit de remplir et renvoyer le questionnaire ci-joint à :
 P.S. CONSEIL, 8 rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

G.I.E.
SECRETAIRE GENERAL 90 000+
 Le G.I.E. d'un groupe de 1000 personnes, produits matériels secondaires, basé à Paris offre le poste de Secrétaire Général.
 - Formation supérieure, + 35 ans, expérience pratique dans secteur d'activités identiques nécessaires.
 - Sera le permanent chargé d'animer, gérer, coordonner : travaux, études, commissions, etc... pour : les produits, achats, ventes, Marketing, etc...
 Env. CV + photo sous réf. 638.638 à :
 REGIE PRESSE, 85bis, rue Réaumur, 75001 Paris Cedex 02

INFORMATICIEN
 Il aura pour mission de définir et développer les systèmes de base de données en provenance des unités opérationnelles décentralisées.
 Il sera en liaison fonctionnelle avec la Direction Informatique chargée de la réalisation de ces systèmes et du siège international.
 Le candidat aura une formation informatique acquise dans une grande école d'ingénieur, complétée si possible par une formation statistique.
 Il devra justifier d'une expérience réussie d'au moins 2 ans en tant que chef de projet ayant mené des négociations à des niveaux très différents.
 Notre choix final s'orientera en fonction de la maîtrise des relations à l'intérieur de l'entreprise que présentera le candidat.
 Anglais parlé indispensable.
 Lieu de travail : Aubray
 Envoyer C.V. et photographies sous réf. C 19 à Jean-Pierre BRUN
 Services Recrutement
 RANK XEROX
 93602 AULNAY SUR BOIS

YAHARI
COMMERCIAUX
 pour une entreprise de 25 personnes, secteur tertiaire, Paris - Montparnasse.
 Adresser C.V. sous réf. 12565M à :
 P.S. CONSEIL, 8 rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

Leader dans sa branche Chimie, notre Société 150 000.000 C.A.
20% Export s'est donné comme objectif de devenir aussi le n° 1 dans sa branche BIENS D'EQUIPEMENTS DE TRAITEMENT DE SURFACE
 Elle renforce la structure et recherche son **DIRECTEUR DE DEPARTEMENT**
 De formation supérieure, l'ingénieur recherché aura acquis une expérience industrielle de moins 10 ans dans l'étude et la réalisation d'ensembles faisant appel à l'électrotechnique et à l'automatisme industrielle.
 Il aura pour mission de diriger une équipe de 25 techniciens, 30 professionnels, constituant le bureau d'études, le service des méthodes et l'atelier des fabrications.
 Dépendant directement de la Direction Générale, il sera pleinement maître de ses objectifs et des moyens à mettre en œuvre pour donner à son département un niveau de rentabilité satisfaisant. L'aptitude au commandement, le goût des contacts technico-commerciaux, des compétences en gestion industrielle sont requis pour réussir dans le poste.
 La société de la Société, son assise nationale sont des garanties de développement de carrière pour un candidat de tempérament.
 Le poste est à pourvoir en région parisienne.
 Adresser C.V., photographies et photo sous N° 3649 à :
 P.S. CONSEIL, 8 rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

PS Conseil
ADJOINT AU RESPONSABLE ORDONNANCEMENT
 65.000 F
 Une importante société française, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits de consommation courante, recherche pour son usine située dans la région parisienne un adjoint au responsable de l'ordonnancement.
 Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure, avoir acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de l'ordonnancement, et posséder une bonne connaissance des techniques de gestion.
 Adresser C.V. sous réf. A2565M à :
 P.S. CONSEIL, 8 rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

G.I.E.
SECRETAIRE GENERAL 90 000+
 Le G.I.E. d'un groupe de 1000 personnes, produits matériels secondaires, basé à Paris offre le poste de Secrétaire Général.
 - Formation supérieure, + 35 ans, expérience pratique dans secteur d'activités identiques nécessaires.
 - Sera le permanent chargé d'animer, gérer, coordonner : travaux, études, commissions, etc... pour : les produits, achats, ventes, Marketing, etc...
 Env. CV + photo sous réf. 638.638 à :
 REGIE PRESSE, 85bis, rue Réaumur, 75001 Paris Cedex 02

INFORMATICIEN
 Il aura pour mission de définir et développer les systèmes de base de données en provenance des unités opérationnelles décentralisées.
 Il sera en liaison fonctionnelle avec la Direction Informatique chargée de la réalisation de ces systèmes et du siège international.
 Le candidat aura une formation informatique acquise dans une grande école d'ingénieur, complétée si possible par une formation statistique.
 Il devra justifier d'une expérience réussie d'au moins 2 ans en tant que chef de projet ayant mené des négociations à des niveaux très différents.
 Notre choix final s'orientera en fonction de la maîtrise des relations à l'intérieur de l'entreprise que présentera le candidat.
 Anglais parlé indispensable.
 Lieu de travail : Aubray
 Envoyer C.V. et photographies sous réf. C 19 à Jean-Pierre BRUN
 Services Recrutement
 RANK XEROX
 93602 AULNAY SUR BOIS

EXPLOITANTS CONFIRMES
Classes V et VI
 Ces postes s'adressent à des candidats qui :
 - Sur le plan professionnel, ont une expérience bancaire de 3 à 4 ans, à la suite d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou bancaire.
 - Sur le plan personnel :
 - sont capables de travailler avec sérénité la gestion d'un portefeuille,
 - ont le goût de la recherche et de la prospection pour détecter de nouveaux besoins et de nouveaux clients.
 Sur le plan évolution de carrière, notre position parmi les premières banques privées de dépôt, nous permet de faire des propositions concrètes.
 Nous vous remercions d'adresser votre C.V. manuscrit avec photo et photographies sous réf. 1426 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris.

Importante Entreprise Alimentaire
 cherche pour développer son potentiel d'exportation, de recherches et de techniques :
1 INGENIEUR DIPLOME
 de grande école : ARTS ET METIERS - BCP ou similaire pour diriger un service d'ingénierie comprenant déjà plusieurs ingénieurs.
 Les études et réalisations porteront notamment sur :
 - le développement de l'outil industriel,
 - la mise au point des techniques,
 - la réalisation d'importants investissements.
 Une expérience similaire dans le domaine des biens de grande consommation est souhaitable.
 La connaissance de l'anglais serait appréciée.
 Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, n° 14172, CONTRESS Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 2.

Société de services aériens
 spécialisée dans les activités de Restauration recherche
un jeune chef de service informatique
 pour concevoir, réaliser et mettre en œuvre ses systèmes informatiques de gestion (gestion du personnel et paye, comptabilité, tableaux de bord, gestion des stocks et de la production).
 - Formation : supérieures niveaux ingénieur ou licence.
 - Expérience de 3 à 5 ans.
 - Equipement : ordinateur NCR 8200/80 K à disques, 3 écrans, imprimante, lecteur de cassettes.
 Envoyer C.V., photo et photographies sous réf. HOLL mentionnée à, enveloppe.
 PUBLIS CONSEIL
 EMPLOIS & CARRIERES
 30, rue Vercet, PARIS

GROUPE FRANCAIS NEGOCIE INTERNATIONAL
 recherche pour sa nouvelle filiale spécialisée dans la distribution pour les pays du Proche-Orient (principalement ARABES)
ACHETEUR
 MATÉRIELS ET PRODUITS SECOND ŒUVRE
 Formation universitaire INGENIEUR, TECH. SUP., CORDONNEUR DES TRAVAUX
 - Anglais courant
 - Expérience bâtiment chez négociant ou sur chantier.
 Lieu de travail : PARIS
 Disponibilité pour voyages.
 Envoyer lettre manuscrite, C.V. à n° 14401
 cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Société industrielle - 3000 personnes -
 proche banlieue Ouest de Paris, recherche son département Informatique et recherche un
INGENIEUR SYSTEME
 Il assurera l'assistance technique, sur IBM en OS/VS2, au niveau de l'exploitation et des études.
 De formation ingénieur ou maîtrise informatique, il possède une expérience de 2 ans minimum sur un système IBM OS/VS2 ainsi qu'une bonne connaissance des différents langages de programmation.
 Envoyez votre candidature sous réf. 31/M à :
 Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Hippolyte 75008 Paris, qui transmettra.

NOUS RECHERCHONS :
 pour une IMPORTANTE SOCIÉTÉ de TELECOM. (10000 personnes) appartenant à un groupe de très grande dimension :
JEUNE JOURNALISTE PROFESSIONNEL
LA FONCTION :
 Il fera, à titre d'essai, consommer et vendre un support écrit, première étape de la mise en place d'un programme complet d'informations internes.
LA CANDIDATURE :
 25 ans maximum. Formation supérieure souhaitée. Une expérience de 2 ans dans la Presse quotidienne complète et possible par une expérience récente dans la presse d'entreprise.
 C.V., n° 1436, CONTRESS Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 2.

BALLESTER MARECHAL CONSULTANTS
 Institut d'Etudes de Marché engagé
CHARGÉ (E) D'ETUDES
 pour mener des études quantitatives et qualitatives dans le domaine des produits grand public.
 Le candidat que nous souhaitons recruter doit avoir une formation supérieure et de bonnes notions d'anglais.
 3 à 5 ans d'expérience d'études de marché sur des produits similaires nous paraissent indispensables pour une intégration rapide dans la fonction.
 Adresser C.V. manuscrit, photo et photographies sous réf. 1476, à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris, nous avons chargé de la présélection.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRO-MÉNAGER
 recherche Paris-1^{er}
RESPONSABLE COMPTABILITÉ CLIENTS
 Libre immédiatement, 30 ans minimum.
 - Ayant expériences confirmées traitement comptable.
 - Capable animer un service de clients.
 Adresser C.V., photographies et photo sous réf. 14172, CONTRESS Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 2.

Important groupe français leader dans sa spécialité recherche pour une de ses filiales
CHEF de FABRICATIONS
 usine (400 personnes) située dans une ville agréable à 80 km Ouest Paris
 - Ingénieur formation textile,
 - 5 années d'expérience,
 - anglais parlé souhaitable,
 - possibilité de logement.
 Adresser C.V. photo et photographies sous réf. 5228 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Institut Pasteur
 PRODUCTION
 de **DIRECTION TECHNIQUE**
UN RESPONSABLE du Département Technique des Produits de Laboratoire
 FORMATION SOUHAITÉE :
 - Pharmacie - L.P.I. si possible.
 - 5 années d'expérience industrielle.
 Env. C.V. + photo au Département du Personnel, 31, rue du Docteur-Roux, 75013 PARIS

CHEF DE SERVICE SINISTRES
 Le Directeur du service d'une importante Compagnie d'Assurance en expansion recherche pour le remplacer son :
CHEF DE SERVICE SINISTRES I.A.R.D.
 Nous recherchons des candidats ayant :
 - 30 ans min. - Une formation supérieure en droit - Une bonne expérience des sinistres et du contentieux - Des qualités personnelles d'animateur et de contacts.
 Les candidats doivent adresser leur lettre manuscrite, C.V. (maxi) et photo récente sous référence à : CENORSA, 5, rue de Provence 75009 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
 Secteur mest res et contrôles des grandeurs mécaniques cherche dans le cadre de son développement **EUROPÉEN**
directeur commercial
 - Ayant une expérience probante de 10 ans minimum dans la fonction et dans un domaine d'activité tel que :
 - Process - Machines outils - Instrumentation.
 - Le candidat doit associer :
 - la maîtrise des hommes
 - la connaissance technique (formation ingénieur souhaitée)
 - l'efficacité commerciale
 - La langue anglaise est exigée.
 Adresser votre C.V. sous réf. 3671 à M. A. BORDES qui transmettra confidentiellement votre dossier.
 GAMMA SELECTION
 6, place d'Estienne d'Orves 75009 PARIS

banque
 internationale Paris, recrute pour son Contrôle de gestion **DIPLOME H.E.C.**
 Le poste implique :
 - des connaissances des méthodes de gestion,
 - le goût pour l'analyse et la faculté de synthèse,
 - un excellent esprit d'équipe. (réf. 8251/M)
CADRE
 Formation Grande Ecole assortie d'une expérience concrète dans le domaine de l'analyse fonctionnelle, en vue d'assumer la construction informatique d'applications bancaires, en collaboration avec les responsables des services.
 Le poste implique :
 - des connaissances bancaires approfondies sous l'aspect des opérations,
 - un sens de la synthèse et un esprit réalisateur,
 - des qualités d'animateur pour orienter les travaux de son équipe. (réf. 8252/M)
 Envoyer C.V., photo et photographies sous référence correspondante, à : I.C.A. qui transmettra.

Importante Société d'Édition
 en pleine expansion recherche **SPECIALISTE PUBLICITÉ DIRECTE V.P.C.**
 responsable du MAIL ORDER
 Il assurera le lancement et le suivi administratif des campagnes MAZ. Le poste a pour but de fournir rapidement des réponses précises à un candidat dynamique possédant plusieurs années d'expérience V.P.C. de préférence dans l'édition.
 Env. lettre manuscrite, CV et photographies à n° 14473 CONTRESS Publicité, 20, av. Opéra 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra.

challenge pour un chef de produits
 BSN-Gervais Danone propose à un diplômé d'Études Supérieures ayant 2 à 5 ans d'expérience du Marketing et produits de grande consommation, d'éviter la routine et de prendre en charge chez Gervais la réalisation d'objectifs motivants.
 - effet, responsable de la gestion des produits frais existants, il lui appartiendra, outre, sur un marché concurrentiel, d'élaborer, d'apporter et d'implémenter des stratégies innovantes, le dynamisme et la créativité sont à la conception, au développement et au lancement de produits.
 Ce challenge lui permettra d'enrichir son expérience et de s'ouvrir d'intéressantes perspectives d'évolution au sein du Groupe.
 Ce poste est à pourvoir à Lavallois-Perret.
 Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 06 M, à Jean Bérclé - BSN-Gervais Danone - 7, rue de Téhéran, 93000 Paris.
 bsn, gervais danone

INFORMATIQUE

**LA CONFÉDÉRATION NATIONALE
DEMANDE LA PARTICIPATION
DES USAGERS AUX DISCUSSIONS
SUR L'HABITAT**

FAITS ET CHIFFRES

■ **L'organisation des secours** (F.A.O.) a décidé d'attribuer 1,172 millions de dollars pour les victimes de la sécheresse qui a sévi récemment dans l'Etat d'Orissa, détruisant les récoltes de riz d'été, réduisant les rendements gravement et entraînant la mort d'un grand nombre d'habitants.

En outre, la F.A.O. a décidé d'attribuer 99 millions de dollars pour l'aide alimentaire pour l'ensemble du district, afin d'assurer le développement économique et social dans seize pays.

● La Fédération générale de l'agriculture (salariés agricoles C.F.D.T.) estime que « le développement de l'agriculture internationale française est compatible avec un élargissement de la C.E.E. et l'ouverture aux productions des pays arabes », deux conditions : « négociation globale avec les pays intéressés ; compensation des écarts des P.G.A.-C.F.D.T. considère qu'il est « essentiel d'améliorer nettement

Importantes... de la Grèce et
peler, note la F.G.A.-C.F.D. qu'en 1971, l'agriculteur français gagnait 8,50 F de l'heure, tandis qu'un Néerlandais touchait 13 F. Les patrons des Pays-Bas se sont-ils plaints de la concurrence des patrons français ? ».

● Les trois-cent quarante salariés de l'hypermarché Mammouth à La Seyne (Var) ont repris le travail hier après une occupation des locaux durant trente-six jours. Un accord salariale a été conclu entre la CGT et le syndicat patronal du secteur hypermarché, et le syndicat C.G.T. Les augmentations de salaires affecteront les salariés de la section des commissions paritaires des 3 et 4 mai à Lyon et du 18 mai à Toulon sans interférer malheureusement avec ceux qui sont plus de trois cents en présence, un virement exceptionnel de 47 F pour les salariés de la section des 15 juillet et 15 août. Afin de ne pas penser les salariés perdus du fait de la grève, des heures supplémentaires seront effectuées par le personnel sur la semaine minimale de deux heures par semaine pendant sept mois. La société des hypermarchés Mammouth prévoit, en période, une bonification d'une heure supplémentaire correspondante aux heures perdues. Ces heures seront également prévues... (Corresp.)

Le café et le soja ne sont pas les seuls produits sur lesquels la spéculation à terme fait rage actuellement aux Etats-Unis. On peut maintenant ajouter à

[illegible]

Cette affaire des millions spéculatifs, défilée par le « Wall Street Journal » dans deux de ses éditions du 26 mai, I.R.M. a, par exemple, reçu depuis mars onze envois très mille commandes pour son numéro 39-53, alors que le monde du mondial potentiel pour les ordres de la semaine de cette affaire ne compte guère mille cinq cents mille.

Cette spéculation a été par sans danger pour I.R.M., car elle a permis à ses propriétaires de révolution en marché. Pour éviter d'établir une situation moins saine, I.R.M. a d'ores et déjà décidé de faire signer, lors de la commande d'un de ses investisseurs, un document garantissant que l'acheteur n'a pas l'intention de revendre son droit de livraison à ... (A.F.P.)

... le biais des calculatrices
de poche programmables

S'ATTAQUE AU MARCHÉ DE LA MINI-INFORMATION

Premier fabricant mondial d'instruments électroniques, Tektronix ne fait plus que commencer ses ambitions dans d'autres secteurs qui représentent et dépassent le quart de son chiffre d'affaires. Spécialement, la fabrication d'instruments électroniques pour la pêche, la calculatrice de poche, le groupe américain s'attache avec ses nouveaux postes émetteurs-récepteurs radio Waltham, aux communications *Findfisher*, secteur qui connaît véritablement «boom» aux Etats-Unis.

l'offensive la plus spectaculaire
« T.L. » se développe sur l'hy-
drostatique. En annonçant la so-
lution d'une nouvelle calculatrice
à programmation facile (la T.L. 55)
pour un groupe restreint de boulevards
de la capitale, la firme a en fait
révisé moins de 3 000 F, la T.L.
utilise des modules pré-program-
més interchangeables de
la taille d'une petite boîte d'allu-
minium, ses capacités de mémoire
sont de 25 octets. A une ma-
chine de 50 centimètres de long, l'hy-
drostatique de modules est à
la disposition de la clientèle qui
peut ainsi choisir ses program-
mes : astronomie, calcul différentiel
et intégral ; mathématiques, physi-
que, statistique, topographie, trajecto-
rie, etc. Cette calculatrice possède un
écran de cartes magnétiques et
un clavier à 25 touches. Une ma-
chine à programmer capable de
calculer les trajectoires d'ob-
jets célestes, la T.L. 55, tout en « cou-
vrant » la clientèle des bureaux
d'ingénieurs, a été destinée aux
fabricants de robots et
d'armes, mais aussi contre
l'ennemi. « T.L. » a en effet
une section de développement
militaire. Ses clients sont
les armées. Ses grands
clients, l'Université, dont les
professeurs ont écrit les pro-
grammes, ont ; d'autre part, les fabrica-
nts de composants, tout en
étant des clients.

A L'ÉTRANGER

Les chiffres définitifs, pour 1976, indiquent qu'il a été perdu moins d'heures de travail du fait de grèves au Royaume-Uni qu'en France, et ceci pour la première fois. Depuis 1968, les heures perdues sur l'industrie française ont été en baisse, les statistiques. Bien qu'elle ait eu des résultats un peu meilleurs qu'en 1975, l'Italie demeure, et de loin, le pays le plus enclin à la grève, des quatre pays de la C.E.E. et l'Allemagne, en dépit de certains troubles survenus au printemps, le plus paisible.

L'exploitation de ce reversibilité des positions respectives de la France et de la Grande-Bretagne dans le jeu du monde a été l'un des buts du plan que les syndicats français, tout comme leurs homologues italiens, ont lutté — politique anti-inflationniste de leurs gouvernements, tandis que les travailleurs britanniques ont, dans l'ensemble, loyalement observé la politique nationale des revenus, acceptée par le TUC. Mais la réaction a commencé.

Les ouvriers qualifiés britanniques des industries de l'automobile, de l'acier, à l'aéroport de Londres et ailleurs, se sont rebel-

contre l'«accroissement» des
grèves. Les salaires résultant de
cette politique, et, au cours du
premier trimestre de cette année,
les grèves ont entraîné une perte
équivalente aux deux tiers de
celle de l'an dernier.

La France a débuté l'année par deux mois relativement calmes, mais les arrêts de travail largement suivis, en signe de protestation contre la politique économique du gouvernement, le 28 avril et lors de la grève générale le 24 mai, vingt-quatre heures du 24 mai, montrent que les Français sont plus déterminés que jamais à défendre leur niveau de vie. La grève qui a paralysé Rome le 15 mars a, en partie, un motif similaire.

français ont maintenu leur niveau de vie depuis le début de la récession, mais non les Italiens et les Britanniques. Ces derniers ont même subi en 1976 une baisse de 10 % de leur niveau de vie.

L'échelle mobile, calculée à partir des salaires de l'O.C.D.E. et des indices des prix à la consommation, a conduit à des augmentations réelles de salaires (entre 1974 à 1976) d'environ un neu-

de augmentations nominales en Grande-Bretagne, en Irlande en Italie, un quart en France et un tiers en Allemagne. Les taux de salaires ne consistent pas, bien sûr, une mesure du pouvoir d'achat des travailleurs, qui dépend des heures supplémentaires, des primes de rendement et de l'imposition. En Allemagne, les gains ont augmenté légèrement plus lentement que les taux salariaux depuis la fin des années 1970, mais les deux ont augmenté de façon substantielle. En Grande-Bretagne, considérablement plus lentement, bien qu'ils aient augmenté relativement plus

pendement depuis juillet-dernier.
Sur le plan des salaires, inclinant les
soutre perdus pour fait le gros,
les taux d'incidence ne sont pas
comparables à ceux qui seront
éventuellement payés par le T.O.
et les O.T. (O.T. intéressés par le
travail) à la fin de l'année, car
sont calculés d'après le nom-
bre total de salariés, et non pas
sur celui des quatre principales
industries. Des ajustements
devront être faits, car la France
et les Etats-Unis n'incluent pas
les salariés agricoles dans leurs
statistiques.

ERIC WIGHAM.

ERIC WIGHAM.

	FRANCE		R. F. A.		ITALIE		ROYAUME-UNI		ETATS-UNIS	
	NOMBRE DE JOURS SALAIRÉS	Par 1 000 salariés	NOMBRE DE JOURS SALAIRÉS PERDUS	Par 1 000 salariés	NOMBRE DE JOURS SALAIRÉS PERDUS	Par 1 000 salariés	NOMBRE DE JOURS SALAIRÉS PERDUS	Par 1 000 salariés	NOMBRE DE JOURS SALAIRÉS PERDUS	Par 1 000 salariés
1974	3 577 000	197	1 061 000	49	17 033 000	1 342	14 168 000	647	47 002 000	383
1975	3 572 000	200	930 000	3	14 004 000	1 196	12 018 000	285	31 227 000	261
1976	3 661 000	208	854 000	21	11 904 000	1 260	9 225 000	166	37 996 000	464

En Arabie Saoudite		Augmentation annuelle de la valeur nominale et réelle des taux horaires de salaires (en %)							
	Année	FRANCE		ALLEM. F.R.G.		ITALIE		ROY.-UNI	
		Nomin.	Réelle	Nomin.	Réelle	Nomin.	Réelle	Nomin.	Réelle
1974	19	5	12	5	22	3	17	1
1975	17	5	9	3	27	5	20	4
1976	18	5	6	2	21	4	26	4
1977	—	—	—	—	—	—	—	—
Janv.	16	6	(1)	(2)	20	5	9	5
Février	—	—	—	—	25	11	6	9
Mars	—	—	—	—	25	11	7	10

**LES BANQUES ÉTRANGÈRES
VONT ÊTRE TRANSFORMÉES
EN SOCIÉTÉS SAOUDIENNES**

Le conseil des ministres l'Arabie Saoudite a décidé transformer en société saoudienne, dans un délai de un an, toutes les entreprises nationalisées dans le pays. Il ne s'agit pas d'une nationalisation, mais d'une limitation de la part d'intérêt étrangers, qui ne pourra pas dépasser 49 pour cent. Le total des banques, sociétés mixtes et entreprises étrangères sera entièrement contrôlé par des responsables saoudiens. Le contrôle s'exercera notamment sur les investissements, les transferts d'argent à l'étranger, les importations et les exportations. L'Arabie Saoudite qui s'agit d'un investissement de transferts de capitaux. Une telle décision, à l'étude depuis deux ans, était attendue par beaucoup de spécialistes qui n'y croyaient pas.

**Augmentation annuelle de la valeur nominale et réelle
des taux horaires de salaires (en %)**

Année	FRANCE		ALLEM. FED.		ITALIE		ROY.-UNI.	
	Nomin.	Réelle	Nomin.	Réelle	Nomin.	Réelle	Nomin.	Réelle
1974	19	5	12	5	22	3	17	1
1975	19	5	9	3	22	3	16	4
1976	19	5	6	2	21	4	18	5
1977	19	5	—	—	—	—	—	—
Janvier	16	6	(1)	(1)	20	3	9	—
Septembre	—	—	—	—	26	11	6	—
Mars	—	—	—	—	27	11	6	—

(1) Les accords signés en Allemagne fédérale au début de l'année, notamment dans la métallurgie, assurent des hausses de salaires de l'ordre de 8 % (le gouvernement fédéral a prévu une augmentation moyenne de 7,5 % en 1977). Dans la même temps, l'évolution des prix continue d'être déclinatoire, 4 % l'an.

● La Maison de l'étranger vient de commencer à fonctionner à Marseille, 16, rue Antoine-Fatiari (tél. 95-90-15). Elle groupe différents services administratifs et techniques jusqu'alors disséminés dans la ville pour y faciliter, en les humanisant, les relations des immigrés avec les administrations, les associations et, d'une façon générale, avec l'ensemble de la population. Affecté à proximité de la gare Saint-Charles, l'immeuble comprend un grand hall d'accueil, une salle de spectacle de trois cents places, une salle de travail et quatre salles polyvalentes. — (Corresp.)

des associations et, d'une façon générale, avec l'ensemble de la population à Saint-Omer, à proximité de la gare Saint-Charles, l'immeuble comprend un grand hall d'accueil, une salle de spectacle de trois cents places, une salle de travail et quatre salles polyvalentes. — (Corresp.)

(immédiatement disponibles)

Voici le premier immeuble que nous avons conçu pour vos besoins.
Il est situé à Paris même, dans le 13^e arrondissement,
à quelques minutes du boulevard périphérique et des gares SNCF.



Centre d'activités Paris-Tolbiac - 65-71, rue Albert - P
Métro : Tolbiac et Porte d'Ivry - Tél. 583.95.73. Visites sur place de 14 h à 18 h et sur rendez-vous.

FONCIÈRE DES CHAMPS
144, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris

A chaque étage,
plusieurs lignes de
téléphone
préfinancées.

Parkings
en sous-sol avec
ascenseurs.

Alter aux Etats-Unis, c'est une idée qui ne coûte pas cher. Les vols VARA (vois avec réservation à l'avance). Vous décidez de la date de votre départ 45 jours avant. Les départs en juillet-août ont lieu toutes les semaines pour des séjours de 2, 3 ou 4 semaines.

Pour New York par exemple, vous payez 1.650 \$ aller-retour. Le prix comprend le taxi d'aéroport et l'assurance annulation.

Alors, si pour vous l'Amérique c'est une idée, décidez sans tarder. Votre agent voyages vous donnera tous les renseignements complémentaires. Allez le voir.

**Découvrez l'Amérique :
elle n'est pas celle que vous croyez.**

TECHNICAL SERVICES

فلماذا من الأصل

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Pour la fourniture de deux transformateurs
30/15 KV - 1,6 M.V.A.

Dans le cadre du Projet Infrastructure Touristique financé par l'aide de la Banque mondiale et la K.F.W., l'Office national du tourisme tunisien lance, avec le concours de la S.T.E.G., maître d'œuvre, un appel d'offres international pour la fourniture de deux transformateurs 30/15 KV - 1,6 M.V.A.

Les offres portent sur l'étude, la fabrication, le transport et le montage du pied d'œuvre ainsi que la mise en service et les essais.

Les entreprises agréées peuvent retirer le dossier d'appel d'offres moyennant le paiement d'une somme de 5 dinars, à partir du 11 mai 1977, à la Direction des Infrastructures Touristiques - 2, rue de l'Inde, TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le 4 juillet 1977, à 11 heures; la dernière date de remise des offres est fixée au 4 juillet 1977, à 10 heures au plus tard. L'adresse ci-dessus indiquée.

(PUBLICITE)



APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL DE PRÉSÉLECTION

La Tunisie d'Electricité et du Gaz lance un Appel d'Offres international de présélection de Société ou de groupement de Sociétés pour la réalisation d'un nouveau dispatching destiné à la surveillance et à la téléconduite du réseau tunisien de production et de transport d'énergie électrique ainsi que du réseau de distribution d'électricité de la Ville de Tunis.

Le cahier de présélection sera disponible à partir du 15 juin 1977 à l'adresse suivante:

— S.T.E.G., Département Transmission, 38, rue Kemal-Ataturk — TUNIS. — Téléphone: 243-522. — Téléc. TN 12020.

Il pourra être retiré à cette adresse soit envoyé par S.T.E.G. sur demande écrite.

Les réponses au présent avis de présélection devront parvenir à la S.T.E.G. avant le 1^{er} août 1977.

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

L'ORGANISATION GÉNÉRALE POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE L'AGGLOMÉRATION DU CAIRE

42, rue Ramsès, Le Caire - B.P. 35, Le Caire

annonce une adjudication publique et internationale pour la fourniture de tuyaux en fonte malléable 600, 800, 1000 et 1200 mm de diamètre et de leurs garnitures.

Les soumissions devront respecter les règles suivantes:

- 1) Elles doivent être présentées par l'intermédiaire d'un agent commercial égyptien (du secteur public ou privé) dont le nom soit inscrit sur le répertoire des agents commerciaux.
- 2) Elles doivent être accompagnées d'un dépôt provisoire de garantie d'un montant égal à 10 % de la valeur de l'offre. Cette garantie doit être versée même si l'offre n'est pas retenue par l'intermédiaire d'un agent du secteur public.

La date limite pour l'ouverture des offres est le 11 août 1977 à 12 heures (midi).

Les documents d'adjudication peuvent être acquis auprès du département des fournitures, dans l'immeuble de l'organisation, troisième étage, 42, rue Ramsès, Le Caire, au prix de 100 livres égyptiennes par exemplaire.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES INTERVENTIONS MINISTÉRIELLES À LA CONFÉRENCE

M. Cyrus Vance : un nouveau système économique international doit laisser place par-dessus tout à la justice

« Le message que je vous apporte de la part de mon président et des États-Unis, a déclaré M. Cyrus Vance, secrétaire d'État, est le suivant :

« Nous croyons aux desseins et aux objectifs de la présente conférence.

« Nous sommes bien déterminés à trouver une solution à des problèmes dont aucun de nos pays n'a l'apanage, mais qui nous affectent tous.

« Nous ne nous faisons pas d'illusions quant à la possibilité de résoudre, en un court laps de temps, des problèmes qui résultent d'une évolution de plusieurs siècles.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

« Mais nous savons aussi qu'un acceptable, aucune personne, aucune nation présente à cette conférence ne l'accepterait.

« En cet instant et à la présente conférence, le monde qui est la politique des États-Unis soit bien compris. Nous avons un nouveau système économique international, un système qui laisse plus de liberté à la croissance et, par conséquent, à la justice.

M. DE GUINGAUD : davantage d'équité dans les relations entre les peuples

M. De Guingaud, ministre français des affaires étrangères, a souligné le 30 mai, à l'ouverture de la conférence sur la coopération économique internationale, l'atmosphère exemplaire qui préside aux délibérations.

« La difficulté de certains thèmes ou discussions, ou leur importance, auraient pu vous entraîner dans la voie du malentendu, voire de la confrontation, a-t-il ajouté. Il n'en a rien été : chacun recon-

« l'esprit de coopération qui vous a guidés. »

« Ce qui est en jeu, a conclu le ministre français, c'est la fois le bien-être de millions d'individus vivant dans un état de dénuement angoissant, et votre capacité à introduire dans les relations entre pays en développement et pays industrialisés davantage de rationalité et d'équité. »

M. GUERRERO : les résultats atteints sont loin d'être suffisants

Dans son allocution d'ouverture, en sa qualité de coprésident représentant les dix-neuf pays en développement, M. Peres Guerrero, ministre d'État du Venezuela, a déclaré que « le nouvel ordre économique international doit être basé sur la justice et la rationalité ».

« L'ouverture de la conférence, a-t-il souligné, a été marquée par une atmosphère de coopération et de confiance, mais à condition que les règles soient modifiées, car jusqu'à présent « les petits ont eu plus de chances de perdre que de ne pas perdre ». La conférence ministérielle a un rôle particulier à jouer pour parvenir à un nouvel ordre économique mondial, a-t-il ajouté. « Ce n'est pas une question de générosité, c'est une question de sagesse. »

« Les résultats atteints jusqu'à aujourd'hui sont loin d'être suffisants. »

« Les pays en développement, a-t-il encore souligné, sont prêts à jouer le jeu de la coopération, mais à condition que les règles soient modifiées, car jusqu'à présent « les petits ont eu plus de chances de perdre que de ne pas perdre ». La conférence ministérielle a un rôle particulier à jouer pour parvenir à un nouvel ordre économique mondial, a-t-il ajouté. « Ce n'est pas une question de générosité, c'est une question de sagesse. »

M. MacEACHEN : relever le défi historique

M. MacEachen, coprésident canadien, représentant les pays industrialisés, a appelé de son côté les participants à « relever le défi historique » que pose le développement d'un « nouvel ordre économique ».

« Le défi, a-t-il ajouté, est déjà accompli, parmi lesquels la croissance à long terme du capital de la Banque mondiale, les engagements pris pour accroître

substantiellement l'aide aux pays en développement, la nécessité d'industrialiser, d'appuyer à une décente consécration l'infrastructure africaine. »

« Le défi, a-t-il ajouté, est déjà accompli, parmi lesquels la croissance à long terme du capital de la Banque mondiale, les engagements pris pour accroître

M. WALDHEN : concrétiser les principes d'un nouvel ordre international

Préambule ensuite la parole. M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a estimé que « cette négociation était arrivée au point critique. Elle compte la chance d'une période qui peut être décisive en quelques actions pratiques certaines des principes sur lesquels doit s'appuyer la création d'un ordre économique international nouveau; et elle

promouvoir une relance, un nouveau départ vers d'autres objectifs. Si cette chance n'est pas saisie, il faut craindre un processus régressif. »

« M. Waldheim s'est ainsi prononcé pour « une institution qui puisse contribuer à la création d'un ordre économique mondial et qui soit pour cela dotée de certaines fonctions essentielles. »

LA C.E.E. : solidarité entre producteurs et consommateurs

Après avoir dressé un bilan positif des dix-huit mois de travaux, M. Owen, président en exercice du conseil des Communautés européennes, a souligné au nom de la C.E.E. « Nous avons tous conscience que cette conférence ne peut résoudre tous les problèmes. Le dialogue Nord-Sud devra continuer dans de nombreux forums. »

« M. Roy Jenkins, président de la Commission européenne, d'ajouter : « La Communauté est le plus grand acheteur des exportations des pays en voie de développement et le plus important fournisseur de leurs importations. Il est donc naturel pour nous de reconnaître la nécessité de la solidarité entre pays développés et pays en

de développement, entre producteurs et consommateurs. »

« M. Owen, président en exercice du conseil des Communautés européennes, a souligné au nom de la C.E.E. « Nous avons tous conscience que cette conférence ne peut résoudre tous les problèmes. Le dialogue Nord-Sud devra continuer dans de nombreux forums. »

Le Canada favorable à un accord sur les céréales

M. Macdonald, parlant en tant que chef de la délégation de son pays, a déclaré que le Canada « continuait de s'approcher » de l'objectif international de 0,7 % du P.N.B.

« Le Canada, a-t-il ajouté, est prêt à participer à un programme spécial d'action, l'aide canadienne aux pays les moins développés, et se fera entièrement sous forme de dons. »

« Le Canada, a-t-il ajouté, est prêt à participer à un programme spécial d'action, l'aide canadienne aux pays les moins développés, et se fera entièrement sous forme de dons. »

« M. Macdonald, parlant en tant que chef de la délégation de son pays, a déclaré que le Canada « continuait de s'approcher » de l'objectif international de 0,7 % du P.N.B.

« Le Canada, a-t-il ajouté, est prêt à participer à un programme spécial d'action, l'aide canadienne aux pays les moins développés, et se fera entièrement sous forme de dons. »

« Le Canada, a-t-il ajouté, est prêt à participer à un programme spécial d'action, l'aide canadienne aux pays les moins développés, et se fera entièrement sous forme de dons. »

M. MARCELINO OREJA AGUIRRE, ministre espagnol des affaires étrangères, a jugé « excessivement simpliste » de « réduire la variété des nations à une dichotomie : forces entre pays avancés et pays en voie de développement ».

« M. Marcelino Oreja Aguirre, ministre espagnol des affaires étrangères, a jugé « excessivement simpliste » de « réduire la variété des nations à une dichotomie : forces entre pays avancés et pays en voie de développement ».

« M. Marcelino Oreja Aguirre, ministre espagnol des affaires étrangères, a jugé « excessivement simpliste » de « réduire la variété des nations à une dichotomie : forces entre pays avancés et pays en voie de développement ».

« M. Marcelino Oreja Aguirre, ministre espagnol des affaires étrangères, a jugé « excessivement simpliste » de « réduire la variété des nations à une dichotomie : forces entre pays avancés et pays en voie de développement ».

« M. Marcelino Oreja Aguirre, ministre espagnol des affaires étrangères, a jugé « excessivement simpliste » de « réduire la variété des nations à une dichotomie : forces entre pays avancés et pays en voie de développement ».

M. PIERRE GRAEGER, chef du département politique fédéral suisse, s'est dit « en mesure d'écouter les grandes thèses d'un programme de coopération et de développement dans le domaine de l'énergie. »

« M. Pierre Graeger, chef du département politique fédéral suisse, s'est dit « en mesure d'écouter les grandes thèses d'un programme de coopération et de développement dans le domaine de l'énergie. »

« M. Pierre Graeger, chef du département politique fédéral suisse, s'est dit « en mesure d'écouter les grandes thèses d'un programme de coopération et de développement dans le domaine de l'énergie. »

« M. Pierre Graeger, chef du département politique fédéral suisse, s'est dit « en mesure d'écouter les grandes thèses d'un programme de coopération et de développement dans le domaine de l'énergie. »

« M. Pierre Graeger, chef du département politique fédéral suisse, s'est dit « en mesure d'écouter les grandes thèses d'un programme de coopération et de développement dans le domaine de l'énergie. »

ETOILE-IENA

2000 m² de bureaux de prestige à louer

salles de



Knight Frank & Rutley France

16, place Vendôme 75001 Paris
tél. 260.67.53 / télex 220759 F

Amsterdam, Bruxelles, Faro, Genève, Kaduna, Kano, Lagos, Londres, Port Harcourt, Téhéran

GOTO NORTHAM

هناك الاماكن

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

EMPRUNT DE F 300 000 000

OBLIGATIONS - DE F 1000
TAUX NOMINAL 11,30 %
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT 11,61 %

DURÉE 15 ANS A COMPTER DU 3 AVRIL 1977

NOTE D'INFORMATION A LA DISPOSITION DU PUBLIC DANS LES BANQUES CHARGÉES DU PLACEMENT ET AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
S.A. au capital de 165 000 000 de francs
R.C. Paris 5 n° 552 054 352 - A.P.E. 2005
VISA COM n° 77-04 DU 26 AVRIL 1977 - BALO DU 30 MAI 1977

Ministério das Minas e Energia

Eletrobras Centrais Elétricas Brasileiras SA

Eletrosul
Centrais Elétricas do Sul do Brasil SA

Usine Hydroélectrique Salto Santiago

Notice de Pré-Sélection des Fournisseurs de Câbles de Contrôle et de Câbles de Puissance à Basse et Moyenne Tensions.

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. — Eletrosul — lancera un appel d'offres international limité aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour la fabrication et la fourniture des matériaux destinés à l'usine en référence située sur le fleuve Iguaçu, dans l'Etat du Paraná, Brésil.

- Câbles de contrôle avec isolement pour 600 V.
- Câbles de puissance à basse tension, simple, classe d'isolement 600 V, en aluminium pour des diamètres égaux ou supérieurs à n° 4 AWG et en cuivre pour des diamètres inférieurs à n° 4 AWG.
- Câbles de puissance à tension moyenne, simples, classes d'isolement de 15 kV et 25 kV, en aluminium.

Chaque proposition devra concerner tous les matériels ci-dessus mentionnés.

Pour le paiement de ces matériaux, Eletrosul compte sur des fonds de l'emprunt 289/OC-BR signé avec la Banque Interaméricaine de Développement - BID. A cette présélection, pourront participer seulement les fabricants établis en pays membres du BID, les pays en voie de développement membres du Fonds Monétaire international et/ou les pays développés qui, au moment de l'appel, pourront être considérés éligibles par l'entité financière.

Les « instructions pour Demande de Présélection » peuvent être obtenues, gratuitement, jusqu'au 20 juin 1977 à l'adresse suivante :

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A.
Eletrosul
Diretoria de Suprimentos
Edifício Trajano
Rua Trajano, 41 — 4.º andar
88.000 — Florianópolis
Santa Catarina
Brasil

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

L'assemblée générale ordinaire, présidée par M. Jean Cambarou, a approuvé les comptes de l'exercice 1976. L'exercice 1976 a été caractérisé par la reprise de l'activité de construction du Groupement pour le Financement de la Construction. Compte tenu des ressources d'autofinancement et, d'autre part, des nouvelles dispositions prises par les pouvoirs publics, deux nouveaux programmes ont pu être mis en œuvre :

- 42 appartements et 42 parkings à Fribourg, dans le quartier de la Défense.
- 125 appartements et 164 places de parking dans un ensemble de cinq immeubles à Cluses.

Les recettes locatives des immeubles ont atteint en 1976 5614 millions de francs, marquant une progression de 9,5 % sur l'exercice précédent ; à ces recettes s'ajoutent le montant des primes à la construction pour 1,52 million, sans changement par rapport à 1975, et les produits financiers provenant du placement des disponibilités pour 1,56 million de francs contre 1,75 million de francs en 1975.

Ces résultats sont le fruit d'une occupation quasi totale des bâtiments pour leur commercialisation, appartements et parkings composant le patrimoine, dont la valeur bilanciale s'élevait fin 1976 à 434,90 millions de francs.

Dans le secteur commercial, qui représente 12,5 % des surfaces construites et 22,5 % en valeur, la pleine occupation du patrimoine a pu être maintenue malgré l'évolution défavorable du marché.

Après 4,37 millions de francs de dotation aux amortissements et 3,49 millions de francs aux comptes de provisions, dont 2 millions de provisions pour grosses réparations, soit 1,10 % du prix de revient des constructions (contre 49,34 millions de francs contre 37,32 millions en 1975), la répartition d'un dividende global par action de 9,30 F, en augmentation de 8,5 % par rapport à celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à 8,75 F.

Ce dividende donnera lieu au paiement des coupons suivants :

- 1^{er} et 2^{es} de 2,164 F, en exonération de l'impôt sur le revenu.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT

Messieurs, messieurs, En nous adressant l'un dernier allocution d'usage, je vous laisse l'espoir d'une nette progression de notre dividende pour l'exercice 1977. Ainsi que nous le prévoyions, les résultats obtenus au cours de l'exercice 1976, qui, je vous le rappelle, est le premier suivant l'arrêté de notre société à son régime de cotisation, marquent une nette progression de nos revenus par rapport à l'exercice précédent, qui s'élevait à 8,75 F, en augmentation de 8,5 % par rapport à celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à 8,75 F.

Si l'on fait abstraction de la répartition des dividendes distribués en 1977, nous serons obligés — ainsi que l'indique le rapport dont nous venons de vous donner lecture — de limiter à 9,30 F le montant de notre dividende.

Si l'on fait abstraction de la répartition des dividendes distribués en 1977, nous serons obligés — ainsi que l'indique le rapport dont nous venons de vous donner lecture — de limiter à 9,30 F le montant de notre dividende.

Si l'on fait abstraction de la répartition des dividendes distribués en 1977, nous serons obligés — ainsi que l'indique le rapport dont nous venons de vous donner lecture — de limiter à 9,30 F le montant de notre dividende.

Si l'on fait abstraction de la répartition des dividendes distribués en 1977, nous serons obligés — ainsi que l'indique le rapport dont nous venons de vous donner lecture — de limiter à 9,30 F le montant de notre dividende.

LA RADIOTECHNIQUE

L'assemblée générale ordinaire de La Radiotechnique a été tenue le 28 mai 1977 sous la présidence de M. Jean-Louis Elie. Elle a approuvé les comptes et le bilan arrêtés au 31 décembre 1976, qui font apparaître un bénéfice de 11,61 millions de francs.

Il sera distribué un dividende de 17 F, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal) de 8,80 F, portant le revenu global de l'actionnaire à 25,80 F. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 6 juin 1977.

Comme nous l'avons déjà dit, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe La Radiotechnique a atteint 2 648 millions de francs, en augmentation de 16 % par rapport à l'année 1975, et que le bénéfice consolidé par action — compte tenu de la quote-part de résultats de la société Schneider Radio-Télévision, mais déduction faite de la contribution exceptionnelle — ressort à 48 F contre 40,80 F en 1975.

Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserve et distribution gratuite d'une action nouvelle, jouissance 1^{er} janvier 1977, pour 10 actions anciennes. Les modalités de cette opération d'augmentation de capital ont été approuvées par l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 1977.

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC BRILLANT	BLANC BRILLANT	BLANC BRILLANT	BLANC BRILLANT	BLANC BRILLANT
POURTE	V.V.S.	Liq. p. p. p.	V.V.S.	Liq. p. p. p.	V.V.S.
1 carat : 5 à 20	12.000 F	10.700 F	11.000 F	9.800 F	8.500 F
2 carats, le carat	21.000	18.800	19.000	17.000	15.000
3 carats, le carat	25.000	22.000	22.000	20.000	18.000
4 carats, le carat	30.000	26.000	26.000	24.000	22.000
5 carats, le carat	35.000	30.000	30.000	28.000	26.000

GODECHOT & PAULIET
86, AVENUE RAYMOND-BOISSE
PAR. 5450
ACHATS - VENTES - EXPERTISES - CONSEILS
PARKING FOCH MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

Une nouvelle prestation LA SOUS-TRAITANCE DACTYLOGRAPHIQUE CONTINUE

C'est l'idéal jusqu'à maintenant, aujourd'hui, grâce à nous, cela fonctionne parfaitement et c'est simple.

Notre propos n'est pas ici d'en détailler le fonctionnement, mais de faire savoir :

- aux jeunes sociétés qui se créent, et aux autres qui s'élèvent ou qui connaissent des difficultés de tous ordres avec leurs services dactylographiques que cela existe, que nous vivons depuis quatre ans, que nous sommes parfaitement organisés, que nos clients-sociétés sont satisfaits et qu'ils y trouvent leur intérêt financier, entre autres avantages, puisqu'ils nous restent fidèles.

Voilà, très schématiquement, comment cela fonctionne :

- un client est intéressé, nous allons le voir ;
- nous lui expliquons en détail notre méthode et nos garanties.
- s'il le désire, nous discutons avec lui le genre de travail qu'il aura à nous confier (manuscrits ou bandes magnétiques sur tous supports d'enregistrement), son rythme ainsi que les détails d'exécution.
- En possession de ces données, nous lui indiquons un prix horaire, tarif qui garantit une qualité de travail donnée, ainsi que sa part d'investissement, c'est-à-dire celle qui est la nôtre.

C'est simple, mais il faut y penser. Nous l'avons fait. Demander Madame Delarue au 525-25-25 ou SOUS A RETOURNER.

pbs

75, Boulevard de Magenta 75009 PARIS

« ALGÉO » Importante Société Algérienne de Géophysique recrutée pour L'ALGÉRIE

UN CHEF DE PROJET GÉOTECHNIQUE

- Diplôme en géotechnique ou en mécanique des sols ;
- Ayant exercé pendant cinq (5) ans minimum en qualité d'ingénieur en mécanique des sols dans une entreprise de Génie Civil ;
- Sera appelé à diriger un Service d'Etude des Sols ;
- Connaissances du matériel, des méthodes modernes d'étude des sols (Pénétramètres - Tassement - Pénétramètres) ;
- Connaissances en essais laboratoires ;
- Capable de rédiger des rapports de fin d'étude.

UN CHEF DE LABORATOIRE

- Ingénieur en mécanique des Sols (Géotechnicien) ;
- Possédant connaissances en Géochimie pour analyser échantillons eaux et sols (Spectrométrie) ;
- Minimum Cinq (5) ans d'expérience dans étude des Sols en laboratoire ;
- Connaissances approfondies des techniques de laboratoire, des procédures de ces équipements ;
- Capable de rédiger des rapports d'analyse de laboratoire.

UN INGÉNIEUR EN TECHNIQUES DE FORAGE

- Minimum Cinq (5) ans d'expérience en forage et carottage ;
- Connaissances parfaites des procédures de forage des échantillons ;
- Connaissances générales du matériel et de l'équipement.

UN SUPERINTENDANT FORAGE
(15 à 45 ans)

- Ingénieur ou Technicien Supérieur de Forage ;
- Connaissances poussées des techniques de forage d'eau ;
- Connaissances poussées des procédés de cimentation, pose de tubages, instrumentation, développement des puits et essai ;
- Possédant bonnes références dans activités similaires.

UN INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE DES SOLS

- Ingénieur Géotechnicien ;
- Connaissances en géologie ;
- Minimum Cinq (5) ans d'expérience en étude des Sols ;
- Connaissances des techniques de laboratoire, des équipements ;
- Avoir la responsabilité d'une équipe de sondage opérant sur le terrain (travaux d'exploration, installations des appareils de mesure, etc.) ;
- Capable de traiter les aspects techniques d'un rapport de fin d'étude.

UN INGÉNIEUR GÉOPHYSICIEN

- Responsable d'une ou de plusieurs équipes de prospection électrique ;
- Diplôme d'Ingénieur Géophysicien ;
- Minimum Cinq (5) ans d'expérience dans la prospection électrique et sismique ;
- Connaissances en hydrogéologie et en topographie ;
- Appelé à diriger et à gérer des équipes de prospection électrique sur le terrain ;
- Doit pouvoir traiter les aspects techniques d'un rapport de fin d'étude avec recommandations.

UN INGÉNIEUR - CHEF DE PROJET LOGGING

- Ingénieur Géophysicien ou Géologue, possédant expérience en logging ;
- Connaissances en :
 - Géologie ;
 - Géophysique ;
 - Petite et grande normale ;
 - Gamma ray ;
 - Radiologie ;
 - Microanalyse ;
 - Diagramme d'analyse ;
 - Log de sondage ;
 - Log de cimentation, etc.
- Minimum Cinq (5) ans d'expérience dans travaux en logging dans forages d'eau ou pétroliers ;
- Sera appelé à diriger deux équipes de logging ;
- Doit pouvoir faire l'interprétation des résultats de mesures.

UN SUPERVISEUR INSTRUMENTS

- Ingénieur diplômé d'une école ou d'un institut spécialisé en électronique ;
- Connaissances parfaites de l'enregistrement digital (Laboratoire DTS IV, Géopon DTS, etc.) ;
- Connaissances des instruments radio (VEM-REU) ;
- Possédant aptitudes à apporter des modifications dans les instruments.

UN CHEF D'ATELIER

- Ingénieur mécanicien ou assimilé ;
- Expérience minimum de Cinq (5) années dans poste similaire ;
- Connaissances approfondies des véhicules lourds ;
- Apte à gérer un atelier de 25 personnes ;
- Sera chargé de planifier, diriger et contrôler la réparation et la rénovation de véhicules lourds sur les plans électriques, mécaniques et tôlerie.

UN RESPONSABLE DE FORMATION

- Enseignant ou Ingénieur en électronique pouvant dispenser les matières suivantes :
 - Électronique générale ;
 - Algèbre de Boole ;
 - Circuits de logique (fonction et famille) ;
 - Connaissances sur le gain théorique et la vitesse d'attente ;
 - Connaissances sur l'enregistrement numérique ;
 - Préférence sera donnée à candidats ayant pratiqué le matériel analogique et plus particulièrement les laboratoires TESTS INSTRUMENTS (CPS III et IV).

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

- Diplômé de l'enseignement Supérieur ;
- Connaissances approfondies du matériel de 3^e génération ;
- Minimum Cinq (5) ans d'expérience en études de projets informatiques pour réalisation applications scientifiques.

UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION DE L'ENTREPRISE

- Diplômé de l'enseignement Supérieur ;
- Notions approfondies en informatique ;
- Minimum Cinq (5) ans d'expérience en Organisation ;
- Capable de mener à bien des études d'organisation au sein de l'entreprise.

Adresse C.V. détaillée à : « ALGÉO », rue Finaletta, 51-Blas, Alger - ALGERIE.

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

Tarif au 1-06-1977	La Journée + le km
CITROËN LX - RAT 127 - RENAULT 5 TL	40,57 0,31
PEUGEOT 104 GL - SIMCA 1100 ES	41,75 0,36
FIAT 131 "S" - SIMCA 1307 "S"	45,86 0,42
RAT 132 GLS - PEUGEOT 504 GL	49,39 0,48
ESTAFETTE 1000 kg - FIAT 1000 kg	63,50 0,38
PEUGEOT 17 - ESTAFETTE Alueite 7/8 pl.	78,79 0,44
CITROËN C 35 1885 kg	90,55 0,47

prix T.T.C.

Comparez...

PNIS : 12 - 205, Rue de Bercy (Gen de Lyon) 348.11.50
12 - 108, Bd Diderot 628.27.50 • 10 - 102, Rue Ordener 076.32.50
Paris 2 954.34.50 • La Courneuve 833.81.54 • Drancy 284.66.70
Orly 686.25.45 • Rungis M.L.N. 687.04.05 • Versailles 950.22.50
Villeneuve 738.68.65 • Vitry 680.72.70

LES MARCHES FINANCIERS

Table des Bourses de Paris, New York, Londres, etc., avec cours et variations.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
EGYPTE : le parti du Wafd a pris la décision de se reconstituer.

2. ASIE
CORÉE DU SUD : Séoul redoute de faire les frais du « port dangereux » du président Carter.

2. AMÉRIQUES
ÉTATS-UNIS : M. Carter prend des initiatives à l'initiative de l'Amérique latine.

3. AFRIQUE
MOZAMBIQUE : l'armée rhodésienne aurait détruit trois bases de guérillas.

336. EUROPE
ESPAGNE : le nouveau « Mouvement » de M. Adolfo Suárez.

ITALIE : la démocratie chrétienne déçoit ses partisans.

7-8. POLITIQUE
Louis Althusser commente les six « initiatives fondamentales » du XXII^e Congrès du P.C.F.

9. JUSTICE
90 millions de francs de déficit au Crédit agricole de Toulouse.

10. L'ÉVÈNEMENT
Les juridictions européennes.

12. HISTOIRE
ÉQUIPEMENT

13. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
LA FÊTE DES MÈRES

17. SPORTS
18-19. ÉDUCATION
Le congrès de la Fédération Corneil à Albi.

19. SOCIÉTÉ
Cinq mille femmes à la rencontre internationale de Vienne.

20. RELIGION
A Lyon, le rassemblement des groupes et des communautés chrétiennes.

LE MONDE DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES
PAGES 21 ET 22

— Les promesses de l'agriculture israélienne.
— L'avis d'opinion : « Pourquoi l'envolée des prix ? », par Pierre Audigier.

— Pour extraire le pétrole du Sahel : de l'eau de mer de 60° à 80°.

23. L'ACTUALITÉ MÉDICALE
24-26. ARTS ET SPECTACLES
EXPOSITIONS : la redingote de Kadminsky.

— THÉÂTRE : la Méscheta à Marseille.
— MUSIQUE : deux artistes néerlandais à Paris.

36 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
ÉTRANGER : l'Italie a toujours le « ruban bleu » des grèves en Europe.

— Les interventions ministérielles à la conférence Nord-Sud.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (24)
Annonces classées (27 à 38) : Aujourd'hui (10) ; Chronique (12) ; Journal officiel (13) ; Médecine (14) ; Mots croisés (18) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde » daté 31 mai 1977 a été tiré à 440 658 exemplaires.

De la plus petite reproduction au plus beau vêtement
NOUVELLE COLLECTION ETE

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES
MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 681 F

Prêt-à-porter homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la République, PARIS (9^e)

A B C D E F G

La prise d'otages aux Pays-Bas

Les commandos sud-moluquois demandent un médiateur

Les terroristes sud-moluquois qui déclenchent toujours en otage quatre prisonniers à l'école de Smiliden et une cinquantaine de personnes dans le train de Glimmen, ont demandé, mardi 31 mai en fin de matinée, qu'on leur envoie un médiateur. D'autre part, Mme Toos Faber, porte-parole du ministère de la justice, a déclaré que les exigences initiales des commandos « ne font plus partie de la discussion ni entièrement ni partiellement ». Cette phrase, quelques jours après, pourrait signifier que les terroristes ont renoncé à exiger la libération de leurs camarades emprisonnés, comme — toujours selon Mme Faber — ils avaient annoncé, lundi soir, à leur projet d'emmener des otages avec eux au cas où les autorités auraient mis à leur disposition l'avion qu'ils réclamaient pour partir à l'étranger.

Le transistor et le téléphone de campagne armes absolues

De notre envoyé spécial

Assen. — Un mot lancé apparemment sans y prendre garde, une phrase dans le dialogue micro tendu en quête d'une information qui change, ou semble changer. La nuit de Pentecôte, à l'heure où le peuple en promenade braguette écoute ses jumelles sur quatre wagons cloués en ruse campagne, la « petite phrase » d'une dame harcelée par trop de journalistes a fait de « flash » sur les ondes. Il y avait, il est vrai, de quoi réveiller les plus assourdis par des valises aussi vaines qu'interminables : les terroristes ont renoncé à emmener leurs otages dans l'avion qu'ils ont demandé pour quitter le pays.

M. Toos Faber, porte-parole du ministère de la justice, avait à peine fini de répondre ainsi aux questions d'une radio allemande que la nouvelle avait fait le tour d'un centre de presse en perpétuelle effervescence. Trois ou quatre interviewés de la même dame dans les minutes qui précèdent n'avaient rien appris que l'on ne sût déjà, mais cette fois, c'était bien « du nouveau ». L'avis d'espérer, décevantement en vue, début de la fin ? On avait d'un coup, semble-t-il, le droit — ou au moins le loisir — d'interpréter, d'anticiper et, pourquoi pas, de révéler les divers scénarios possibles.

Comment, dans de telles conditions, distinguer le vrai du douteux, le sûr du moins sûr, l'information d'une habile intoxication ? A qui Mme Faber s'adressait-elle vraiment : aux auditeurs lointains d'une radio étrangère, ou à une poignée d'hommes beaucoup plus proches qui tiennent encore une substantielle d'otages sous la menace de leurs armes ?

Cette « drôle de guerre » autour d'un train planté sur l'herbe, entre les eaux plates d'un canal et une autoroute déserte, est d'abord une guerre psychologique. Parler pour engourdir, attendre pour user : tel est l'ordre du jour d'une bataille où l'arme absolue reste — pour l'instant — le téléphone de campagne. Mais le transistor aussi est un

DOMINIQUE POUCHIN.

(PUBLIQUES)
300 montres à quartz en discount/Duriez

à diodes lumineuses ou à cristaux liquides, pour homme ou femme ; le cadeau 1977, de 99 F à 450 F.

135 modèles de calculatrices
de 45 F à 15.000 F : les plus élégantes, les plus plates, les plus légères, les plus sophistiquées. Pour calculer, pour compter, pour charmer, ou pour vous distraire, comme Maman, jusqu'aux chercheurs pressés de trouver, avec programmes préfabriqués sur mesure. (Duriez vous aidez gratuitement à la programmation).

650 machines à écrire
Duriez est le plus grand spécialiste des portatives, électriques portables, personnelles. Duriez vend en direct sans représentant. Certaines machines sont surstockées, d'autres supérieures à leur réputation. Duriez vous dit la vérité sur toutes et remonte dans les 10 jours si non satisfaite. Quantités limitées : 132, Bd Saint-Germain, Tél. 326.43.31.

mode été 77 : pour les grandes tailles

MODELES EXCLUSIFS
TAILLES 44 A 60

AUTEUIL
99, RUE DE PABSY - PARIS
41, RUE LA FAYETTE - PARIS
7, RUE DU CASINO - DEUILLE

A LA REGLE A CALCUL: INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD

Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers calculateurs Hewlett-Packard permettent, grâce à leurs 224 lignes de programmes et leurs 26 registres de données, de résoudre les problèmes de programmation les plus arides.

NP 67 : version avec imprimante 5686 F.L.T. NP 67 : format de poche 3351, 60 F.L.T. NP 65 : 940, 80 F.L.T.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : à la « Règle à Calcul », une équipe de vendeurs spécialistes vous expliquent tous les mystères de la programmation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en saurez tout le tour.

la Règle à Calcul
HEWLETT PACKARD

M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT LE PRINCE FAHD D'ARABIE SAOUDITE

Le président de la République est entré, ce mardi 31 mai, avec le prince Fahd, prince héritier et vice-président du conseil d'Arabie Saoudite.

M. Giscard d'Estaing offre ensuite au prince Fahd un déjeuner au déjeuner, auquel sont également conviés, du côté saoudite, le prince Fayçal, ministre des affaires étrangères, le chahin Yemad, ministre du pétrole et chef de la délégation à la conférence Nord-Sud, et, du côté français, MM. de Giscard, ministre des affaires étrangères ; Bonilla, ministre délégué à l'économie et aux finances ; Monory, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; et Bonni, ministre du commerce extérieur.

Arrivé lundi après-midi à Paris, à son retour d'une visite officielle aux États-Unis, le prince Fahd se rendra ensuite à Madrid.

Dans une lettre au président de la République

CINQ CENTS SCIENTIFIQUES
GRENOBLOIS DEMANDENT
L'ARRÊT DE LA CONSTRUCTION
DE SUPER-PHENIX

Cinq cents scientifiques de la région grenobloise viennent d'écrire au président de la République pour lui demander de suspendre la construction du réacteur Super-Phénix de Creus-Midyville (Savoie), dont le décret d'autorisation a été publié samedi 28 mai au Journal officiel (le Monde daté 29-30 mai). Cette lettre ouverte, dont le contenu a été rendu public par le comité universitaire scientifique grenoblois pour l'arrêt du programme nucléaire, reprend les lignes générales de celle, signée en décembre dernier, par mille trois cents des mille cinq cents ingénieurs, physiciens et techniciens du Centre européen de recherches nucléaires (CERN) de Genève.

Les scientifiques grenoblois demandent la suspension de Super-Phénix en raison de « doutes spécifiques » que présente la filière des réacteurs à neutrons rapides du type « à la filière ». Ils s'inquiètent d'autre part de « la nécessité de procéder à un premier retraitement de l'uranium » et de la « filière à eau légère pour la fabrication du combustible de Super-Phénix, puis de procéder à un second retraitement pour bénéficier de l'avantage de la multiplication ». « Alors que les problèmes techniques du retraitement et du stockage des déchets ne sont pas résolus ».

M. Gérard Smith, ancien directeur de l'Agence pour le désarmement et le contrôle des armes sous l'administration de Nixon, a été choisi par le président Carter comme ambassadeur extraordinaire, chargé de négocier les problèmes d'accords nucléaires, annonce le mardi 31 mai le New York Times.

Le quotidien précise que M. Smith serait chargé de négocier les accords conclus entre le gouvernement américain et une trentaine de pays qui repoussent des États-Unis une aide technologique en matière nucléaire ou de l'uranium enrichi.

A Alger

M. Kanapa réaffirme le soutien du P.C.F. à l'autodétermination du peuple sahraoui

Alger (A.F.P.) — M. Jean Kanapa, membre du bureau politique et responsable de la section de politique internationale du parti communiste français, a terminé, lundi 30 mai, une visite de trois jours à Alger, au cours de laquelle il s'est notamment entretenu avec le président Boumedienne.

Avant de quitter Alger, M. Kanapa s'est inquérit, devant la presse, de la dégradation des relations entre la France et l'Algérie, et de fait de la politique du pouvoir à Paris. « Nous voulons changer cela aujourd'hui et plus encore demain », a-t-il dit. Évoquant les derniers événements qui se sont déroulés en Afrique et en Méditerranée, il a dénoncé « les grosses opérations montées par l'impérialisme et la réaction ».

« Tout indique, a-t-il affirmé, que Georges Marchais avait raison de « critiquer » tout juste un an, que l'Algérie était devenue la cible principale de l'impérialisme et de la réaction dans cette région ». M. Kanapa a souligné le fait que « dans le même temps que les dirigeants marocains font preuve d'une manœuvre agressive envers l'Algérie, le roi du Maroc affirme son hostilité à un changement démocratique en France ou en Italie ».

« En ce qui concerne la question des Français détenus par les forces sahraouies, a-t-il dit, tout confirme que, si le gouvernement français se souciait vraiment de leur sort, il leur rendrait la liberté ».

M. de Giscard, ministre des affaires étrangères, a déclaré mardi matin, en réponse aux propos de M. Kanapa : « Je suis scandalisé par les propos de M. Kanapa qui pensent ignorer l'assassinat par le Polisario de deux de nos compatriotes, et la détention de six autres en otages. Otages pourquoi ? Pour obtenir du gouvernement français qu'il prenne position sur l'Algérie du Sahara occidental ? C'est une exécution de la défense des travailleurs. Je rappelle que la pose d'otages est prohibée par toutes les conventions internationales, quelle que soient les circonstances ou les motifs ».

M. de Giscard a indiqué qu'il rencontrerait dans l'après-midi, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Boumedienne.

● A Alexandrie (Égypte), la Cour suprême de la sécurité de l'État a condamné à mort, samedi, trois des quinze personnes accusées d'insolence avec un pays étranger (il s'agit de la Libye).

Deux des condamnés à mort ont été jugés par contumace.

Les deux autres inculpés dans le même procès, ouvert le 29 avril, ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Les arrestations avaient suivi l'explosion de deux avions dans des hôtels à Alexandrie. Ces attentats avaient fait deux morts et huit blessés. (A.F.P.)

TOUT LE TROUSSEAU DE L'HOMME

LATREILLE

HABILLEUR

CHEMISIER - CHAPELIER

CHAUSSEUR

QUALITÉS IRREPARCHABLES

62 rue St-André-des-Arts, 5^e

PARKING RÉSERVÉ

CATALOGUE SUR DEMANDE

Cartier

présente
ses Créations Boutique 1977

du mercredi 1^{er} Juin
au mercredi 15 Juin

13 rue de la Paix à Paris

l'exposition est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h 30

UNE PRÉCIEUSE AMITIÉ

pour offrir un cadeau de cette précieuse humanité

JACQUES TOUR

VOTRE AMI JOAN L'ÉCRIT
LES DES CAPUCINES PLACE DE L'OPÉRA - PARIS

LES DES CAPUCINES PLACE DE L'OPÉRA - PARIS

هنا فان الاصل